

« Aux paniers, citoyens ! »

L'Amap, nouvelle forme d'engagement : une expérience politique et transformatrice. L'exemple des Amap à Lyon.

Soutenu le 1er Septembre 2009

Par Cécile Cathelin

Renaud Payre Directeur de Mémoire
Villes et pouvoir, approche socio-historique

Jury : Gwenola Le Naour Présidente du Jury

Table des matières

Remerciements . .	5
Introduction . .	6
Partie 1. Les AMAP, des organisations politiques pas comme les autres . .	19
Chapitre 1. Devenir « Amapien » . .	19
I. L'engagement et les engagements de l'adhérent et du producteur en AMAP . .	19
II. Le profil des Amapiens et leurs motivations à l'entrée en AMAP . .	23
III. L'accessibilité des Amap . .	30
Chapitre 2. Des formes d'action associatives et militantes . .	33
IV. A la naissance de l'association . .	33
V. Le cadre souple de l'association . .	36
VI. Un engagement pragmatique et multiple . .	39
Chapitre 3. Un engagement politique, plus que citoyen ? . .	41
VII. Re-politisation de la consommation . .	41
VIII. L'Amap, consommation citoyenne ou véritable transformation de la consommation ? . .	44
IX. Une nouvelle forme d'engagement politique . .	48
Partie 2. La place de l'Amap au sein de l'espace politique . .	55
Chapitre 4. Prendre conscience et apprendre au sein du groupe Amap . .	55
X. Création du collectif et socialisation . .	55
XI. Prise de conscience des enjeux sociaux et politiques liés à l'agriculture et à l'environnement . .	58
XII. Une dimension éducative privilégiée : l'Amap, un espace d'apprentissage . .	61
Chapitre 5. Des combats plus globaux et plus militants : l'origine, l'aboutissement ou le futur des Amap ? . .	64
XIII. Alliance Paysans Ecologistes Consommateurs, le réseau des Amap ? . .	64
XIV. L'agriculture biologique, un label nécessaire ou préjudiciable pour la pérennité des Amap ? . .	70
XV. Des terres et des agriculteurs . .	73
Chapitre 6 : L'Amap, influence ou récupération ? . .	75
XVI. Un concept malléable . .	75
XVII. Les AMAP, une alternative récupérée . .	77
XVIII. Les AMAP convoitées par la politique . .	78
Conclusion générale : L'Amap, comme vecteur politique de transformation individuelle et collective . .	82
Sources . .	85
Entretiens . .	85
Sites Internet . .	85
Documents issus du réseau Alliance . .	85
Articles de presse . .	86
Bibliographie . .	87
Sur les Amap . .	87
<i>Ouvrage . .</i>	87

<i>Revue</i> ..	87
<i>Travaux d'étudiants</i> ..	87
Sur l'agriculture ..	87
<i>Ouvrages</i> ..	88
<i>Revue</i> ..	88
<i>Article</i> ..	88
Sur les circuits courts ..	88
<i>Revue</i> ..	88
Sur le militantisme ..	89
<i>Ouvrages</i> ..	89
<i>Revue</i> ..	89
<i>Publication</i> ..	90
Table des illustrations ..	91
Annexes ..	92
Annexe 1 ..	92
Annexe 2 ..	94
Annexe 3 ..	107

Remerciements

(« Aux paniers, citoyens ! »¹ Note du titre)

Je tiens particulièrement à remercier Renaud Payre, mon directeur de mémoire, pour son enthousiasme et son intérêt porté à mon travail, pour sa disponibilité et pour ses conseils qui m'ont guidés tout au long de l'année dans ma réflexion.

Je remercie également Gwenola Le Naour, pour avoir accepté d'être la présidente du jury lors de ma soutenance.

Je souhaite aussi remercier toutes les personnes, agriculteurs, adhérents ou coordinateurs du réseau Alliance qui ont accepté de m'accorder un entretien pour leur gentillesse, leur intérêt quant à mon travail et leur propre exigence à me répondre du mieux qu'ils pouvaient.

Je tiens tout particulièrement à remercier Denise Vuillon, agricultrice et fondatrice des Amap en France, qui m'a accueillie chez elle malgré son emploi du temps chargé. Nos discussions ont considérablement élargi et enrichi ma réflexion personnelle et mon travail universitaire.

J'adresse également mes remerciements à tous les adhérents qui ont pris le temps et le soin de répondre à mon enquête par questionnaire pendant les distributions, en particulier les adhérents de l'AmaPopote qui ont également accepté d'illustrer ce mémoire en compagnie des légumes.

Je remercie aussi Fantine Olivier, ancienne étudiante de l'IEP qui a réalisé un mémoire sur les Amap en 2007, qui a accepté de me rencontrer et avec qui j'ai échangé sur notre sujet commun.

Enfin, je remercie chaleureusement mes ami(e)s pour m'avoir soutenu dans ce travail de longue haleine et tout particulièrement ma famille, mes parents et mon frère, pour m'avoir apporté une aide concrète lors de la relecture et pour la carte des Amap du Rhône.

¹ « AMAP : « Aux paniers, citoyens ! » », *Campagne Solidaire*, Mensuel de la Confédération Paysanne, n°222 Octobre 2007

Introduction

A la découverte des légumes, de l'agriculture et de l'Amap

Un jeudi soir, aux alentours de 19h, des ombres s'agitent à l'entrée d'un immeuble du boulevard du 11 Novembre 1918, à Villeurbanne. La nuit tombe, mais on identifie des personnes qui déchargent un camion, et on aperçoit même des poireaux qui dépassent des caisses. Les discussions et les rires contrastent avec l'environnement bitumé et les parkings alentours. En s'approchant un peu, on remarque que les gens constituent ce qu'ils appellent des « paniers », constitués de différents légumes. Et ce n'est pas tout ! Dans le hall de l'immeuble, sortis de nulle part, des hommes et des femmes proposent du fromage, du pain, de la volaille même. D'autres personnes commencent à arriver. Le ton des discussions monte, et les blagues fusent. Chacun se demande de ses nouvelles. Les nouveaux arrivants donnent leur nom, salue celui qu'ils appellent Dimitry, et en échange, on leur désigne l'assortiment de légumes qu'ils transfèrent aussitôt dans leur propre sac. Certains légumes ont besoin d'être pesés à l'aide d'une ancienne balance. Les personnes s'en vont ensuite sans payer ! La scène dure deux petites heures, jusqu'à ce qu'il ne reste plus de légumes, seulement quelques personnes qui aident au rangement. Ces gens ont-ils dévalisé un supermarché et se répartissent le butin ? En m'approchant, je demande : « Vous vendez des légumes ? », on me répond : « Non, c'est une Amap ! ».

Un beau dimanche d'Avril, un groupe de lyonnais s'est donné rendez-vous à 10h et part en voitures du centre de la ville pour se rendre en périphérie, à Thurin, pour une journée à la campagne un peu particulière. Là-bas, les y attend l'agriculteur qui les nourrit chaque semaine en leur livrant des légumes dans le cadre d'une Amap, Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne. La distribution se fait dans le local d'une autre association 'L'Arche de Noé', dans le 7ème arrondissement. Mais aujourd'hui, il s'agit pour les Amapiens non seulement de découvrir d'où viennent leurs légumes mais aussi d'apprendre à se connaître. Une table les attend en haut d'un champ, avec de la bière locale offerte par l'agriculteur, et tout le monde y dépose ce qu'il a préparé pour un repas collectif et partagé. Tout n'est pas bio sur la table, mais on sent que les adhérents de l'Amap se sont donnés la peine d'apporter de très bons produits. Les discussions s'engagent. On parle de la ferme, du travail du producteur, des vacances, on échange des recettes et on parle aussi de politique, entre autres du mouvement des étudiants contre la LRU, des médias, de la question des sans domiciles fixes. Après le repas, ce petit monde commence à faire le tour de l'exploitation agricole. Le couple d'agriculteurs n'a pas vraiment préparé de présentation particulière, mais qu'à cela ne tienne, les Amapiens posent des questions. Ils s'émerveillent devant les chèvres, apprennent comment poussent les endives et découvrent les plants de leurs futures tomates. La journée s'achève, on se dit au revoir, et la femme de l'agriculteur me confie : « C'est beau d'être tous réunis autour de la nourriture ! »

Nous allons étudier l'Amap sous l'angle de l'association et du politique. Un petit état des lieux théorique est avant tout nécessaire pour situer notre objet d'étude.

L'association au service de la démocratie ?

Le phénomène associatif a longtemps été analysé par les sociologues et les politologues comme un fondement de la culture civique et une composante primordiale de la vitalité citoyenne et démocratique d'un pays. C'est du moins l'analyse que propose

Tocqueville dans son ouvrage « De la démocratie en Amérique » publié en deux parties en 1835 et 1840. Selon lui, la richesse de la démocratie américaine réside dans la capacité de ses citoyens à former des associations. Celles-ci montrent le pouvoir et la force que constituent un regroupement d'individus qui poursuivent des buts communs et qui en s'associant peuvent les atteindre. Ils peuvent en effet exprimer des idées communes et exercer une pression pour obtenir satisfaction. Du fait de leur association, leur action aura plus de poids. La liberté d'association est une liberté individuelle qui se trouve ainsi au fondement même de la démocratie.

L'association peut se présenter comme directement politique ou militante et permet ainsi de rassembler des gens qui partagent les mêmes idées. Elle favorise alors le processus de politisation qui passe par une montée en généralité et qui vise à donner une vision globale du monde. Ce même processus se retrouve dans les syndicats et les partis politiques. C'est en effet par l'échange d'idées, le débat, la connaissance de l'autre que l'individu se forme à la citoyenneté et qu'il se construit politiquement. Mais elle peut aussi concerner des domaines qui à première vue n'ont pas de liens directs avec la politique comme des associations sportives, artistiques ou scolaires. Dans ce dernier cas, l'association représenterait ainsi un niveau infra-politique qui mènerait progressivement par pallier au politique² à travers la mise en commun de valeurs et de schémas d'analyse. L'association de ces individus leur permettrait de réaliser leur appartenance à une communauté et l'aspect politique de leurs problèmes. Par la constitution d'un groupe dont les membres convergent dans leurs opinions, l'association participe aussi à la construction de camps et de clivages sur la scène publique et politique.

Dans son ouvrage « Making democracy work. Civic Traditions in Modern Italy », Robert Putnam, à l'occasion d'une étude sur les administrations régionales en Italie, conclue qu'au sein de la « communauté civique », l'engagement politique et la solidarité sociale détermine l'efficacité et le dynamisme des institutions. Il établit un lien entre l'engagement associatif et un bon fonctionnement des institutions. Les régions dans lesquelles on note peu d'engagement associatif, un capital social et une participation politique faible, ainsi que des relations verticales entre les acteurs sociaux correspondent aux régions où l'on constate des dysfonctionnements dans les institutions. A l'inverse, les régions avec un vivier associatif fort, un capital social important, une presse développée, des relations horizontales entre les acteurs sociaux ainsi qu'une participation politique dynamique possèdent des institutions fortes et efficaces.³ Putnam montre également dans son ouvrage « Bowling alone : America's Declining Social Capital » qu'une baisse de la participation associative entraîne automatiquement une baisse du capital social. Ainsi on en déduit que l'association, en tant qu'espace de dialogue et d'échange, contribue au double processus de socialisation, par lequel l'individu pourra se construire sa propre personnalité et sa propre vision du monde, et de politisation, par lequel l'individu établira une grille, à travers laquelle il tentera de comprendre et d'analyser le fonctionnement de la société. Du fait de leur intégration dans le tissu social, les membres d'associations se sentiront plus concernés par les enjeux politiques et citoyens à un niveau plus global et de fait, auront des taux de participation politique plus importants.

L'évitement du politique au sein de l'association

² G. Morin, « Les associations et la politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol 70, n° 70, pp. 139-140, 2001.

³ H. Rayner, « Le point de vue aérien de Robert Putnam. A propos de Making Democracy Work », *Politix*, vol 11, n°42, p179-204,

Cependant, la théorie de l'association en tant que fondement de la démocratie, et de l'engagement associatif à la base d'un processus de politisation et de formation à la citoyenneté a été remise en question. En effet, si l'association entretient des liens évidents avec les pouvoirs publics à qui elle doit souvent la plus grande partie de ses subventions, elle ne se révèle pas être aussi connectée au politique que l'on imagine.

Si l'on considère que l'association est un regroupement de personnes qui partagent le même intérêt, le risque de dépolitisation réside dans le fait que certaines personnes qui ne souhaitent pas transformer leur action en problématique politique s'en tiennent volontairement à un engagement minimal, laissant à d'autres le soin de faire l'effort nécessaire au bon fonctionnement de l'association. Selon la théorie de l'action rationnelle d'Olson qui étend le modèle de l'économie classique aux sciences sociales, l'« homo oeconomicus » raisonne de façon individuelle et utilitariste. L'intérêt à l'acquisition ou à la production d'un bien collectif ne mène pas forcément les individus à en payer le coût. C'est pour cette raison que certains se tiennent à l'écart mais veillent à profiter de la récompense des efforts réalisés par d'autres. Le collectif de l'association se trouve face à une désagrégation et à une désolidarisation de ses membres. Les stratégies de politisation d'un problème, considérées comme trop engageantes sont alors mises à l'écart, ce qui participe à la dépolitisation de l'association.

L'association peut également jouer dans le sens inverse du développement de la démocratie, de l'esprit civique et de la conscience politique des individus. Nina Eliasoph, enseignante-chercheuse américaine, constate un double repli sur soi et sur des considérations pratiques. Elle montre l'absence d'espace public aux Etats-Unis, pays pourtant considéré comme démocratique et qui se distingue par sa faculté à créer des associations. Elle suggère ainsi que le développement de l'esprit public via l'association est un leurre. Après avoir mené une enquête de type ethnographique dans trois types d'associations (bénévolat, loisirs et activisme) pendant deux ans, elle conclue à un phénomène d'« évaporation du politique ». Le politique, entendu comme synonyme d'esprit public, serait absent de la sphère associative. « L'engagement dans les associations contribue à freiner si ce n'est l'esprit public des membres eux-même, du moins la prise en compte de la dimension politique des événements dans les prises de parole au sein et au nom de l'association. »⁴ L'espace public de l'association tend à une « privatisation des points de vue. »⁵ Mais Eliasoph ne cède pas à l'analyse classique qui considère ces phénomènes comme significatifs du désintéressement politique. Elle explique au contraire que face à un manque de confiance dans les institutions et dans les espaces d'expression publics, les individus choisissent d'éviter la montée en généralité, donc le politique, en se concentrant sur des tâches concrètes et quotidiennes qui leur donnent le sentiment qu'un changement est encore possible, à une petite échelle.⁶ Ils refusent donc d'entrer dans des considérations politiques considérées comme complexes et stériles et préfèrent mener une action concrète et tangible.

Un autre facteur de l'éloignement entre l'association et le politique réside dans le rapprochement entre les associations et les pouvoirs publics. La multiplication des associations peut s'analyser comme une réponse de la société civile aux carences de la

⁴ S. Duchesne. « Nina Eliasoph, Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life », *RFSP*, vol 45, n°6, p858-860, 1999.

⁵ *ibid*

⁶ F. Charvolin, « La rhétorique du « *self-interest* » est-elle intéressante pour la démocratie ? Retour sur les travaux de Nina Eliasoph », *Lectures Critiques*, *RFSP*, vol 56, 2006.

puissance étatique ou même à son désengagement dans certains domaines. Ainsi l'Etat externaliserait certains de ses services en finançant des associations pour mener des missions de service public. Si l'association est amenée à remplir le rôle de service public qui avait historiquement été assuré par l'Etat, elle ne joue plus un rôle critique et perd son aspect contestataire et militant. Il y a donc un risque d'instrumentalisation par l'Etat qui peut se dédouaner de la responsabilité de l'action menée.⁷ L'institutionnalisation des associations qui établissent de véritables partenariats avec l'Etat est un phénomène progressif qui se renforce depuis le début de la Cinquième République. Cela peut être considéré comme un risque de dépolitisation de l'association.⁸ En effet, soit l'association se voit déléguer des nouvelles activités avec une mission de service public menée pour l'intérêt général, et dans ce cas, elle remplace l'Etat, soit l'association est reconnue d'utilité publique par l'Etat, et dans ce cas, c'est l'Etat qui reconnaît l'utilité publique à son activité pré-existante. Ce lien avec la puissance étatique, existant déjà via les subventions publiques aux associations, remet en cause l'indépendance politique de la sphère associative. L'association est en quelque sorte délégitimée.⁹

Cette crainte est également renforcée par l'analyse économique et statistique de François Héran qui souligne le caractère sélectif des associations. Il montre que le groupe des associations « culturelles, humanitaires, de consommateurs, de locataires, politiques et religieux » ne concerne qu'une minorité de la population et une minorité des associations, seulement 30% du total des adhésions.¹⁰ Cela signifie que les associations ne sont pas majoritairement préoccupées par des sujets politiques. Cependant, cela ne veut pas dire que les associations dont le but et l'objet ne sont pas directement politiques n'auront pas à se confronter à la sphère publique et que leurs membres ne passeront pas par un processus de politisation.

Du militantisme associatif

Il est enfin nécessaire de faire le lien entre association et militantisme. L'association est devenue un nouvel espace d'expression et de revendication politique. Pour cela, il nous faut retracer les évolutions qu'ont connues le militantisme traditionnel et l'engagement classique depuis les années 1970.

Les syndicats ont connu une baisse drastique de leurs effectifs. Le taux de syndicalisation est passé de 48% en 1948 à moins de 10% dans les années 1990.¹¹ L'adhésion partisane, même si elle n'a pas baissé forcément en nombre, est remise en cause. Les partis politiques sont accusés de s'éloigner des préoccupations des citoyens. Le déclin des grandes idéologies, l'inadaptation des structures traditionnelles (partis politiques et syndicats) décrites comme trop corporatistes, bureaucratiques et hiérarchisées ainsi qu'un besoin de plus d'individualité constituent autant de facteurs de cette crise du militantisme, syndical et partisan.

⁷ M. Aligisakis, « Barthélémy Martine, Associations : un nouvel âge de la participation ? », *Revue de Sociologie Française*, vol 42, n°42-3, pp. 589-591, 2001.

⁸ G. Morin, « Les associations et la politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol 70, n° 70, pp. 139-140, 2001.

⁹ M. Aligisakis « Barthélémy Martine, Associations : un nouvel âge de la participation ? », *Revue de Sociologie Française*, vol 42, n°42-3, pp. 589-591, 2001.

¹⁰ F. Héran « Un monde sélectif : les associations ? », *Economie et statistique*, vol 208, n°208, pp.17-31, 1988.

¹¹ Labbé et Croisat, « La fin des syndicats », Editions L'harmattan, 2000.

Dans les années 1970, on assiste donc à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux qui se caractérisent par trois éléments.¹² Tout d'abord, la sureprésentation des femmes et des jeunes parmi les acteurs contrastent avec la dominante ouvrière des anciens mouvements sociaux. Le secteur public est également très présent. On note également l'entrée des minorités comme les homosexuels, les sans-papiers ou encore les sans-abris. Ensuite, les demandes de ces nouveaux militants évoluent et se concentrent sur la vie quotidienne, le cadre de vie, la protection de l'environnement. Enfin, les formes de mobilisation et d'organisation sont innovantes. On privilégie les relations interpersonnelles, la décentralisation de la décision, la démocratie directe, le refus de la délégation et de la hiérarchie.

Face à la crise du militantisme traditionnel dans les partis politiques et les syndicats, analysée par de nombreux sociologues comme Robert Putnam ou Jacques Ion¹³, nous assistons ainsi à des mutations des modes d'engagement qui conduisent à une conception plus élargie de la participation politique. Ce ne sont plus seulement des relations de citoyens à gouvernement passant par le vote ou par des actions de lobby via les syndicats et les partis mais des formes plurielles et nouvelles d'action collective. Si les individus ont déserté les syndicats et disposent d'une moindre confiance dans les partis politiques, ils ont, par contre, investi politiquement l'espace des associations. En effet, l'association permet d'agir en dehors des institutions traditionnelles. Même si l'association est autorisée via la loi 1901 par l'Etat et que la plupart sont soumises aux subventions publiques, elle offre tout de même un cadre souple pour mener une action directement politique et militante.

Le sociologue Ion analyse un passage du militantisme traditionnel à une nouvelle forme de militantisme de type associatif. L'ancien militant était membre d'un syndicat ou d'un parti politique. Son engagement était de longue durée, fondé sur son milieu professionnel ou familial et il devait respecter la hiérarchie de l'organisation ainsi que son fonctionnement basé sur la délégation et la représentation. A l'inverse le nouveau militant s'investit plus dans les associations que dans les organisations militantes traditionnelles, avec un engagement plus ponctuel, pour une durée déterminée. Ion parle d'« engagement distancié » ou « post-it ».¹⁴ L'individu est en effet plus indépendant par rapport à son appartenance à l'organisation mais il est aussi plus réticent à déléguer sa parole. Il entretient un rapport d'individualité par rapport à son engagement. Les responsabilités sont également plus personnalisées (grève de la faim, pétition, parrainage républicain). Ion en déduit un affaiblissement du collectif. Le sociologue souligne également l'affaiblissement des grandes idéologies et le développement d'une visée de plus en plus pragmatique. Les causes se particularisent et se détachent de plus en plus d'une vision globale. On recense aujourd'hui une multitude de causes, de la défense des sans-papiers à l'écologie en passant par la lutte pour le droit au logement, l'humanitaire ou encore la démocratisation de l'accès à la culture. Il faut agir ici et maintenant, avec efficacité, parfois dans l'urgence. Les nouveaux militants n'attendent ni le grand soir ni les changements électoraux.

Outre un changement dans la forme du militantisme, les sociologues pointent une transformation dans le contenu même des revendications des militants. Dans son livre, « *The Silent Revolution. Changing Values and Political Style among Western*

¹² I. Sommier, « Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation », Editions Flammarion, Paris, 2003.

¹³ J. Ion, « La fin des militants », Editions L'Atelier, 1997. Putnam Robert D., « *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community* », New York, Simon and Schuster, 2000.

¹⁴ *ibid*

Democraties », Inglehart analyse le passage d'une société matérialiste à une société post-matérialiste qui modifie les valeurs revendiquées. Il s'appuie sur la théorie des besoins de Maslow selon laquelle dans une société peu développée, les besoins matériels sont encore très prégnants alors que dans une société très développée, les besoins matériels seront plus ou moins satisfaits et les individus se concentreront sur d'autres besoins. Après la seconde guerre mondiale, l'Europe connaît une période de prospérité économique jusque dans les années 1970, qui constituent un tournant majeur. A partir de ce moment-là, les revendications des européens évoluent. On observe un relatif abandon des revendications matérialistes telles que l'augmentation salariale au profit des valeurs et des préoccupations post-matérialistes comme la participation, la valorisation croissante de l'autonomie individuelle, la protection de l'environnement et la qualité de la vie.¹⁵

On peut toutefois nuancer cette position en soulignant le fait qu'auparavant les revendications ouvrières comportaient aussi des aspects qualitatifs comme la dignité.¹⁶ Isabelle Sommier observe également un retour en force des valeurs matérialistes du à la crise économique. En effet, dans un contexte de chômage de masse et de crises économiques successives, les revendications concernant l'emploi, le pouvoir d'achat ou encore les salaires sont encore très présentes.

On peut également noter une réaffirmation du caractère local de l'engagement, que l'on peut mettre en parallèle avec l'action locale de l'association, qui touche au quotidien, au concret, à l'autoresponsabilité.¹⁷ Selon la thèse de Barthélémy, l'association ne doit pas être strictement politique mais doit retrouver un horizon politique sans être à la solde de l'Etat ou des partis politiques. Elle oppose actions concrètes et locales au politique.

Outre le processus de politisation au sein de l'association et de la prise de parole publique au nom de l'association, on peut se demander s'il n'existe pas des associations dont l'activité même constituée des tâches concrètes est par définition politique. C'est pour cette raison qu'il nous a semblé pertinent d'aller creuser du côté des Amap.

Les Amap, pour quelle(s) association(s) ?

Les Amap, Associations Pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne, constituent un phénomène relativement nouveau puisqu'elles sont nées au début des années 2000. La première AMAP a été créée en 2001 dans le département du Var, par un couple d'agriculteurs, les Vuillon. Ils ont découvert ce système aux Etats-Unis, à travers les CSA, « Community Supported Agriculture ». Le principe est relativement simple : mettre en relation un producteur avec un groupe de consommateurs afin de procéder à la vente de paniers hebdomadaires de produits frais et locaux (principalement légumes mais aussi fruits, fromage, pain, viande etc.). Le contrat entre le producteur et un consommateur est à la base d'un engagement réciproque. Le consommateur s'engage sur la durée d'une saison ou deux à acheter les produits de l'agriculteur en pré-payant la récolte à l'avance. Selon le principe de solidarité, l'adhérent doit accepter les aléas de production et s'impliquer un minimum dans le fonctionnement de l'association. De son côté, le producteur s'engage à fournir toutes les semaines un panier de produits frais, sains et locaux et à faire preuve de transparence et de pédagogie vis à vis des consommateurs.

¹⁵ E. Schweisguth, « Le post-matérialisme revisité : R. Inglehart persiste et signe », *RFSP*, vol 47, n°5, p653-659, 1997.

¹⁶ I. Sommier, « Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation », Editions Flammarion, Paris, 2003.

¹⁷ M. Aligisakis, « Barthélémy Martine, Associations : un nouvel âge de la participation ? », *Revue de Sociologie Française*, vol 42, n°42-3, pp. 589-591, 2001.

L'Amap est une association qui se positionne en faveur du maintien de « l'agriculture paysanne, agriculture socialement équitable et écologiquement saine »¹⁸, en permettant une transaction directe entre l'agriculteur et le consommateur. Ainsi ce système de paniers hebdomadaires défend une agriculture et une consommation locale, solidaire, durable, écologique et respectueuse des saisons et de l'environnement. L'Amap s'inscrit également dans le cadre des circuits courts, qui oeuvrent en faveur d'une réduction des intermédiaires ou de la distance physique entre le producteur et le consommateur, et en particulier constitue une forme de vente directe.

L'Amap est une association loi 1901 qui possède un bureau, un président, une secrétaire et une trésorière, et elle est tenue de faire des assemblées générales annuelles pour prendre les décisions les plus importantes et élire le bureau.

Un succès inattendu

Les AMAP ont connu un succès relativement important puisqu'en six ans, on passe d'une à 120 AMAP en 2007, pour la seule région PACA. Les AMAP se développent un peu partout en France, mais se concentrent principalement dans les régions PACA, Rhône-Alpes et Ile-de-France. En 2008, on comptait plus de 1000 AMAP en France avec 1600 producteurs, ce qui représente 52 millions d'euros de chiffre d'affaires.¹⁹

Il s'agit d'une initiative innovante qui est relayée par des associations au niveau régional et départemental qu'on appelle Alliance PEC. A l'origine, Alliance PEC a été créée au début des années 1990 pour défendre une Politique Agricole Commune plus juste et plus respectueuse de l'environnement. Face à l'échec des négociations avec l'OMC, les Alliances renaissent au début des années 2000 au niveau départemental puis régional se concentrant sur la promotion du système Amap. Elles aident à la création des Amap tant du côté des producteurs que des consommateurs, aident à leur suivi et font un travail de promotion publique. Elles visent aussi à mettre en place un réseau des AMAP au niveau national.

Les AMAP bénéficient d'un intérêt croissant à la fois de la part des médias, des collectivités publiques, mais également des chercheurs en sciences économiques, sociologie, études urbaines ou encore sciences politiques. Les articles de presse des journaux nationaux présentent l'Amap comme un nouveau mode de consommation original dans le cadre du développement durable. Les Amap sont mentionnées au côté d'entreprises proposant des paniers de produits bio²⁰ mais sans la dimension associative, collective ou politique des Amap. Les journalistes exacerbent un peu le côté anecdotique en décrivant les Amapiens comme des « bobos » émerveillés devant trois carottes et deux blettes. Ils soulignent toutefois dans leurs articles les listes d'attentes qui s'allongent, indice qui leur permet d'aborder des problèmes plus sérieux relatifs au foncier et à la pénurie d'agriculteurs et de terres agricoles en milieu périurbain²¹. La presse spécialisée et militante insiste sur ces aspects et valorise les Amap en tant qu'initiative relocalisant les échanges, permettant de renouer avec une alimentation saine respectant la saisonnalité et réduisant les intermédiaires.²²

¹⁸ Charte des Amap, Alliance Provence, 2003.

¹⁹ « Les AMAP ou l'agriculture autrement », *La Croix*, 25/08/08

²⁰ « Les paniers bio attirent les foules », *Lyon Capitale*, 27 Février 2007, p8-9.

²¹ « Les AMAP ou l'agriculture autrement », *La Croix*, 25/08/08.

²² Cf les articles de journaux de Silence ou de Campagne Solidaire traitant des Amap.

Ces dernières années, les travaux des chercheurs se sont multipliés au sujet des Amap. Ces associations particulières ont jusqu'à présent surtout fait l'objet de deux types d'analyses : l'approche de type économique et l'approche de type sociologique. D'une part, les études ont porté sur cette nouvelle forme de consommation et de production politique, éthique, solidaire, locale et durable²³. Cette analyse s'est déclinée selon le point de vue des consommateurs et celui des producteurs. Cette réflexion a porté sur la re-politisation de la consommation, la sortie de l'économie de marché, les nouvelles alternatives en matière de consommation, ainsi que sur des questions comme la viabilité des fermes en AMAP, la pratique des prix et la crédibilité économique d'un modèle alternatif de commercialisation de l'agriculture. D'autre part, la sociologie a elle-aussi largement investi ce terrain de recherche en s'intéressant au profil des adhérents des AMAP, les « Amapiens », mais un peu moins, il est vrai, au profil des agriculteurs en AMAP. Quelques réflexions ont également émergé du côté des sciences politiques en identifiant les AMAP comme des initiatives citoyennes, venant de la société civile, prenant place dans le cadre d'associations. J'ai choisi d'approfondir ce terrain en m'interrogeant sur les dimensions politiques et militantes des AMAP en tant que nouvelle forme d'engagement politique.

D'une part, les AMAP constituent une des formes les plus poussées de « consumérisme politique », défini comme « l'expression par les consommateurs d'un choix de producteurs et de produits sur la base d'une variété de considérations éthiques et politiques ».²⁴ En effet, les AMAP se distinguent d'autres formes de consommation qui restent à l'intérieur du système marchand en souhaitant l'améliorer comme les labels ou le commerce équitable. Non seulement elles s'inscrivent dans ce mouvement critique vis à vis de l'agriculture intensive, la consommation de masse et des atteintes à l'environnement mais elles proposent un réel changement. Ces associations ne sont pas à première vue des lieux de réflexion, de débats et d'actions politiques car elles sont déjà dans l'action.

D'autre part, les Amap rassemblent des personnes différentes qui sont reliées non pas par une idéologie communes mais par quelque chose de concret : les légumes. En ce sens, les Amap se distinguent des syndicats, des partis politiques ou encore des associations militantes ou politiques où le lien est plutôt idéologique. L'Amap crée un lien qui s'articule autour de l'alimentation. C'est pour cette raison que ces associations séduisent des personnes qui n'adhèrent pas pour des raisons strictement politiques mais qui ensuite peuvent évoluer et se conscientiser à travers l'expérience de l'Amap.

Qu'est-ce qui se cache derrière l'Amap ? Est-ce un acte citoyen ou militant ? Est-ce seulement un choix individuel et symbolique de consommer autrement ? S'agit-il d'un acte concret et collectif de transformation politique ? Ou bien est-ce que cela ne combine pas ces deux aspects ?

Ainsi, les Amap nous amènent à nous interroger sur les possibilités de combiner une action pratique telle que la vente de légumes avec des considérations politiques au sein d'une association.

En quoi l'exemple des Amap illustre-t-il l'avènement d'une nouvelle forme d'engagement politique se traduisant par la mise en pratique d'idées politiques dans le cadre d'une association ?

²³ Dubuisson-Quellier et Lamine.

²⁴ Chessel et Cochoy, « Autour de la consommation engagée. Enjeux historiques et politiques » *Sciences de la Société*, n

°62, Mai 2004.

Nous analyserons l'Amap en tant qu'objet politique dans une première partie. La nature des engagements de l'agriculteur et des adhérents, l'identité sociologique des Amapiens et les barrières à l'engagement feront l'objet d'un premier chapitre qui se concentrera sur les acteurs des Amap et leurs motivations. Le second chapitre traitera des formes d'action et d'organisation politiques et militantes au sein de l'association, et tentera de comprendre comment les Amapiens envisagent leur engagement associatif. Pour conclure cette première partie, le troisième chapitre se concentrera sur la nature strictement politique de l'engagement en Amap, en essayant de dépasser l'analyse de la consommation politique pour appréhender une nouvelle forme d'engagement novatrice.

Dans la seconde partie, nous étudierons plus particulièrement la place de l'Amap au sein de l'espace politique. Nous approfondirons les conséquences individuelles et collectives de cet engagement. La création du collectif Amap via des mécanismes de socialisation, dans lequel se déroule une prise de conscience politique au niveau des enjeux agricoles et sociaux ainsi qu'un véritable processus d'éducation, seront abordés dans le quatrième chapitre. Dans le cinquième, nous parlerons du réseau des Amap et d'Alliance PEC, en lien avec les questionnements autour du type d'agriculture en Amap et de la politique agricole et foncière, qui donnent lieu à des combats plus directement militants, au sens classique du terme. Enfin, le dernier chapitre s'attardera à évaluer parallèlement l'influence de l'Amap sur les sphères économiques et politiques et les risques de la récupération de ce concept novateur.

Méthodologie

Le choix du sujet de ce mémoire s'inscrit dans le cadre de mon séminaire « Ville et Pouvoir : Approche Socio-historique de la Ville » mais résulte surtout d'un processus de réflexion personnel. Lors de mon année d'échange universitaire en Oregon, aux Etats-Unis, j'ai découvert les CSA, « Community Supported Agriculture », le modèle dont s'est inspiré le couple Vuillon pour créer les Amap en France. De retour des Etats-Unis, j'ai décidé d'étudier les Amap dans le cadre de mon mémoire car ce système me semblait à la fois novateur, dynamique et mettait en application des principes militants et des valeurs politiques. Peu de temps après, je suis devenue membre d'une Amap de Lyon, l'Amapopote dans le 7ème arrondissement. Je suis arrivée quasiment à la fin du processus de création de l'Amap, puisqu'à mon arrivée, le producteur et le lieu de distribution avaient été déjà choisis par le groupe fondateur. J'ai donc assisté aux dernières réunions, à la rencontre avec les adhérents et à la mise en place des premières distributions.

Afin de diversifier les sources et les informations nécessaires à mon enquête, j'ai tenté de varier la méthodologie employée. J'ai réalisé des entretiens approfondis, des observations participantes et non-participantes, des enquêtes par questionnaire et enfin une recherche documentaire. J'ai mené plusieurs entretiens avec des personnes du réseau Alliance PEC (Rhône et Isère), des producteurs dont Denise Vuillon, des membres du bureau de deux AMAP, et enfin des « Amapiens ». Munie d'une grille de questions, j'ai délibérément choisi de laisser tourner les entretiens à la conversation quand c'était possible afin que l'interlocuteur se sente en confiance pour s'exprimer.

D'autre part, je me suis appuyée sur mon expérience d'adhérente en Amap. J'ai suivi quelques réunions avant le lancement de l'Amapopote puis j'ai commencé à faire l'expérience de l'Amap : les distributions, les réunions, l'aide à la distribution et la visite à la ferme, dans lesquelles j'ai été à la fois actrice et observatrice. J'étais consciente du risque d'être à la fois juge et partie lorsqu'on choisit un terrain d'étude dans lequel on est déjà impliqué personnellement. Cependant, j'ai tenté de bien de prendre la distance requise pour adopter une position universitaire et scientifique.

Afin d'obtenir un portrait plus précis des adhérents des Amap et d'apporter des aspects plus quantitatifs à mon étude, j'ai également construit un questionnaire que j'ai fait remplir lors des distributions aux adhérents de trois Amap différentes.

Mon enquête s'est aussi basée sur des lectures d'ouvrages, de mémoires, d'articles scientifiques, de revues, d'articles de presses etc. J'ai également assisté à des conférences sur les thèmes de la consommation politique, à un salon sur l'écologie où les Amap étaient présentes, et à des présentations sur les Amap.

Préambule historique : Les Amap, une histoire militante contestée

L'origine des Amap fait l'objet de polémiques et de luttes pour son appropriation. Derrière ces désaccords se dissimulent des enjeux importants pour la pérennisation actuelle du système. On peut ainsi observer que l'on retrouve très souvent deux versions historiques qui visent à présenter l'histoire des Amap de manières assez différentes, pour ne pas dire opposées. Dans un cas, il s'agit de l'histoire d'un couple d'agriculteurs, les Vuillon, qui ont importé le concept des Etats-Unis et se sont chargés de le développer en Provence.²⁵ Dans l'autre, on insiste plus sur le fait que les Amap seraient un produit de structures militantes et de l'histoire revendicative d'Alliance PEC, dans le cadre d'un contexte de crises agricoles et sanitaires, en omettant de mentionner les Vuillon.²⁶

Cette histoire à double-tête s'explique par des dissensions profondes au sein de la structure d'Alliance Provence qui ont provoqué le départ des Vuillon, qui en étaient pourtant les fondateurs. Nous allons tenter de restituer l'histoire de la façon la plus proche de la réalité, en nous appuyant sur notre enquête et sur l'analyse de nos lectures. Dans le même temps, nous présenterons également les systèmes étrangers semblables et antérieurs aux Amap ainsi que le contexte français qui a permis leur émergence.

L'histoire débute lors d'une visite rendue par le couple Vuillon à leur fille qui se trouvait à New-York, aux Etats-Unis. C'est à cette occasion que ce couple d'agriculteurs du département du Var fait la découverte des CSA, 'Community Supported Agriculture'. Derrière ce sigle, il s'agit en fait d'un système de panier de légumes produits localement qui sont livrés de façon hebdomadaire par un agriculteur à un groupe de consommateurs. Les CSA sont à l'origine des Amap françaises puisque les Vuillon admettent avoir réalisé un copier-coller du modèle américain, à quelques ajustements près. Début 2001, lors d'un débat organisé par le groupe Attac, dont le thème était la « mal bouffe » et auquel les Vuillon étaient invités, ils présentent le concept. Denise Vuillon témoigne :

« Daniel a commencé par faire le constat de l'agriculture, des 15 000 exploitations qu'on avait perdues, entre les deux recensements agricoles et après, on leur a dit que bon ben nous on défendait une autre agriculture que l'agriculture de la vache folle, et que voilà, on avait visité un petit système aux Etats-Unis qui était très intéressant, nous pour nous maintenir en activité et pour les consommateurs, d'avoir quand même des produits locaux, diversifiés, sains. Et c'est là que ça a commencé, ça a accroché, les consommateurs, ils étaient en demande. (...) »²⁷

Les Amap autour du monde

²⁵ D. Vuillon, « L'essaimage : de la 1ère AMAP à CREAMAP », Site Internet de Creamap. URL : <http://www.amap-france.fr/Presentation/Historique.html>. Consulté le 14 Mai 2009.

²⁶ « L'origine du développement des Amap », Site Internet d'Alliance Provence. URL : <http://allianceprovence.org/spip.php?rubrique3>. Consulté le 14 Juin 2009.

²⁷ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09.

Les Amap se sont pas une invention française même si on peut dire qu'elles sont nées sur le continent européen. Dans les années 1950-1960, les Jardins de Cocagne font référence à des fermiers de familles françaises. La Suisse reprend l'idée et l'appellation. On trouve également ce concept au Japon dès les années 1960 que l'on appelle les 'teikei'. Suite à des crises de sécurité alimentaire et de politique agricole, les Japonais sont contraints d'acheter le riz aux Américains et réagissent en privilégiant la consommation locale via les teikei. Le concept s'exporte ensuite aux Etats-Unis, à New York dans les années 1980 pour se transposer en CSA, 'Community Supported Agriculture' qui correspondent à des paniers de légumes locaux et sains, livrés une fois par semaine sur un lieu de distribution à un groupe de consommateurs constitués en association. Les CSA ont ainsi directement inspirés les Amap françaises.

Les Amap sont donc nées d'une réflexion globale sur l'avenir et le maintien de l'agriculture de proximité ainsi que de la nécessité de proposer des produits sains et locaux aux consommateurs. Pour comprendre leur succès exponentiel, il est donc nécessaire de revenir sur le contexte de la période du début des années 2000.

Nous avons identifié quatre crises qui permettent de mieux appréhender les raisons de la réussite des Amap dès leur création. D'une part, au début des années 2000, les médias se font le relais des crises sanitaires et alimentaires. De la vache folle aux OGM en passant par le poulet aux hormones, plusieurs scandales alimentaires éclatent et interpellent l'opinion publique. Les consommateurs sont pris d'inquiétude par rapport au contenu de leurs assiettes et l'impact sur leur santé. Le lien entre alimentation et santé est de plus en plus mis en évidence au vu de l'augmentation continue du nombre de cancers.²⁸ Face à ces crises, les Français modifient sensiblement leur consommation. De 2003 à 2008, on passe de 37% à 44% de personnes ayant consommé des produits bio, au moins une fois par mois.²⁹ On note également un intérêt grandissant pour des formes de consommation plus « responsables » comme le commerce équitable et les circuits courts. La grande distribution et les multiples intermédiaires augmentent la distance entre le consommateur et le producteur. Il s'agit maintenant de la réduire.

La crise écologique, d'autre part, n'est pas nouvelle au tournant des années 2000. Depuis les années 1970, la prise de conscience se fait lentement sur la dégradation de l'environnement par l'activité humaine. Les problèmes de réduction de la biodiversité, de la désertification mais surtout du réchauffement climatique sont plus que jamais très médiatisés. Le développement durable, qui comprend trois volets, économiques, environnementales et sociales est de plus en plus mis en avant aussi bien par les collectivités publiques, les entreprises que par les militants. Les citoyens sont incités à agir individuellement, au quotidien, comme par exemple réguler leur consommation en énergie et en eau.

La crise sociale agricole se trouve moins médiatisée mais elle n'en n'est pas moins réelle et profonde. Le monde agricole a subi des mutations réelles depuis un demi-siècle. On a assisté à un phénomène d'industrialisation de l'agriculture caractérisé par des processus de mécanisation qui ont conduit à réduire le personnel agricole et à augmenter la dépendance au pétrole. Des 7 millions de paysans que l'on comptait après la seconde guerre mondiale, il ne nous en reste plus que 700 000 en 2001, ce qui représente à peine 4%

²⁸ "Incidence observée dans les départements couverts par les registres Francim entre 1978 et 2002 », Site Internet de l'INVS. URL : <http://www.invs.sante.fr/surveillance/cancers/francim/default.htm>. Consulté le 26 Juin 2009.

²⁹ « Baromètre Agence Bio 2008 », Site Internet de l'Agence Bio. URL : http://www.agencebio.org/upload/pagesEdito/fichiers/DPbarometre_consommation_2008.pdf. Consulté le 5 Juillet 2009.

de la population active du pays.³⁰ Le nombre de petites exploitations a grandement baissé au profit des grandes. Soumise à des impératifs de productivité, l'agriculture « intensive » se caractérise par son utilisation massive de pesticides et de produits chimiques. Cette agriculture étant très subventionnée, cela lui permet d'être compétitive sur le marché et d'exporter, ce qui handicape les pays du sud.

La crise de confiance dans le système de représentation politique, enfin, constitue la dernière crise en lien avec les Amap. En effet, l'inaction gouvernementale en matière de sécurité alimentaire, d'environnement et de politique agricole est décriée. La fin de la guerre froide en 1990 d'autre part signe le déclin des grandes idéologies. La déception, suite aux deux mandats de la gauche incarnée par François Mitterrand qui s'achèvent en 1995 et suite à la période de cohabitation avec Jospin en 1997, marque également le déclin du Parti Socialiste et ainsi de la gauche de gouvernement. Les partis de gauche sont de plus en plus dans l'incapacité de fédérer autour d'un discours commun. Ce sont donc des grands mouvements sociaux et des sursauts citoyens qui se substituent à la politique politicienne. En attestent les grandes grèves de 1995, le mouvement contre les OGM de José Bové ou encore le récent mouvement contre le CPE. Attac, la Confédération Paysanne, Greenpeace ou encore le commerce équitable deviennent des organisations connues du grand public dont les actions sont médiatisées. Le repli sur les associations et sur l'échelon local montre une volonté d'action de la société civile qui tente de se substituer aux politiques.

De par ces crises, nous pouvons commencer à comprendre les raisons du succès phénoménal des Amap dès leur introduction. Ces associations répondraient à une demande du côté des agriculteurs comme des consommateurs en termes de sécurité alimentaire, d'environnement, de sauvegarde de l'agriculture de proximité ainsi que d'action politique.

Mais reprenons notre histoire. La première Amap est donc créée à l'initiative des Vuillon, à Ollioules, dans le Var. Avant la première distribution, le couple d'agriculteurs mène une démarche d'explication, de présentation de leur ferme et de leur travail, dans un souci de transparence et de partage. A l'aide du groupe Attac d'Aubagne qui s'appuie sur ses réseaux, l'Amap de la Ferme des Olivades, l'exploitation des Vuillon, démarre avec une majorité de militants parmi ses adhérents.³¹ Quelques mois après, les Vuillon créent une structure d'accompagnement des Amap qui leur permet également d'accueillir les premières subventions publiques. En Avril 2001, Alliance Provence est fondée. Denise Vuillon en justifie l'appellation :

« C'est seulement en cohérence et pour faire référence à « l'alliance », au « rapprochement » des consommateurs et des producteurs, qui est le symbole même de l'Amap et de l'objet d'Alliance PEC que Daniel nomme notre structure Alliance Provence Paysans Ecologistes Consommateurs. »³²

Cette association vise à mener des actions d'« essaimage », c'est-à-dire de développer le concept en créant d'autres Amap sans s'éloigner du modèle originel. En 2003, afin de garantir l'éthique de l'association, Alliance Provence rédige une charte des Amap³³ et déposent le nom à l'INPI. Cela signifie que désormais, une Amap se doit de respecter la

³⁰ Statistiques FAO de 2001 in « L'agriculture de destruction massive », *Brochure des renseignements généraux*, Octobre 2006, p6.

³¹ D. Vuillon, « L'essaimage : de la 1ère AMAP à CREAMAP », Site Internet de Creamap. URL : <http://www.amap-france.fr/Presentation/Historique.html>. Consulté le 14 Mai 2009.

³² ibid

³³ Charte des Amap, Alliance Provence, 2003.

charte si elle veut garder son appellation. Cette charte est qualifiée de « militante » par Mundler puisqu'elle fait référence à l'agriculture paysanne.³⁴ Denise Vuillon explique sa démarche :

« Je trouve utile d'ajouter la lettre « P » de Paysanne en référence à la charte de l'agriculture paysanne et pour bien identifier notre choix et nous distinguer de l'agriculture productiviste. Ama devenait donc Amap »³⁵

Cette agriculture paysanne est défendue par la Confédération Paysanne, le syndicat agricole où militaient les Vuillon à l'époque de la création des Amap. Les Vuillon choisissent de ne pas utiliser le terme d'agriculture biologique pour ne pas limiter les Amap aux producteurs bio. Cependant, c'est précisément cette question qui fait débat au sein de la structure Alliance. A partir de 2005, des désaccords profonds émergent sur le processus d'essaimage et la certification bio entre les Vuillon d'une part et les consommateurs et associations membres d'Alliance Provence d'autre part. Cela entraîne le départ des fondateurs d'Alliance Provence, les Vuillon. C'est pour cette raison qu'ils vont fonder une structure alternative en 2007 : CreAmap. Ils continuent de mener de nombreuses actions d'essaimage en France mais également dans les pays de l'Europe de l'Est et en Afrique. Parallèlement, Alliance PEC étant sur le déclin, les Alliances régionales et départementales vont s'emparer du concept des Amap partout en France et tenter de s'instituer comme le réseau des Amap. Aujourd'hui, le mouvement des Amap a deux têtes : les fondateurs via CreAmap, et les Alliances locales. Nous approfondirons ce sujet quand nous parlerons de l'action des Alliances, mais en attendant, il est temps d'entamer le vif du sujet.

³⁴ P. Mundler, « Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne en Rhône-Alpes, entre marché et solidarité », Rurality, 2007-20, mis en ligne le 14 juin 2008. URL : <http://rurality.revues.org/document1702.html>. Consulté le 18 mai 2009

³⁵ D. Vuillon, « L'essaimage : de la 1ère AMAP à CREAMAP », Site Internet de Creamap. URL : <http://www.amap-france.fr/Presentation/Historique.html>. Consulté le 14 Mai 2009.

Partie 1. Les AMAP, des organisations politiques pas comme les autres

Les Amap, dont les fondateurs étaient des militants, se sont développées dans un contexte politique agitée par des questionnements autour de l'écologie, de la politique agricole, et de la sécurité alimentaire. Ainsi, nous verrons dans une première partie en quoi les Amap constituent une organisation politique un peu particulière. En effet, l'engagement en Amap des adhérents selon des motivations plus ou moins directement politiques (chapitre 1), le fonctionnement horizontal et les principes de l'association (chapitre 2), et la re-politisation de l'agriculture et de la consommation via l'Amap ouvrant sur une nouvelle forme de participation politique (chapitre 3) se révèlent être autant d'indices justifiant le caractère politique des Amap.

Chapitre 1. Devenir « Amapien »

Dans ce premier chapitre, nous analyserons en détail l'engagement en Amap puis nous dresserons le portrait sociologique des adhérents pour terminer en nous interrogeant sur l'accessibilité à ce type d'association.

I. L'engagement et les engagements de l'adhérent et du producteur en AMAP

Avec l'Amap, l'agriculteur et de l'adhérent sont liés par des engagements pratiques et réciproques dans le cadre d'un contrat (1,2,3). Toutefois, sont-ils toujours respectés (4)? Nous pouvons enfin déjà prétendre à la présence d'un engagement plus global qui soutendrait les engagements pratiques.

1. S'engager, c'est signer : le contrat à la base de l'engagement en Amap

Il est intéressant de noter que la démarche d'entrer en Amap est souvent décrite comme une « adhésion » ou un « engagement ». L'emploi de ces termes implique un certain attachement à l'association ainsi qu'une approbation de ses principes et ses valeurs. L'adhésion est un terme que l'on retrouve très souvent dans le milieu associatif puisqu'on parle couramment d'adhérer à une association. Toutefois, la notion d'engagement fait référence à trois origines distinctes : féodale, militaire et religieuse.³⁶ L'engagement politique est survenu plus tardivement. L'Amap n'étant ni féodale, ni religieuse et ni militaire, elle a donc un lien évident avec l'action politique, plus particulièrement l'action militante. Cet aspect-là a été voulu par les fondateurs puisqu'on retrouve le terme d'engagement dans la charte des Amap et dans les contrats individuels des adhérents.

³⁶ Michelle Perrot, « La cause du peuple », *Vingtième siècle*, n° 60, 1998.

A la base de l'engagement se trouve ainsi le contrat qui est signé en début de saison à la fois par l'adhérent et l'agriculteur. Des modèles de contrats sont proposés par les Alliances et adaptés en fonction des Amap. Ce contrat possède une importance symbolique énorme puisqu'il représente l'engagement individuel du consommateur auprès du producteur. L'engagement n'est ni théorique, ni général, il est ainsi personnalisé. Il ne se résume pas non plus à l'aspect financier de l'adhésion. Denise Vuillon en explique le caractère essentiel :

« Heureusement qu'il y a ce contrat, (...) au moins là, il y a le sens du soutien de chaque consommateur, indépendamment de son rôle au conseil d'administration de l'association, on est tous sur le même plan d'égalité, même engagement financier. »³⁷

Cependant, sa valeur juridique est assez floue. Selon Mundler, il s'agit plus d'un « contrat moral et de l'engagement mutuel que d'un véritable contrat au sens réglementaire »³⁸. En cas de non respect du contrat, il n'est pas prévu de sanction particulière, l'exclusion de l'association n'a jusqu'alors jamais été mise en place.

Les engagements du contrat s'adressent au producteur comme au consommateur et sont ainsi réciproques.

2. Les engagements du producteur

L'engagement du producteur peut se détailler en trois principes, qui distinguent particulièrement l'agriculteur en Amap du producteur utilisant d'autres circuits de commercialisation plus traditionnels. Tout d'abord, le producteur s'engage à livrer chaque semaine un panier de légumes (ou d'autres produits selon le type d'Amap) à un groupe de consommateurs, dans un lieu de distribution défini par avance. La question des pratiques de l'agriculteur est parfois abordée dans le contrat, mais elle est surtout précisée dans la charte des Amap. Les légumes sont locaux, diversifiés, frais, et produits soit en agriculture biologique labellisée, soit avec des pratiques respectueuses de l'environnement mais sans le label. Il s'agit en fait d'un accord entre l'agriculteur et le groupe d'Amapiens. Cela fait également l'objet d'un engagement pour les producteurs. Pascal Pigneret, producteur de la Guill'Amap dans le 7ème arrondissement de Lyon, considère ses pratiques agricoles et son label à juste titre comme un véritable engagement :

« Le cadre de la certification bio est la preuve d'un « engagement réel et vérifiable ». Les choses sont énoncées en théorie, écrites et ensuite elles se traduisent concrètement. C'est vérifié par l'organisme certificateur et c'est visible par l'Amapien quand il vient chez moi. »³⁹

Ensuite, le producteur doit faire preuve de transparence sur son activité, ses revenus, son mode de commercialisation, ses pratiques quelles qu'elles soient, et sur les aléas éventuels auxquels il doit faire face. Cela fait l'objet d'interventions lors de réunions du groupe ou de l'AG annuelle de l'Amap à laquelle tous les Amapiens sont invités à participer. Ce principe de transparence qui paraît évident à première vue, s'oppose en vérité frontalement à l'opacité du fonctionnement du système de la grande distribution dont le consommateur lambda ignore quasiment tout.

³⁷ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09.

³⁸ P. Mundler, « Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en Rhône-Alpes, entre marché et solidarité », Ruralia, 2007-20, mis en ligne le 14 juin 2008. URL : <http://ruralia.revues.org/document1702.html>. Consulté le 18 mai 2009.

³⁹ Entretien n°5 : Entretien avec Pascal Pigneret, à Lyon, le 13/05/09

L'agriculteur, enfin, se doit d'être pédagogue et en principe, de mener une démarche explicative et éducative auprès des adhérents. Il est donc incité à développer un lien particulier avec eux, ce qu'il a l'occasion de faire toutes les semaines du fait de sa présence hebdomadaire sur le lieu de distribution. C'est donc dans ce cadre-là qu'il peut également proposer des visites de son exploitation, des interventions lors de débats au sein de l'Amap, ou encore des ateliers sur sa ferme. Pascal Vigneret, agriculteur en Amap, s'engage à être libre le week-end et à répondre toujours positivement pour accueillir les éventuels Amapiens qui voudraient venir aider à la ferme ou tout simplement prendre l'air à la campagne. Le métier d'agriculteur étant très prenant, cela relève d'un véritable engagement.⁴⁰ En effet, il s'agit d'une proposition plutôt innovante, le monde de l'agriculture étant finalement peu accessible au grand public autrement que par les médias où il est souvent stigmatisé et fait l'objet de généralisations.

L'engagement du producteur correspond à des avantages du point de vue de l'adhérent.⁴¹ L'Amapien est approvisionné de façon hebdomadaire en produits frais et sains. Le principe de pré-paiement a un côté pratique puisque l'adhérent paye une seule fois pour toute une saison. L'adhérent ne choisit pas ses produits, ce qui peut représenter un gain de temps appréciable pour le consommateur⁴², mais aussi une contrainte en limitant sa liberté de choisir.⁴³

3. Les engagements de l'adhérent

L'engagement de l'adhérent peut également se résumer en trois principes, distinguant singulièrement l'adhérent en Amap du consommateur en grande surface. L'adhérent s'engage tout d'abord à l'achat d'une partie de la récolte à l'avance, en appliquant le principe du pré-paiement. Il paye donc au début de la saison directement au producteur. On retrouve plusieurs options : soit il paye la totalité tout de suite, soit il fournit plusieurs chèques qui sont alors encaissés chaque mois par le producteur, sous la forme d'un paiement échelonné. L'adhérent s'engage sur la durée d'une ou parfois deux saisons et il vient chercher toutes les semaines son panier dans le lieu de distribution de l'Amap.

L'Amapien s'engage également sur le principe de solidarité avec le producteur, qui se concrétise par un partage des risques et qui s'applique lorsque l'agriculteur fait face à des aléas de production dus à des facteurs climatiques, sanitaires ou autres. Cela signifie que l'adhérent doit accepter le panier quelque soit son contenu ou la quantité de produit qu'il contient.

Enfin, l'adhérent se doit d'aider à la distribution, c'est-à-dire participer au déroulement de la distribution, au déchargement des légumes du camion, et à la constitution des paniers à l'intention des adhérents. En général, les adhérents le font deux fois par saison, mais cette fréquence peut varier selon les Amap en fonction du nombre d'adhérents et des besoins.

De façon réciproque, l'engagement de l'adhérent en Amap se transforme en avantages appréciables pour le producteur.⁴⁴ Il est ainsi assuré de l'écoulement de sa récolte, ce qui n'est pas une constante avec les autres circuits de vente. Le pré-paiement lui garantit un

⁴⁰ ibid

⁴¹ C. Lamine, « Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ? », Editions Yves Michel, 2008.

⁴² Entretien n°9 : Entretien avec Jonathan Vahe et Sophie Hautefeuille, à Lyon, le 3/07/09

⁴³ Entretien n°8 : Entretien avec Robert Dubost, à Lyon, le 26/06/09

⁴⁴ C. Lamine, « Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ? », Editions Yves Michel, 2008.

revenu stable pendant la durée d'une saison, et de façon plus globale mais non formelle, pendant la durée de vie de l'Amap. Enfin, le gain de temps est également réalisé puisque le calibrage de ses produits et leur emballage ne lui sont pas imposés. Au contraire, les irrégularités des légumes sont vues comme des gages de naturel par les Amapiens. Lamine parle d'une « transaction optimisée »⁴⁵.

4. Des engagements respectés ?

Est-ce que les Amapiens et l'agriculteur tiennent leur parole et respectent leur contrat moral ? Certains points s'avèrent relativement problématiques. Du côté des producteurs, la diversité des produits est un principe très inégalement respecté. Certains agriculteurs cherchent à préserver la biodiversité en choisissant de cultiver d'anciennes espèces de légumes, ce qui diversifie considérablement leur production, alors que d'autres ne s'en tiendront qu'à des légumes plus classiques. Certains adhérents reprochent alors parfois le fait que l'on retrouve souvent les mêmes légumes dans le panier.⁴⁶ D'autre part, la pédagogie et la transparence ne sont pas toujours des principes évidents à mettre en place. Les agriculteurs ne sont pas habitués à rendre des comptes directement aux consommateurs de leurs légumes. Chantal, présidente d'Alliance Isère, en témoigne :

« C'est toujours un point qui fait souci, la transparence dans la pratique etc.(..) on a de temps en temps des... pas vraiment des conflits mais enfin on s'étripe un peu sérieusement autour d'une table avec des producteurs qui nous disent « Ecoute- moi, je suis en bio, et mon prix, ça ne vous regarde pas comment je fais mon prix » ou bien « Bah, écoutez je veux bien vous fournir des légumes mais vous ne venez pas mettre le nez dans mes affaires.. »⁴⁷

Du côté des adhérents, des limites sont à noter au niveau du respect du principe de solidarité avec le producteur. En effet, les Amapiens se plaignent parfois de la faible quantité de produits dans le panier en hiver ou de façon ponctuelle. Le panier est parfois vide du fait d'aléas de production : mauvaise météo, grêle, maladies etc. Ils peuvent en demander les raisons directement au producteur ou bien en parler au référent du contrat légumes. C'est parfois une des raisons qui explique le départ d'un adhérent de l'Amap qui ne souhaite plus payer pour des paniers vides ou parfois inexistants. Dans ce cas, les adhérents n'ont pas vraiment compris le sens de l'engagement en Amap et l'aspect solidaire de la relation à l'agriculteur. D'autres difficultés émergent lors de la participation à la distribution. Certains adhérents prennent trop au sérieux le caractère contractuel de l'aide à la distribution, et ne s'en tiennent qu'aux deux fois qui sont souvent spécifiées dans le contrat, même en cas de pénurie de bénévoles, ce qui pose parfois des problèmes d'organisation.

Il paraît évident que derrière les engagements pratiques des Amapiens et de l'agriculteur se dissimule un engagement plus large. En effet, l'Amap permet de soutenir à son échelle l'économie solidaire, la protection de l'environnement, l'agriculture de proximité, une alimentation saine et diversifiée, qui correspondent à des dimensions politiques de l'Amap.

Mais avant de développer cet aspect dans le chapitre 3, nous allons partir à la rencontre des Amapiens pour décrypter les raisons de leur engagement en Amap.

⁴⁵ ibid

⁴⁶ Entretien n°8 : Entretien avec Robert Dubost, à Lyon, le 26/06/09

⁴⁷ Entretien n°2 : Entretien avec Chantal Gehin, à Lyon, le 25/02/09

II. Le profil des Amapiens et leurs motivations à l'entrée en AMAP

Les Amapiens possèdent un profil sociologique assez particulier par rapport à celui de la moyenne nationale (1). La plupart ont connu l'Amap via leur réseau de connaissances ou leurs relations amicales (2). Tous n'évoquent pas les mêmes raisons qui les ont motivés à s'inscrire en Amap. Ils se situent dans des démarches différentes mais qui ne se révèlent pas forcément contradictoires (3).

5. L'Amapien type

D'après mon enquête par questionnaire⁴⁸, les Amapiens se distinguent nettement de la moyenne nationale par leurs caractéristiques, en particulier par leur âge, leur niveau de qualification ou encore par leur niveau de revenu.

Avant tout, les Amapiens sont plutôt jeunes par rapport à la moyenne française. La catégorie la mieux représentée est celle des 25-34 ans puisqu'elle rassemble plus de la moitié des adhérents, dans les deux Amap. L'Amapopote est un peu plus jeune, puisque la seconde catégorie la mieux représentée est celle des 18-24 ans alors que celle de la Guill'Amap correspond à celle des 35 à 49 ans. La sous-représentation des personnes âgées est étonnante, et contraste avec l'actuel vieillissement de la population française. On compte en effet en France aujourd'hui plus de 20% de personnes entre 45 et 59 ans et plus de 20% de personnes de plus de 60 ans⁴⁹ alors que les Amap ne dépassent pas les 20% de plus de 50 ans, et ceci seulement pour la Guill'Amap. Les Amap sont donc un phénomène qui séduit plus les jeunes. Ces observations se retrouvent dans l'enquête de Mundler, menée en 2005 auprès de 150 Amapiens de la région Rhône-Alpes.⁵⁰

Conditions d'enquête par questionnaire

L'enquête a été réalisée à travers des questionnaires distribués à 98 adhérents en Amap, issus de la Guill'Amap (Lyon 7ième), de l'Amapopote (Lyon 7ième) et de l'Amap des Olivades (Ollioules, Var). J'ai fait remplir les questionnaires pendant les distributions pour permettre un échange avec les adhérents, qui avaient la possibilité de me poser des questions et avec qui je pouvais dialoguer. Pour le traitement des questionnaires, j'ai choisi de les analyser séparément, l'Amapopote étant une Amap toute neuve alors que la Guill'Amap a deux ans. Je me suis contentée de dégager des grandes tendances, mon enquête étant quantitativement insuffisante. Je n'ai pas insisté sur les chiffres de l'Amap des Olivades en raison du faible nombre de réponses, mais les résultats sont visibles en annexe avec les autres résultats des autres Amap.

On observe ensuite qu'une majorité de femmes fait la démarche d'adhérer à l'Amap. Pour le cas de l'Amapopote, fondée au début de l'année 2009, on comptait 30 inscriptions à la création, dont seulement trois hommes. Il est en revanche un peu plus délicat d'établir une conclusion sur les résultats du questionnaire concernant le sexe. En effet, parfois c'est le couple qui vient chercher le panier, et c'est aléatoirement que l'un d'entre eux a répondu à mon questionnaire. D'autre part, on a pu constater qu'il existe une alternance et que ce

⁴⁸ Cf les résultats de l'enquête en Annexe.

⁴⁹ Données Insee, « Population par sexe et par âge en 2006 », Recensement 2006, Site Internet de l'INSEE. URL : <http://www.recensement-2006.insee.fr/chiffresCles.action?zoneSearchField=FRANCE&codeZone=1-FE&idTheme=3&rechercher=Rechercher>. Consulté le 25 Mai 2009.

⁵⁰ P. Mundler, « Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en Rhône-Alpes, entre marché et solidarité », Rurality, 2007-20, mis en ligne le 14 juin 2008. URL : <http://rurality.revues.org/document1702.html>. Consulté le 18 mai 2009

n'est pas toujours soit l'homme soit la femme qui vient chercher le panier. Ces limites étant précisées, il n'empêche que plus de 80% de femmes ont répondu au questionnaire dans le cas de l'Amapopote et plus de 60% dans le cas de la Guill'Amap. Ces résultats diffèrent de l'enquête de Mundler qui recense autant d'hommes que de femmes qui répondent à son questionnaire⁵¹. Pourtant, nous avons pu remarquer une certaine féminisation du monde des Amap, aussi bien au niveau des adhérents qu'au niveau des Alliance locales, féminisation confirmée également par le président d'Alliance Rhône.⁵² On peut émettre l'hypothèse sans se prononcer sur sa justification naturelle ou sociale selon laquelle le lien à la nourriture, à l'environnement et à la santé est plus fort et plus évident chez la femme que chez l'homme.

Les Amapiens vivent en couple à 70% environ. Cela peut s'expliquer par le fait que le système de panier pour un célibataire implique qu'il mange beaucoup de légumes. A l'Amapopote, 23% des Amapiens ont des enfants. On atteint les 42% à la Guill'Amap, la différence s'expliquant sans doute par le fait que l'Amapopote est plus jeune que la Guill'Amap. La moyenne nationale s'articule autour de 70% de personnes ayant des enfants.⁵³ Encore une fois, l'écart s'explique également par la jeunesse des Amapiens.

Une autre caractéristique des Amapiens réside dans le fait qu'ils sont surdiplômés par rapport à la moyenne de la population française. Plus de 90% des Amapiens détiennent un diplôme équivalent ou supérieur à Bac+2 alors que c'est seulement le cas pour à peine 23% de la population française.⁵⁴ Le fait qu'ils soient jeunes explique en partie leur niveau de diplôme du fait de l'allongement de la durée des études.⁵⁵ Les adhérents disposent ainsi de ressources intellectuelles et culturelles supérieures à la moyenne. Les professions exercées par les adhérents correspondent relativement à leur niveau d'études. La plupart exerce une profession libérale ou sont cadres supérieurs, employés ou encore fonctionnaires. Les ouvriers, les artisans et commerçants ainsi que les retraités sont très peu présents. Ce sont les mêmes conclusions dans l'étude de Mundler, hormis les retraités qui sont un peu plus représentés.

Le niveau d'études des Amapiens ne correspond pas vraiment à leur salaire. Plus de la moitié des ménages en Amap gagnent entre 1000 et 3000 euros par mois. Sachant que la moitié des individus en France a un niveau de vie inférieur à 1 314 euros par mois⁵⁶, les Amapiens suivent plutôt la tendance nationale, même s'ils ne gagnent pas beaucoup si l'on rapporte à leur niveau d'études. Notons que seulement une minorité de ménages en Amap gagne plus de 5 000 euros par mois, ce qui est assez élevé.

La moitié des adhérents adhèrent à une autre association. Entre 10 et 20% des adhérents admettent être militants dans un parti politique ou un syndicat. Comme les

⁵¹ Mundler, *Ruralia*, op.cit.

⁵² Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

⁵³ Données Insee, « Composition des familles », Recensement 2006. URL : <http://www.recensement-2006.insee.fr/chiffresCles.action?zoneSearchField=FRANCE&codeZone=1-FE&idTheme=4&rechercher=Rechercher>. Consulté le 25 Mai 2009.

⁵⁴ Données Insee, « Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2006 », Recensement 2006. URL : <http://www.recensement-2006.insee.fr/chiffresCles.action?zoneSearchField=FRANCE&codeZone=1-FE&idTheme=1&rechercher=Rechercher>. Consulté le 25 Mai 2009.

⁵⁵ Mundler, *Ruralia*, op.cit.

⁵⁶ Données Insee, « Résultat de l'enquête Revenus Fiscaux en France », 2004. URL : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ERF2004. Consulté le 13 Juillet 2009.

Amapiens sont plus diplômés, cela n'est pas surprenant qu'ils soient plus enclins à avoir un engagement associatif ou militant, qui nécessite des ressources intellectuelles et sociales.

Les adhérents des Amap vivent plutôt à proximité du lieu de distribution de l'Amap. Environ 60% des deux Amap étudiées résident dans le 7ème arrondissement, et le reste habite également à Lyon dans des arrondissements à proximité. Au niveau national, les Amapiens se retrouvent être principalement des urbains. Un producteur en Amap explique que même s'il ne réside pas à Lyon, ses légumes sont à destinations des citadins, principalement pour deux raisons. Selon lui, la ville est un lieu où l'on retrouve plutôt les classes intellectuelles et la densité des villes fait que les gens n'ont souvent pas assez d'espace pour disposer d'un jardin.⁵⁷ Les Amap s'apparentent à un phénomène qui s'est plutôt développé dans les villes même si aujourd'hui, on voit fleurir des Amap dans les campagnes, là où pourtant beaucoup de gens ont un jardin.

D'ailleurs, le lien à la campagne et à la nature des Amapiens est assez fort. Il révèle parfois une certaine nostalgie par rapport une enfance passée à la campagne, une volonté de retrouver une connexion à la nature, parfois un peu idéalisée, via l'Amap ou encore un besoin de repos à la campagne, pour récupérer du rythme de la ville. Jean-François Cuzin, adhérent :

« Il y avait aussi le fait de retrouver des souvenirs de mon enfance, bon là c'est le côté un peu plus perso, le côté faire son jardin, j'en garde un bon souvenir, étant gamin. »⁵⁸

David, adhérent et président de l'Amapopote :

« 18 ans à la campagne, chez mes parents, à cultiver le jardin... et à chaque fois que je rentre, je fonce dans le jardin, j'aime voir les légumes qu'il y a, j'adore les ramasser, les manger, je sais d'où ça vient. (...) Et puis, personnel, parce que le lien avec la campagne, pour moi, c'est quelque chose que la ville n'altérera pas. J'ai toujours besoin de cet échappatoire au final. »⁵⁹

David décrit également un processus d'appropriation de la ville que chacun effectuerait lors de son installation dans une agglomération, et qui dans son cas, le mène à rechercher des lieux de consommation alternatifs à la grande distribution, des lieux qui le relient de manière indirecte à la campagne.⁶⁰

6. De bouche à oreille

Le mode de diffusion des Amap se fait principalement à travers le réseau social de l'individu, de bouche à oreille. Plus de 60% des Amapiens déclarent avoir connu l'Amap grâce à leurs relations et/ou leurs amis.⁶¹ L'information semble circuler au sein des mêmes groupes sociaux. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles le profil sociologique des Amapiens est relativement homogène, en particulier sur certaines caractéristiques. Il semble également que cela fonctionne de la même manière au niveau des producteurs, mais il faudrait approfondir les recherches. David, président de l'Amapopote, parle des producteurs qu'il a rencontrés sur le marché, à la recherche d'un agriculteur potentiellement intéressé par les Amap :

⁵⁷ Entretien n°5 : Entretien avec Pascal Vigneret, à Lyon, le 13/05/09

⁵⁸ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

⁵⁹ Entretien n°1 : Entretien avec David Caubel, à Lyon, le 11/02/09

⁶⁰ ibid

⁶¹ Réponses au questionnaire en Annexe.

« Ceux qui connaissent, c'est ceux qui sont déjà impliqués ou qui dans leur entourage ont des producteurs qui sont en Amap. »⁶²

Les deux autres principaux canaux de diffusion qui apparaissent dans les résultats du questionnaire sont Internet, et les associations, ce qui montre une fois de plus la présence d'un lien ténu entre les Amap et le monde associatif.

La distribution constitue un moyen non négligeable de découvrir l'Amap. En effet, quelques personnes ont expliqué dans le questionnaire qu'elles étaient tombées par hasard sur une distribution dans la rue. Nous avons pu également constater ce phénomène lors de nos observations de distribution. Le déchargement du camion du producteur est très souvent visible depuis la rue, et certains lieux de distribution sont situés dans des lieux de passage, s'ils ne sont pas parfois dans des espaces extérieurs. L'Amap investit donc l'espace public, et il est possible pour les citoyens de la découvrir directement sans aucun moyen de communication, juste en ouvrant les yeux dans la rue.

7. Des démarches différentes mais non contradictoires

La démarche des adhérents s'identifie à un processus intellectuel préalable à l'engagement pratique mais il est toujours en évolution, avant, pendant et après leur adhésion. C'est pour cette raison que Lamine parle de « trajectoire ». ⁶³ Les motivations à l'engagement en Amap varient selon les adhérents, mais ne sont pas toutes déconnectées les unes avec les autres.

Les résultats de notre questionnaire indiquent que pour une grosse majorité des adhérents 'manger des légumes bio', 'consommer local' et 'soutenir l'agriculture locale' apparaissent comme des motivations réelles. La protection de l'environnement dépasse dans les deux Amap la protection de la santé personnelle, ce qui va un peu à l'encontre des idées présumées selon lesquelles les Amapiens seraient des consommateurs égoïstes et angoissés.

Résultat de notre questionnaire sur les raisons à l'entrée en Amap

	<u>Amapopo</u>	<u>Guill'Ama</u>
	<u>te</u>	<u>p</u>
<u>Soutenir</u> <u>l'agriculture locale</u>	<u>80%</u>	<u>53%</u>
<u>Manger des légumes</u> <u>bio</u>	<u>64%</u>	<u>47%</u>
<u>Consommer local</u>	<u>60%</u>	<u>43%</u>
<u>Protéger</u> <u>l'environnement</u>	<u>60%</u>	<u>33%</u>
<u>Raisons politiques,</u> <u>citoyennes</u>	<u>52%</u>	<u>18%</u>
<u>Protéger votre santé</u>	<u>48%</u>	<u>27%</u>

⁶² Entretien n°1 : Entretien avec David Caubel, à Lyon, le 11/02/09

⁶³ C. Lamine, « Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ? », Editions Yves Michel, 2008.

Dans le cas de la Guill'Amap, 20 personnes ont classé par ordre d'importance les motivations les animant. 'Manger des légumes bio' apparaît comme le premier des premiers choix et le premier des seconds choix. 'Soutenir l'agriculture locale' arrive juste derrière, en troisième des premiers choix, en deuxième des deuxièmes choix, et en premier des troisièmes choix. Ces motivations, en plus de toucher une majorité d'Amapiens, se situent dans leurs premières préoccupations.

La plupart des adhérents confient leur goût pour la cuisine et la bonne nourriture. Jean-François Cuzin, adhérent Amap : « Moi j'aime bien cuisiner, j'aime bien manger, donc je voulais savoir ce qui se passait derrière en amont. »⁶⁴

Il faut préciser que les adhérents ont à chaque fois mentionné plusieurs raisons d'adhérer à l'Amap. Claire Lamine présente quatre trajectoires d'Amapiens, centrées successivement autour de la consommation locale, le bio et la santé, le « militantisme » et le hasard, ensuite elle en déduit trois visions du panier qui correspondent à trois degrés d'engagement.⁶⁵ Nous préférons décrire les six grandes raisons qui sont évoquées par les Amapiens, sans les associer dans quelques profils type. On a en effet constaté que plusieurs raisons, antagonistes à première vue, sont conciliées dans le discours des Amapiens, et ces « trajectoires » multiples ne rentrent pas vraiment dans les profils de Lamine. Il nous paraît également difficile d'arriver par hasard à l'Amap. Un engagement associatif se fait rarement par hasard, il est souvent le résultat des structures sociales entourant l'individu.⁶⁶ Certes, on peut connaître l'Amap « par hasard », mais la décision d'y adhérer s'appuie forcément sur une conscience préalable d'au moins un des six aspects que nous allons développer.

1. La recherche d'une alimentation saine, équilibrée et diversifiée constitue un des motifs à l'entrée en Amap. Conscients du lien entre l'alimentation et la santé, les adhérents souhaitent protéger leur santé en faisant attention à la manière dont ils se nourrissent.

2. Certains Amapiens sont aussi très attachés au fait que ce soit des produits certifiés Agriculture Biologique. Derrière le bio, les consommateurs peuvent privilégier l'impact sur leur santé personnelle, l'effet sur la santé de la planète, l'aspect parfois identitaire du bio, ou peuvent combiner ces aspects. Les Amapiens semblent attachés au bio, mais la protection de l'environnement paraît primer sur leur santé individuelle.⁶⁷

3. Le côté écologique est également une raison citée par les adhérents. En effet, l'Amap privilégie la consommation locale, ce qui réduit théoriquement les distances d'acheminement des produits, et donc réduit la dépendance au pétrole. Cet aspect peut être remis en cause du fait de la pénurie de terres agricoles à la périphérie des villes, ce qui implique d'aller toujours plus loin pour trouver un maraîcher. La protection de l'environnement se retrouve également dans les pratiques du producteur. S'il n'est pas en bio, il se doit de respecter la charte des Amap qui fait mention d'« une production respectueuse de la nature, de l'environnement, et de l'animal : développement d'une biodiversité, fertilité des sols, production sans engrais ni pesticides chimiques de synthèse, gestion économique de l'eau... ».⁶⁸ L'emploi de sacs plastiques réutilisables

⁶⁴ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

⁶⁵ C. Lamine, « Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ? », Editions Yves Michel, 2008.

⁶⁶ S. Nicourd, « Les engagements ont-ils vraiment changé ? ». *Sociologies Pratiques*, n°15, 2007/2

⁶⁷ Cf les résultats de notre questionnaire en Annexe, question 12.

⁶⁸ Charte des Amap, Alliance Provence, 2003.

par les Amapiens et l'absence d'emballage contrastent également avec les modes de conditionnement dans le système de la grande distribution.

4. L'aspect social n'est pas mis de côté, au contraire. Les adhérents évoquent souvent le processus de socialisation induit par l'Amap et sa structure associative. La création de liens entre les adhérents, en particulier au sein du bureau de l'association, et avec le producteur, du fait de sa proximité, permettent de dépasser l'acte individuel d'achat et de s'inclure dans un réel collectif. Les contacts sont appréciés, et permettent aussi l'échange et la transmission de connaissances.

5. Le soutien à l'agriculture locale a été une des premières motivations des fondateurs des Amap. Il s'agit donc d'une dimension centrale, très souvent citée par les adhérents, mais qui ignorent parfois à quoi cela fait référence. Du fait de la mondialisation des échanges, de l'industrialisation de l'agriculture, de l'encouragement à l'exportation, de l'imposition de la grande surface comme modèle de commercialisation, l'agriculture locale, à petite échelle et respectueuse de l'environnement est gravement menacée. De nombreuses exploitations ont fait faillite. Aujourd'hui, les agriculteurs représentent moins de 4% de la population active française. Le « petit » producteur exerce un métier très difficile, souvent peu rémunérateur mais pourtant, il est indispensable du fait de sa fonction nourricière. L'Amap est donc vue comme un moyen de relocaliser les échanges et de soutenir financièrement et symboliquement les agriculteurs locaux. Les Amapiens évoquant cette raison apprécient souvent les contacts directs avec le producteur. David, adhérent Amap :

« D'où l'AMAP, à mon sens, c'est quelque chose pour maintenir cette agriculture de proximité, dont on a besoin, dont la ville a besoin, dont les périphéries des villes ont également besoin. »⁶⁹

6. Certains Amapiens ne se positionnent pas uniquement pour l'Amap, mais également contre la grande distribution. Grâce à l'Amap, ils peuvent réduire leur dépendance envers les grandes surfaces et le commerce mondialisé. Ils s'inscrivent dans une logique de circuits courts, en particulier de vente directe, ce qui implique une réduction des intermédiaires entre le producteur et le consommateur. Olivier, adhérent Amap :

« Ce qui m'a vraiment attiré, moi personnellement, c'était un peu court-circuiter les circuits normaux, et il y avait aussi un côté citoyen dans le sens où on soutenait, vu qu'on paye directement au producteur, l'argent qu'on lui donne, ça va directement dans sa poche, ça va pas par le biais d'intermédiaires, et donc du coup ça l'aide dans sa vie de tous les jours, ça lui garantit un revenu, c'était vraiment ce côté-là qui m'a plu, qu'il était bio ou pas bio, c'était pas ma préoccupation première. »⁷⁰

D'autres dimensions que nous qualifions d'annexes mais néanmoins sérieuses sont soulignées. L'aspect pratique n'est pas à négliger. En effet, l'Amap permet au consommateur d'économiser du temps, de simplifier la transaction financière et d'éviter d'avoir à choisir ses légumes. Sophie, adhérente à l'Amap Alpage :

« Il y a ça aussi, franchement, nous les Amap, ça nous arrange carrément parce qu'on est vraiment des grosses loques ! (rires) Lui en sortant du boulot, il va chercher le panier, donc ça ne lui prend pas beaucoup de temps, il n'a pas à choisir, hop c'est vite fait dans le panier, on n'a pas d'épicerie en bas de chez nous, nous on a juste 'Simply Market', soit on prend la voiture, on va à Carrefour qui est sur la rocade, Carrefour, ça nous fait chier donc on n'y va plus et du coup, (...) on se ruine à Simply Market mais parce qu'il faut bien

⁶⁹ Entretien n°1 : Entretien avec David Caubel, à Lyon, le 11/02/09

⁷⁰ Entretien n°6 : Entretien avec Olivier Ronna, à Lyon, le 1/06/09

qu'on se nourrisse d'autres choses que les légumes, et voilà le marché, je t'ai dit, on dort le matin, donc on ne va pas au marché. »⁷¹

Cependant, cette dimension pratique est à relativiser, en sachant que l'Amap requiert un engagement minimum dans l'association, ce qui ne représente pas toujours des économies en temps. Le côté pratique s'ajoute à d'autres dimensions théoriques. Il est rarement la seule justification de l'adhésion à l'Amap.

Durant nos observations, nous avons pu remarquer la présence de nombreux enfants pendant les distributions ou même de femmes enceintes. L'arrivée d'enfants dans la famille peut se révéler être un élément déclencheur, qui peut entraîner un changement de pratiques. L'engagement en Amap se teint alors de responsabilité vis à vis des générations futures. Olivier, adhérent à la Guill'Amap :

« Moi je le fais aussi pour mes enfants, je pense que c'est pas anodin de lui faire manger régulièrement des légumes, c'est pas anodin pour sa vie plus tard (...) il saura qu'il faut manger des légumes, il saura que les tomates, ça se produit comme ça (...) il saura aussi que manger une salade, c'est moins cher que d'aller au supermarché et prendre un truc tout prêt, il saura ça, parce qu'il m'aura vu faire, parce qu'il aura vu sa mère faire. »⁷²

Maintenant, nous allons montrer que ces motivations multiples peuvent être combinées de plusieurs manières différentes, selon les individus. Mundler classe les raisons d'engagement des Amapiens en deux catégories : d'une part, les adhérents « hédonistes » préoccupés par une « alimentation de qualité » et « le désir de mieux connaître l'agriculture et les agriculteurs » et d'autre part, les adhérents « militants », concernés par le soutien des agriculteurs et adhérent à des valeurs « anticonsuméristes »⁷³. Néanmoins, si la classification apparaît relativement cohérente, elle est dépassée par une plus grande complexité des profils des Amapiens. Certains adhérents vont associer la volonté d'améliorer leur alimentation avec une volonté plus militante de passer par la vente directe, d'autres encore insisteront sur la socialisation via l'Amap en même temps qu'ils soulignent l'importance du soutien à l'agriculture de proximité.

Le tableau ci-dessous représente les motivations principales et déterminantes des différents adhérents que nous avons eu en entretien. Ce tableau schématisé et simplificateur n'exclue pas que ces Amapiens ne soient pas complètement insensibles aux autres motivations, mais il s'agit de montrer la diversité des justifications.

Tableau des motivations des adhérents à l'entrée en Amap

	Protéger sa santé	Produits bio	Ecologie	Social	Soutien agricole	Circuit court	Enfants	Pratique
Jonathan		X	X	X		X		X
Jean-François				X	X			
David	X			X	X	X		
Olivier	X			X	X		X	
Julien	X		X		X	X		
Robert	X	X				X		

⁷¹ Entretien n°9 : Entretien avec Jonathan Vahe et Sophie Hautefeuille, à Lyon, le 3/07/09

⁷² Entretien Olivier Ronna, op. cit.

⁷³ Mundler, *Ruralia*, op. cit.

Julien est un exemple d'Amapien qui réunit plusieurs raisons à son engagement en Amap, qui sont à la fois « hédonistes » et « militantes » :

« Proximité, réduire les intermédiaires dans la production de la nourriture, produire aussi des aliments, pas forcément bio mais avec des pratiques environnementales respectueuses, et puis avoir des fruits et des légumes de qualité. »⁷⁴

Les Amapiens disposent donc dans leur répertoire de multiples justifications à leur engagement en Amap, qu'ils peuvent combiner selon leur cohérence personnelle.

III. L'accessibilité des Amap

Malgré les nombreuses listes d'attente des Amap et leur succès grandissant, les Amap représentent moins de 1% de l'ensemble de la population française. Nous avons pu également constater que les adhérents des Amap possèdent des profils sociologiques assez homogènes. Les catégories de population les moins aisées ne sont pas présentes. Pourquoi les Amap ne touchent-elles d'autres catégories de population, et en plus grand nombre ? Nous avons identifié trois freins à l'engagement en Amap : financier (1), culturel (2) et intellectuel (3). Cependant, un mouvement de réflexion quant à l'accessibilité sociale des Amap s'est amorcé à l'échelle de ces associations. Plusieurs propositions innovantes ont émergé, dont certaines ont été mises en pratique (4).

8. La barrière financière

La question du prix en Amap est assez délicate. En effet, le prix ne fait pas seulement référence à la valeur marchande des produits constituant le panier, il doit également être rémunérateur pour le producteur, en vertu du principe de solidarité. La charte parle d'un « prix équitable ». ⁷⁵ Si les Amapiens évoquent rarement le coût du panier comme trop élevé, en revanche, les prix en Amap peuvent constituer une barrière à l'entrée.

Ces prix sont souvent inférieurs ou proches des prix pratiqués dans les autres circuits de commercialisation (marché bio, magasins bio, magasins de producteur), à l'exception de la grande distribution, où les prix minimums sont inférieurs à ceux en Amap alors que les prix maximums sont supérieurs⁷⁶. On peut donc trouver moins cher au marché conventionnel et en supermarché.

Toutefois, même si la consommation de produits bio augmente, seule une faible proportion de personnes réalise la plupart de ses courses dans les circuits de commercialisation alternatifs. Le prix perçu par les consommateurs lambda peut ainsi apparaître trop élevé, surtout que les consommateurs ont pris l'habitude d'acheter au moins coûtant. La part des dépenses consacrées à l'alimentation a baissé de moitié entre les années 1960 et 2006 : elle passe de 25% à 12%.⁷⁷

Il convient tout de même de relativiser les coûts en Amap, de manière objective tout d'abord. Chantal Gehin, présidente d'Alliance Isère, et spécialiste en matière d'alimentation et de nutrition, explique que la qualité des légumes, et le fait qu'ils ne soient pas pleins

⁷⁴ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

⁷⁵ Article 14, Charte des Amap, Alliance Provence, 2003.

⁷⁶ A. Audras, « Document de synthèse sur les prix en Amap », ISARA Lyon.

⁷⁷ D. Besson, « Le repas depuis 45 ans : moins de produits frais, plus de plats préparés », Site Internet Insee. URL : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1208. Consulté le 3 Juillet 2009.

d'eau ou de graisse, comme les légumes en supermarché, ramènent les prix en Amap à des prix raisonnables.⁷⁸ Cela signifie selon elle, que pour le même prix, on a plus de quantité en Amap qu'en supermarché. D'autre part, Lamine identifie trois réactions au surcoût en Amap de la part des adhérents : soit il est nié du fait de l'absence de gaspillage et du prix inférieur aux légumes bio, soit il est constaté mais compensé par la qualité des produits, soit il s'explique par la prise en compte globale de l'économie via la santé, l'organisation domestique et des considérations plus politiques.⁷⁹

Cela nous amène à penser que la barrière financière n'est pas la seule ; il nous faut évoquer un autre frein plutôt d'ordre culturel.

Une éducation nutritionnelle à refaire

Par Chantal Gehin, Coordinatrice d'Alliance Isère

Extrait de l'entretien n°2.

« Les gens qui sont en difficulté ont souvent l'habitude de manger ces produits qui sont donc pauvres en fibres et donc le seul moyen pour eux d'avoir un rassasiement, c'est de mettre de la graisse dedans, parce que la graisse, ça augmente la durée du séjour dans l'estomac, et donc c'est la raison pour laquelle tous ces gens-là sont obèses, diabétiques et c'est vraiment un problème. En France, plus on est pauvre, plus on est obèse, et au niveau mondial, c'est encore pire sauf que c'est pas simple. J'ai rencontré l'autre jour un spécialiste des politiques publiques au niveau mondial qui disait : « Imaginez quand je vais demander des subventions pour un travail pour éradiquer l'obésité dans les bidonvilles du tiers monde, j'ai un peu de mal ». Or c'est un problème, il y a beaucoup plus de gens qui meurent d'obésité, de diabète, d'hypertension dans les pays du tiers-monde que de gens qui meurent de faim mais, mais... phénomène Kouchner, les gens qui meurent de faim, c'est beaucoup plus médiatique, on a beaucoup plus facilement des sous pour leur vendre de la farine blanche qui va les rendre diabétiques. Donc là on a un problème culturel . » « On mange quatre fois trop de produits laitiers, de fromages, et de viandes, poissons, œufs, (...) mais si vous interrogez les gens comme ça, en noyant un peu pour qu'ils ne comprennent pas où vous voulez en venir, et que vous leur demandez : si vous aviez plus d'argent, qu'est-ce que vous mangeriez de plus ? Eh ben ils mangeraient encore plus de fromage et de viande, qui ont une excellente image dans... alors qu'il n'y en a pas un qui dirait que s'il avait plus d'argent, il mangerait plus de lentilles. »

« Quelque part, les fruits et légumes, c'est un truc de luxe, quoi c'est pas un truc qui nourrit. »

9. La barrière nutritionnelle

L'Amap renvoie à nos choix alimentaires individuels mais aussi à ceux de la société. Elle questionne nos façons de nous nourrir. Malgré les mesures publiques en matière d'éducation nutritionnelle, peu de Français mangent en réalité de façon équilibrée. En effet, on note une baisse continue de consommation de légumes frais et féculents au profit de produits déjà préparés.⁸⁰ La France se distingue également des autres pays européens par sa forte consommation en viande.⁸¹

⁷⁸ Entretien n°2 : Entretien avec Chantal Gehin, à Lyon, le 25/02/09

⁷⁹ C. Lamine, « Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ? », Editions Yves Michel, 2008.

⁸⁰ D. Besson, Données Insee, op. cit.

⁸¹ ibid

Si les gens n'adhèrent pas aux Amap, c'est peut être également du fait qu'ils ne sont pas habitués à manger beaucoup de légumes et de fruits, et donc qu'ils ne voient pas le besoin d'en acheter. Les classes populaires qui ne disposent pas d'éducation nutritionnelle sont les plus concernées par ce problème. Pour Chantal Gehin, présidente d'Alliance Isère, il s'agit d'un énorme problème d'éducation nutritionnelle et alimentaire (cf témoignage ci-contre).

Pour remédier à ce problème, des mesures publiques ont été prises telles que le Programme National Nutrition Santé, mis en place en 2001 et centré sur le lien entre alimentation et santé, via la nutrition. Il s'est rendu visible avec son slogan « manger 5 fruits et légumes par jour ».⁸² Mais les changements ne sont pas encore perceptibles à grande échelle.

10. La barrière associative

La création d'une Amap relève aussi d'une démarche associative et demande certaines ressources et compétences. On peut même parler d'une véritable dimension intellectuelle de la démarche. Il s'agit de fonder une association, de trouver un producteur et un lieu de distribution, de gérer la communication, le fonctionnement de l'Amap, d'organiser des réunions et surtout de vouloir y consacrer un peu de temps. Certes, on peut être adhérent sans participer à la création de l'Amap. Cependant, il s'agit tout de même de franchir le pas d'un engagement associatif. Plus on est issu d'une classe aisée, plus on a de chances d'adhérer à une association, et la tradition familiale est également un facteur.⁸³ Lorsqu'on observe le profil classe moyenne et aisée des personnes en Amap, nous pouvons en déduire que l'aspect associatif de la démarche peut être un obstacle à l'entrée pour les classes populaires.

11. Pour une meilleure accessibilité des Amap

Si l'Amap constitue déjà une action solidaire de la part d'un consommateur envers un agriculteur⁸⁴, certains ont pensé qu'elle pouvait faire double emploi. Afin d'ouvrir les barrières précédentes et d'améliorer l'accessibilité sociale des Amap à des catégories de population plus en difficulté, des comités de réflexion se sont créés au niveau même des Amap et différentes solutions ont été énoncées et certaines même testées.

La plupart des options imaginées visent l'aspect financier de l'Amap. Certains ont proposé de moduler les prix en fonction du revenu ou du statut de l'adhérent (étudiants, chômeurs, handicapés). Dans ce cas, les prix seraient étalés au sein même de l'Amap en suivant le principe de redistribution, les plus favorisés compensant les réductions de moins favorisés. D'autres ont prôné le recours aux subventions publiques qui permettent d'offrir des paniers de légumes à des familles en difficulté, ou à des associations d'aides aux plus démunis.

D'autres options concernent l'aspect intellectuel de l'association. Certaines Amap que l'on qualifie parfois d'« Amap sociales » au sein du réseau Alliance, ont choisi comme lieu de distribution des centres sociaux ou des épiceries solidaires et sociales. C'est le cas par

⁸² « Le PNNS, c'est quoi ? », Site Internet du Programme National Nutrition Santé. URL : <http://www.mangerbouger.fr/menu-secondaire/pnns/le-pnns>. Consulté le 29 Juin 2009.

⁸³ M. Febvre et L. Muller, « Une personne sur deux est membre d'une association », *INSEE PREMIERE*, 2003. URL : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ip920.pdf.

⁸⁴ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

exemple des Amap de Vaux-en-Velin et des Buers. Il s'agit ainsi de créer des liens informels entre les Amapiens et les bénéficiaires du centre social d'une part, et de faire connaître le système à des catégories défavorisées, d'autre part. Un autre exemple, l'Amap Chapobio, à Chaponost, permet de faire des dons et de financer des paniers solidaires offerts à des familles en difficulté.⁸⁵

Ce souci d'une plus grande accessibilité sociale témoigne d'une conscience des Amapiens de leur situation privilégiée et d'une volonté de voir plus loin que le bout de leur propre panier.

Chapitre 2. Des formes d'action associatives et militantes

L'engagement en Amap relève en réalité d'un double engagement pratique et politique. Les deux aspects semblent pourtant intimement liés. L'objet de ce chapitre vise à analyser les formes d'actions des Amapiens. Nous approfondirons ensuite le sens proprement politique de l'adhésion à l'Amap dans le chapitre 3.

Nous avons identifié des caractéristiques semblables entre le rapport qu'entretiennent les Amapiens avec leur engagement en Amap et celui qu'articulent les nouveaux militants avec leur engagement politique.⁸⁶ On distingue historiquement les NMS, nouveaux mouvements sociaux des années 1970-80 et les nouveaux militants des années 2000, même s'ils possèdent des caractéristiques communes comme des revendications d'ordre post-matérialiste, des modes d'organisation horizontaux ou encore les mêmes composantes sociales en tant que militants.⁸⁷ De la mise en place de l'Amap d'une part, en analysant les modes et degrés de participation des adhérents à leur association d'autre part, nous verrons enfin que les formes d'actions des Amapiens ne sont pas si éloignées des formes d'engagement des nouveaux militants.

IV. A la naissance de l'association

Avant même de créer l'association, le principal souci pratique des futurs Amapiens réside dans le fait de trouver à la fois un producteur et un lieu de distribution (1). Internet reste le moyen de communication privilégié par les adhérents et leur permet d'appliquer leurs principes de coopération et d'horizontalité (2). Mais la création de l'association n'est qu'une étape dans la mise en place de l'Amap, dont on fait parfois l'impasse (3).

12. Les ingrédients de base : un producteur, un groupe de consommateurs et un lieu de distribution

⁸⁵ « L'Amap et son fonctionnement », Blog de l'Amap de Chaponost. URL : http://chapobio.canalblog.com/archives/l_amap_et_son_fonctionnement/index.html. Consulté le 23 Juillet 2009.

⁸⁶

⁸⁷ I. Sommier, « Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation », Editions Flammarion, Paris, 2003.

Les deux étapes préliminaires à la construction de l'Amap sont la recherche du partenaire manquant, agriculteur ou consommateurs, et du lieu de distribution. Dans le cas où la démarche vient du consommateur, trouver un agriculteur dont les pratiques sont respectueuses de l'environnement et qui soit potentiellement intéressé sans fonctionner déjà en Amap n'est pas une mince affaire. La pénurie de producteur liée au manque de terres agricoles en zone périurbaine explique les longues listes d'attentes des Amap. Les marchés sont utilisés comme lieu de repérage par les consommateurs. En discutant avec les producteurs sur les marchés, de bouche à oreille, ils peuvent être renvoyés vers des agriculteurs bio ou à la recherche de nouveaux modes de commercialisation. Si la démarche vient d'un agriculteur, il passe le plus souvent directement par Alliance. En effet, le réseau tient un listing de producteurs et d'adhérents potentiellement intéressés par l'Amap qui a pour but d'aider à l'essaimage. Une fois le producteur rencontré, il est essentiel d'établir un dialogue afin que la relation de confiance puisse s'établir. Les personnes qui rencontrent le producteur et font la visite de son exploitation devront ensuite en faire le compte-rendu à l'ensemble du groupe des adhérents lors d'une réunion antérieure aux premières distributions.

Mais avant, un lieu de distribution s'avère incontournable, même s'il n'est lui aussi pas évident à trouver. Les adhérents peuvent s'adresser au service des associations de la mairie, qui les accompagne dans leur recherche de local. La mairie peut leur fournir de l'aide ou pas, en fonction de son soutien à ce genre d'initiatives. Les lieux de distributions se situent souvent dans des lieux associatifs, des centres sociaux, des écoles, des MJC, des maisons de quartier etc.

Nous avons pu observer que les Amap se mettent en place plus facilement du fait de la présence d'un réseau associatif local et développé. Stéphane Spatola, chargé de mission développement durable, cite l'exemple de la ville de Villeurbanne, où les Amap sont particulièrement bien implantées.

« Villeurbanne, c'est vrai que c'est une ville où la population est particulièrement impliquée dans la vie associative, il y a aussi, en terme de frange de population, beaucoup de familles, beaucoup de jeunes, ce qui fait qu'effectivement, on a peut être, de part la structuration sociale de la population, une attractivité, enfin un intérêt pour les Amap. »⁸⁸

L'exemple de l'Amap Alpage confirme cette analyse puisque son lieu de distribution se situe en bas d'un immeuble à Villeurbanne qui accueille plusieurs associations.

13. Des Amapiens connectés

Internet a fait l'objet d'une appropriation par les nouveaux militants, en particulier par la sphère altermondialiste qui utilise le réseau des réseaux pour créer des outils à l'image de ses velléités organisationnelles.⁸⁹

Dans le cas de l'Amap, une fois le lieu et le producteur trouvé, il s'agit d'instaurer un système de communication efficace et à l'image des valeurs et des principes de l'association. Il nous faut alors souligner le rôle central d'Internet dans le développement des Amap. Les fondateurs, eux-même, en reconnaissent l'importance. Denise Vuillon :

« Il faut dire que, quand on a démarré, il n'y avait pas Internet, pratiquement pas, dans le monde paysan, il n'y était pas du tout. Nous on l'avait, effectivement ça tombait bien,

⁸⁸ Entretien n°7 : Entretien avec Stéphane Spatola, à Lyon, le 9/06/09

⁸⁹ F. Granjon, « L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques », Apogée, Rennes, 2001.

on l'avait depuis 2000, on avait Millénium, heureusement, parce que c'est sûr que ça rend service, fou, fou. En terme de contacts. »⁹⁰

Aujourd'hui, les adhérents le reconnaissent facilement, c'est souvent par Internet qu'ils ont découvert le concept. Il est parmi les premiers canaux de communication cités dans notre enquête, juste après le bouche à oreille.⁹¹ Le réseau Alliance et les Vuillon disposent de plusieurs sites web qui popularisent le concept de l'Amap.

Presque chaque Amap se dote de son propre blog. C'est d'ailleurs un des premiers points abordés lors des réunions de préparation avant les premières distributions : la communication. L'utilisation d'une liste de diffusion et du blog permet aux membres du bureau et au producteur de communiquer des informations aux adhérents, et inversement, en dehors du contact physique des distributions, d'une manière non directive et en vertu du principe de transparence. Les blogs contiennent souvent un espace forum dans lequel chacun peut s'exprimer. Le blog de l'Amap constitue également un espace de présentation du concept de l'Amap et un espace d'échange entre les Amapiens de recettes de cuisine, de nouvelles de la ferme et même de photos prises lors des diverses activités organisées au sein de l'Amap.

14. L'association, déclarée ou non

Au début, l'Amap se révèle plus être une association de personnes qu'un groupe de personnes constituées en association. En effet, la création de l'association loi 1901 dont les statuts sont déposés en préfecture vient souvent de manière postérieure à la recherche du producteur et du lieu de distribution. Ainsi, l'activité de l'association a débuté en amont de sa création.

La première Amap a attendu deux ans avant d'être véritablement institutionnalisée et de voir ses statuts déposés à la préfecture. Denise Vuillon explique que l'Amap des Olivades a fonctionné au départ de manière informelle, et que l'association a été déposée en préfecture seulement à la demande des consommateurs.⁹² Certaines Amap ne se sont même jamais déclarées. En théorie, cela complique un peu le processus de décision, car les décisions doivent être prises à l'unanimité.

La charte d'Alliance Provence, rédigée en 2003, indique que « les consommateurs peuvent choisir de se structurer en association de fait ou association déclarée » mais précise que l'association déclarée en préfecture peut se justifier par la possibilité d'ouvrir un compte bancaire et la formalisation des décisions prises au sein de l'association.⁹³

L'Amap reste quand même une association, qu'elle soit ou pas déclarée. Plus globalement, l'Amap s'inscrit dans le mouvement associatif qui est loin de s'essouffler aujourd'hui. En effet, la crise de confiance envers les partis politiques et les syndicats a conduit les nouveaux militants à investir l'espace des associations. L'Amap en est une illustration. L'avantage des associations réside dans la possibilité de mener une action efficace dans un cadre souple et démocratique.

La question de l'adhésion semble pour le moins problématique. En théorie, tous les Amapiens sont adhérents à l'association et paient une cotisation annuelle. Cependant,

⁹⁰ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

⁹¹ Cf résultats de notre enquête, en Annexe.

⁹² Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

⁹³ Charte des Amap, Alliance Provence, 2003.

l'adhésion de l'agriculteur à l'association fait l'objet de dissensions. Les Vuillon se sont prononcés plutôt en faveur de l'adhésion, alors que pour les structures Alliances, l'inclusion du producteur dans l'association en tant qu'adhérent est impossible pour des raisons juridiques. En effet, le producteur étant le fournisseur, il pourrait être avantagé de par son adhésion et en profiter pour maximiser son intérêt via sa participation aux décisions prises. Mais cela pose problème d'exclure le producteur puisque l'Amap se présente comme un partenariat entre un producteur et un groupe de consommateurs basé sur la confiance. Exclure le producteur reviendrait à minimiser sa place au sein de l'association. En même temps, il est indéniable que le producteur n'occupe pas la même place que l'adhérent du fait de leurs différences intrinsèques : l'un cultive et vend pendant que l'autre mange et achète. Certains voient l'Amap comme une association de consommateurs, qui intéresseraient le producteur du fait de leur nombre et de leur fonctionnement.⁹⁴ Cela ne correspond pas à la conception historique de l'Amap, à l'origine pensée comme un partenariat entre producteur et consommateurs, dans le cadre d'une association. Cependant, s'il n'est pas adhérent à l'association, il participe évidemment à l'AG annuelle, et il est bien entendu consulté sur les décisions à prendre.

V. Le cadre souple de l'association

Les nouveaux militants privilégient un fonctionnement horizontal, sans hiérarchie (1). Ils entretiennent un rapport individualisé à leur propre engagement et l'envisagent de façon plutôt distanciée (2). Le degré d'implication dans l'association varie selon l'adhérent, le risque étant que ce soit toujours le même petit groupe d'adhérents qui gère l'association (3). Ces caractéristiques d'un nouvel activisme se retrouvent chez les adhérents en Amap.

15. Un fonctionnement autonome, horizontal et flexible

Dans les années 1970 apparaît un tournant majeur dans l'engagement politique et militant puisque un nouveau profil se met en place, assez différent du militant traditionnel, syndical ou politique. La souplesse, l'autonomie, l'absence de hiérarchie et le refus de déléguer sa parole caractérisent les nouveaux collectifs militants.⁹⁵ Nous voulons montrer que l'Amap reprend ces principes d'organisation.

La méthode d'essaimage tout d'abord a été pensée par les fondateurs des Amap comme horizontale et basée sur l'échange. Denise Vuillon, agricultrice et fondatrice de la première Amap en France en fait la présentation :

« Les années passant, tous les producteurs qu'on avait accompagnés sont devenus des relais aussi dans leur coin pour accompagner d'autres, c'était vraiment, c'était pas pyramidal du tout, c'était très, très sur le terrain, à l'horizontal et on était, on est toujours six producteurs en AMAP vraiment à avoir fait l'expérience à 100%, à avoir essaimé et on peut accompagner, (...) ça faisait partie de la méthode d'essaimage, par la transmission d'expérience. »⁹⁶

On insiste beaucoup sur la malléabilité du concept qui connaît des adaptations en fonction des Amap et des territoires. Chaque groupe s'approprie à sa manière l'Amap tout en conservant les valeurs et principes de base. Rien n'est imposé par une seule et même

⁹⁴ Entretien n°6 : Entretien avec Olivier Ronna, à Lyon, le 1/06/09

⁹⁵ J. Ion, « La fin des militants », Editions L'Atelier, 1997.

⁹⁶ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

personne qui s'instituerait en leader du mouvement des Amap. Même si la référence à la Charte des Amap d'Alliance Provence est présente la plupart du temps, beaucoup d'Amap prennent le soin de redéfinir à leur façon l'éthique et le fonctionnement de l'association sur leurs blogs et mettent en avant les aspects auxquels le groupe est le plus sensible.

De nouvelles initiatives peuvent être mises en place dans le cadre de l'Amap, qui n'étaient pas prévues à l'origine et viennent enrichir l'association. Le concept reste ainsi ouvert. Jean-François Cuzin, coordinateur d'Alliance Rhône, présente son mode de fonctionnement :

« Moi je suis plutôt organisation « horizontale », voilà c'est pour ça aussi que les échanges, les rencontres, elles me paraissent intéressantes à ce niveau-là. C'est juste créer le contact et après ça fait des étincelles ou pas quoi. »⁹⁷

Ensuite, les présidents d'Amap rencontrés n'insistent pas sur leur fonction particulière, ou alors seulement pour en souligner l'aspect symbolique et protocolaire et pas du tout autoritaire⁹⁸. David, président de l'Amapopote, souligne à la fois l'ouverture de l'association et la dimension collective de l'action en Amap :

« L'idée, c'est ce que je mettais dans les mails, dans les trois mails, c'était « partageons tous ensemble l'aventure », construisons la ensemble. On n'impose rien, on construit, on produit ensemble. »⁹⁹

Les appellations de « chef », « leader », « dirigeant » ou même « responsable » sont ici bannis. Tout le monde est « adhérent » à l'Amap. On utilise même le terme de « référent » pour les personnes en charge des contrats légumes, fruits, ou des autres produits proposés en Amap, pour éviter de mettre en place une hiérarchie.

Les adhérents ne délèguent pas leur choix, puisqu'ils participent directement aux prises de décision dans l'association au niveau des AG et des CA auxquels ils peuvent assister s'ils le désirent. Les contacts directs sont privilégiés entre les Amapiens et le producteur, entre le bureau de l'association et le reste du groupe. Olivier, président de la Guill'Amap explique le fonctionnement de l'association, qui n'est d'ailleurs pas spécifique à l'Amap :

« On fait un conseil d'administration une fois par mois, qui est ouvert à tout le monde, tout le monde peut venir, débattre, on prend un peu des décisions, avec un compte-rendu et je crois qu'on a une AG par an. On a eu des décisions un peu compliquées à prendre en début d'année, donc là on avait fait une AG extraordinaire, on a fait voter les gens. »¹⁰⁰

Le dialogue et la compréhension sont de mise. Pascal Vigneret, producteur en Amap, apprécie les avantages de ce mode de fonctionnement :

« C'est possible de répondre à la demande des gens, à leurs envies et de faire des ajustements. Mais il y a un véritable échange, il explique les problèmes et on trouve les solutions ensemble, alors qu'au marché, ce n'est pas possible. »¹⁰¹

16. Un « engagement distancié »

⁹⁷ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

⁹⁸ Entretiens n°1 et 6 : Entretiens avec David et d'Olivier, op. cit.

⁹⁹ Entretien n°1 : Entretien avec David Caubel, à Lyon, le 11/02/09

¹⁰⁰ Entretien n°6 : Entretien avec Olivier Ronna, à Lyon, le 1/06/09

¹⁰¹ Entretien n°5 : Entretien avec Pascal Vigneret, à Lyon, le 13/05/09

Le sociologue Ion parle d' « engagement distancié » pour décrire une participation plus ponctuelle, pas vraiment constante sur le long terme et relativement personnalisée, centrée sur l'individu, ce qui s'oppose à l'engagement total du militant traditionnel, dévoué corps et âme à son organisation.¹⁰²

L'engagement en Amap peut se qualifier d'engagement à durée déterminée puisque les adhérents signent un contrat qui les engage moralement et financièrement sur la durée d'une saison ou de deux, tout au plus, l'équivalent de six mois ou un an. Cela correspond plus ou moins à la durée d'engagement classique dans une association où l'on paye souvent la cotisation à l'année. Cela implique que l'on peut assez facilement ne pas renouveler le contrat en fin de saison, sans justification particulière.

Au delà de la durée assez incertaine de l'engagement des Amapiens, le processus d'individualisation de leur implication les rend également assez indépendants vis à vis de l'Amap. Cette caractéristique a été également identifiée chez les nouveaux militants.¹⁰³ Les Amapiens s'impliquent s'ils veulent, en fonction de leur disponibilité et de leur bonne volonté. Ils choisissent eux-même les dates de l'aide à la distribution.

Selon Sophie Bérout, il s'agirait d'un « individualisme de résignation » du fait du statut de plus en plus précaire des jeunes.¹⁰⁴ Cela expliquerait leur engagement à court terme ou de manière distanciée. La mobilité étudiante, professionnelle ou encore familiale constitue également un facteur défavorisant l'engagement à long terme. Une personne rencontrée lors de la distribution de l'Amap des Olivades dans le Sud nous expliquait qu'elle n'adhérait pas formellement à l'Amap et se contentait de racheter occasionnellement des paniers des adhérents indisponibles, du fait de sa forte mobilité professionnelle.

17. Des degrés d'engagement variés dans l'association

Les Amapiens se sentent plus ou moins concernés par leur Amap. Comme dans toutes les associations, on retrouve différents degrés de participation des adhérents à l'organisation. Les membres du bureau, très actifs, se distinguent souvent du reste des adhérents. Sans tomber dans une analyse schématique, on a tenté de décrire trois profils types d'Amapien au regard de leur implication personnelle dans l'association : l'adhérent bénévole, l'adhérent transitoire et l'adhérent bénéficiaire.

D'une part, l'adhérent bénévole est fortement impliqué. Il occupe souvent une place au sein du bureau de l'association : président, vice-président, trésorier ou chargé d'une tâche spécifique telle référent d'un contrat, référent communication, référent blog etc. Il assiste à presque toutes les réunions et connaît toutes les têtes des Amapiens. En plus de se sentir concerné par l'Amap en approfondissant ses connaissances sur le concept, il s'implique dans la gestion quotidienne de l'association. Il regrette souvent le manque de participation des autres adhérents. Olivier, président de la Guill'Amap :

« Je pense qu'il n'y a pas assez d'investissement. On s'en rend compte régulièrement, on arrive quand même à faire venir les gens parce qu'on communique beaucoup, mais c'est quand même parfois un peu désespérant. »¹⁰⁵

¹⁰² J. Ion, « La fin des militants », Editions L'Atelier, 1997.

¹⁰³ L. Jeanneau et S. Lernoùd, « Les nouveaux militants », Ed. Les petits matins, 2008.

¹⁰⁴ S. Bérout, « Adhérer, participer, militer : les jeunes salariés face au syndicalisme et à d'autres formes d'engagement collectif », Enquête réalisée pour les Jeunes CGT, Rapport Final remis en décembre 2003.

¹⁰⁵ Entretien n°6 : Entretien avec Olivier Ronna, à Lyon, le 1/06/09

Un autre président d'Amap rend compte de la complexité de la gestion de l'Amap et de la nécessité de trouver des personnes volontaires (cf témoignage ci-contre).

Les besoins en gestion de l'Amap renvoient parfois à des compétences quasiment professionnelles. L'Amap permet ainsi à certains adhérents d'avoir des responsabilités en dehors de leur propre activité.

D'autre part, l'adhérent transitoire se sent plutôt concerné mais ne s'est pas tellement impliqué jusqu'alors. Il a parfois déjà pris en charge d'un aspect périphérique de l'Amap comme l'animation. Il participe aux distributions. Il évoque parfois un désir de s'engager plus dans son Amap, et ce n'est pas l'envie qui manque mais plutôt le passage à l'acte. Jonathan et Sophie, couple Amapien, ne se révèlent pas vraiment impliqués dans leur Amap, mais expriment des volontés d'une plus grande participation, au vu de leur intérêt croissant pour l'agriculture et de leur conscience de l'aspect associatif et bénévole de la démarche.

Enfin, l'adhérent bénéficiaire profite plus de l'Amap qu'il n'y participe. Sa passivité s'explique par les avantages qu'il obtient sans vraiment s'impliquer dans le fonctionnement de l'association. Il participe aux distributions mais ne fait pas d'excès de zèle, il rechigne à s'impliquer davantage. Robert, adhérent, nous fait partager son point de vue :

« Non mais c'est peut être que nous, on s'est pas investi dedans, bon on est allé faire une fois une permanence. (...) j'ai cru comprendre une fois qu'il y avait une visite de la ferme de, je ne sais plus comment il s'appelle, mais nous on était pris, enfin on est souvent pris les week-ends, on n'y est pas allé, mais peut être parce qu'on était pas plus intéressé que ça, je ne sais pas. Nous comme ça, ça nous convient. »¹⁰⁶

Cependant, il nous faut relativiser cette classification, car même si certains sont très engagés, et d'autres se limitent à venir récupérer leur panier et se contentent d'aider aux deux distributions par saison, l'ensemble des adhérents concourent au fonctionnement du système Amap, du fait de leur engagement financier auprès du producteur.

VI. Un engagement pragmatique et multiple

Les nouveaux militants font également preuve d'un certain pragmatisme. Face à la fin des grandes idéologies tant de fois proclamée, ils tentent de mener une action locale, réaliste et emprunte de pragmatisme (1), sans toutefois être dénuée d'utopisme. Les militants actuels s'attachent à défendre une multitude de causes, ce qui contraste avec le processus de particularisation des engagements analysé par certains sociologues (2).¹⁰⁷

18. Des Amapiens réalistes

Efficacité, réalisme, pragmatisme, ces termes étaient auparavant assez étrangers au monde militant et associatif. Aujourd'hui, ils sont devenus des notions incontournables de l'action collective et constituent le résultat d'un processus d'adaptation au réel.¹⁰⁸ Sans doute une réaction face à la déception idéologique engendrée par les échecs des tentatives révolutionnaires, du communisme et plus récemment du tournant de rigueur des années 1980. L'échéance électorale n'apparaît plus comme la priorité, elle apparaît même parfois

¹⁰⁶ Entretien n°8 : Entretien avec Robert Dubost, à Lyon, le 26/06/09

¹⁰⁷ J. Ion, « La fin des militants », Editions L'Atelier, 1997.

¹⁰⁸ L. Jeanneau et S. Lernoùld, « Les nouveaux militants », Ed. Les petits matins, 2008.

comme inutile. C'est pour cette raison que d'autres formes de participation politique émergent, orientées plus sur l'action que sur la réflexion.¹⁰⁹

L'engagement des Amapiens et du producteur relève d'une implication pratique. Ils réalisent des tâches relativement concrètes : cultiver, vendre, acheter, signer, distribuer, gérer, visiter, décider etc.

Les Amapiens, à l'image des nouveaux militants, sont très pragmatiques. Ils sont conscients du fait qu'ils ne vont pas révolutionner le monde. Cette Amapienne, dans un film présentant le concept, témoigne : « Ce n'est pas la révolution, mais c'est au quotidien, faire que les choses évoluent ». ¹¹⁰ Les adhérents en Amap savent que leur action est locale, atomisée et à petite échelle mais ils sont également convaincus que cela commence par là.

Le réalisme des Amapiens s'exprime aussi dans le fait qu'ils apparaissent très conscients de leur position relativement élevée dans la société. Olivier, adhérent de la Guill'Amap :

« Alors, après je pense qu'on est un peu privilégié, il faut avoir aussi l'argent, la démarche, entre guillemets, intellectuelle, mais voilà, aller de l'avant. » ¹¹¹

Leur vision du monde est également assez pragmatique. Ce ne sont pas des rêveurs passifs, mais plutôt des utopistes en action. Ils connaissent les contraintes économiques, et ils comprennent et même acceptent la réalité financière de la situation du producteur. Olivier, adhérent à la Guill'Amap :

« Les producteurs, ils ne sont pas philanthropes, il a des impôts à payer, il a son tracteur, ses semences. On n'est pas déconnecté, on n'est pas aussi des utopistes, dans le sens tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, il vient poüet, poüet, les cheveux longs. Il y a quand même un producteur qui a besoin de vivre et des gens qui ont besoin de manger. » ¹¹²

19. Une action à résonance multiple

Si l'action des Amapiens est teintée de pragmatisme, elle n'est ni seulement concrète, ni neutre. La particularisation des causes défendues, telles que la cause des femmes, des sans-papiers, encore de la protection de l'environnement, analysée comme une évolution récente du militantisme est une caractéristique qui distingue l'Amapien du nouveau militant. Avec la fragmentation du monde, et des idées, l'absence d'une vision globale marquerait les nouveaux activistes. Ce n'est pas véritablement le cas pour les Amap.

Sous couvert d'un système de paniers de légumes mis en place sur des bases éthiques, les Amap touchent à de multiples domaines fondamentaux : l'agriculture, l'environnement, l'alimentation, la consommation, la solidarité, la socialisation, la participation politique. Dans chaque domaine, l'Amap porte une vision particulière, emprunte de valeurs et de principes comme la solidarité, le respect de la nature, l'autonomie, la proximité ou encore la reconnexion aux besoins primaires, des valeurs qui ne font pas automatiquement consensus au sein de la société actuelle. L'Amap instaure des changements conséquents dans ces différents domaines.

¹⁰⁹ Nous développons cet aspect dans le chapitre 3.

¹¹⁰ B. Dierickx et T. Johannsen, « AMAP, Pour une agriculture nourricière », film réalisé par Alliance Midi-Pyrénées, 2007.

¹¹¹ Entretien n°6 : Entretien avec Olivier Ronna, à Lyon, le 1/06/09

¹¹² ibid

La présence d'une vision globale, teintée d'idéologie, en lien avec la contestation de la mondialisation, où l'on retrouve certains clivages classiques, atteste du bouleversement du rapport au politique à l'œuvre dans l'Amap.

Nous avons établi une comparaison entre les formes d'action des nouveaux militants et celle des Amapiens. Les adhérents en Amap, tels les militants des nouveaux collectifs, favorisent un fonctionnement horizontal et associatif où les participants sont indépendants, et libres de choisir le degré de leur implication. Il est tout de même nécessaire qu'un petit groupe d'adhérents s'implique fortement pour que l'Amap fonctionne, et pour qui les charges devraient être mieux réparties. Maintenant, peut-on parler de militantisme associatif pour les Amap ? Est-ce que les Amapiens sont des militants ?

Chapitre 3. Un engagement politique, plus que citoyen ?

« L'Amap n'est pas un panier. » Ce slogan à la Magritte d'Alliance Isère renvoie aux nombreux engagements de l'Amap¹¹³, à l'aspect associatif de la démarche¹¹⁴, mais également à l'engagement politique. L'Amap n'est pas seulement un nouveau mode de consommation, mais une pratique qui interroge sur le plan de l'engagement et du politique. Nous discuterons tout d'abord autour de la repolitisation de l'agriculture et surtout de la consommation. Ensuite, nous montrerons en quoi l'Amap n'est pas seulement une nouvelle façon de consommer mais également une initiative qui transforme l'acte d'achat et vise à sortir de l'économie de marché. Nous analyserons enfin l'attitude des Amapiens face à la dimension proprement politique de l'Amap.

VII. Re-politisation de la consommation

Comme de nombreux domaines, l'agriculture et la consommation sont profondément politiques mais ce caractère n'est pas vraiment mis en avant dans notre système d'économie de marché qui au contraire vise à les rendre les plus neutres possible (1). Nous entendons le terme de « politique » en tant qu'objet politique, au sens à la fois de ce qui a trait à l'organisation sociale d'une société, et au sens idéologique du terme, qui sous-entend des clivages et des oppositions. Nous distinguons le politique de la politique politicienne au sens des partis politiques. Nous nous attacherons à présenter les risques qui existent à considérer le domaine de la consommation comme le seul terrain possible de l'action politique (2) pour néanmoins souligner les limites de cette théorie et le potentiel politique de certaines alternatives qui réinventent la consommation (3).

20. Le pléonasme de la consommation politique

Le marché et l'Etat se sont souvent présentés comme deux sphères indépendantes qui interagissaient parfois ensemble mais ne dépendaient pas l'une de l'autre. Selon la théorie libérale classique, le marché est autonome vis à vis de l'Etat qui doit se contenter de

¹¹³ Déjà traités dans le Chapitre 1.

¹¹⁴ Déjà traités dans le Chapitre 2.

ses fonctions régaliennes.¹¹⁵ Lors de l'avènement de l'Etat Providence dans les années 1940-50, l'Etat fait des tentatives de régulation du marché et de mise en place de mesures de protection sociale en faveur des citoyens. Au moment des crises économiques, l'Etat assure qu'il n'est pas responsable, que le marché est indépendant et que le politique n'a aucun moyen de contrôle sur lui. Or, c'est pourtant sur une initiative de l'Etat que la sphère du marché s'est progressivement détachée du politique.¹¹⁶ Cela ne relève donc pas d'un processus naturel mais idéologique qui oeuvrait en faveur de cette autonomisation du marché par rapport au contrôle gouvernemental. Le marché est donc depuis son origine politique.

Ainsi, l'agriculture, en tant qu'activité économique productrice de biens, et la consommation, en tant que processus économique qui permet d'acquérir des biens en échange d'argent, sont des activités par définition politiques. Elles comportent des conséquences sociales indéniables.

Pendant, l'économie de marché a voulu le faire oublier. L'agriculture a subi de profonds bouleversements dans la seconde partie du 20^{ème} siècle¹¹⁷, qui l'ont orienté vers des pratiques uniformes et destructrices d'un point de vue social et environnemental. Quant à la consommation, les individus ont été littéralement familiarisés à la grande distribution par des campagnes publicitaires et l'invasion massive des supermarchés dans le paysage urbain. Elle est devenue le lieu naturel pour se procurer des aliments et constitue un symbole de la société d'abondance des Trente Glorieuses. La grande distribution, dans le cadre de l'économie libérale, a également donné naissance à la figure du consommateur.

Après la Seconde Guerre Mondiale, des mouvements de consommateurs et d'agriculteurs se mettent en place en dénonçant l'impact des pratiques agricoles sur l'environnement via le mouvement pour le bio porté en autres par Nature et Progrès (1964), en réalisant la promotion de la vente directe et le partage des responsabilités via le mouvement coopératif ou encore en exprimant des revendications au niveau des prix via des associations de défense des consommateurs comme UFC Que Choisir (1951). L'engagement politique se glisse à l'intérieur de la sphère marchande.

Aujourd'hui, on parle de « consumérisme politique », notion introduite par les sciences politiques, qui désigne des formes alternatives de consommation. Les consommateurs vont orienter leurs choix en fonction de considérations sociales, éthiques et politiques, et non plus uniquement en fonction des produits en eux-même. L'engagement des consommateurs est ainsi ajouté au répertoire des formes de participation politique alternative aux formes traditionnelles.¹¹⁸

Hirschman différencie trois types de réactions que les individus peuvent avoir en cas d'insatisfaction : la loyauté, la défection ou la prise de parole.¹¹⁹ Cela nous permet de classer les différentes formes de consumérisme politique : le boycott ou le buycott. Le boycott correspond à la défection, puisque le consommateur pour manifester son désaccord, arrête d'acheter certains produits. Dans le cas du boycott, le consommateur va manifester son

¹¹⁵ La sécurité extérieure, le maintien de l'ordre public et la justice sont les fonctions régaliennes de l'Etat.

¹¹⁶ S. Dubuisson-Quellier et C. Lamine. « Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs. », *Sciences de la Société*, n°62, Mai 2004, pp145-168.

¹¹⁷ Voir le Préambule de ce mémoire.

¹¹⁸ S. Dubuisson-Quellier et C. Lamine. « Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs. », *Sciences de la Société*, n°62, Mai 2004, pp145-168.

¹¹⁹ A. Hirschman. « Défection, prise de parole et loyauté », Fayard, Paris, 1995.

soutien en achetant certains produits dont il appréciera les conditions de production, comme les produits labellisés AB ou les produits du commerce équitable. Cependant, ces formes d'action restent extérieures au lien marchand. Le consommateur délègue simplement sa confiance à des labels, ou une démarche spécifique. Elles ne visent pas à transformer le système de l'économie de marché.

21. L'impasse de la consommation comme unique terrain d'engagement politique

La sphère de la consommation ne doit pas être l'unique terrain possible pour l'engagement politique. « Pour refaire le monde, faites vos courses ! ». Ce slogan de la 9ème Quinzaine du Commerce Équitable atteste de la dérive de ces formes alternatives qui sont plus du ressort de la consommation que d'une quelconque citoyenneté.

Il y a donc un risque de restreindre l'action politique au domaine de la consommation : celui de proclamer la victoire de la société de consommation puisque tout se déroulerait en son sein. « La consommation est « politique » tout comme le sport ou la sexualité mais elle ne peut d'aucune façon devenir le territoire dans lequel une véritable citoyenneté pourrait prendre racine et se développer. »¹²⁰

Ariès souligne également le fait que la plupart des mouvements de consommateurs ont eu dans l'histoire pour effet de renforcer la société de consommation plutôt que de la remettre en question¹²¹. En effet, selon cette théorie, la responsabilisation des consommateurs s'accompagne d'une déresponsabilisation à l'inverse des autres acteurs, en particulier des citoyens et d'une valorisation de la figure du consommateur. Ariès refuse l'« alter-consommation » ou la « consommation citoyenne » au profit de l'anti-consommation.

En outre, la consommation citoyenne politise la sphère privée, puisque des valeurs relatives à la sphère publique et politique pénètrent le foyer. Ariès pointe le danger de mélanger ces deux sphères. Paul Ariès met en garde contre cette impasse et souligne le besoin d'un véritable changement politique à une échelle plus globale. Il soutient l'idée d'une grève générale de la consommation.

En bref, toute consommation est ainsi politique, mais la politique ne doit pas se limiter au domaine de la consommation.

22. Agir pour une autre consommation reste possible

Malgré ces objections, nous voulons tout de même insister sur les possibilités de changement individuel et global offertes via l'alimentation. En effet, les changements politiques peuvent advenir au niveau global de la société mais les citoyens peuvent également mener des actions politiques qui ont du sens localement, en dehors des institutions, de manière plus directe.

Nous pensons qu'il reste possible pour l'individu d'agir en faveur d'une consommation différente, par le boycott et par le buycott, que l'on peut d'ailleurs plus nommer consommation. Certaines formes d'action visent ainsi à transformer l'acte d'achat et ainsi à s'éloigner de la consommation classique. Ariès s'élève contre l'idée du pouvoir que détient

¹²⁰ P. Ariès, « No Conso. Manifeste pour la grève générale de la consommation », Editions Golias, 2006.

¹²¹ ibid

le consommateur, et souhaite que l'action au sein de la consommation soit réalisée par le citoyen, et non par le consommateur.¹²²

Contrairement à Ariès, nous ne considérons pas le fait que des considérations politiques et éthiques viennent éclairer la sphère du privé comme un danger pour la démocratie. Le combat féministe en est un exemple des plus pertinents. La domination masculine s'exerce au sein même de la sphère privée et s'articule autour du rapport à l'intime. Manger, choisir et acheter ne sont pas des actes neutres et uniquement privés, ils ont des conséquences sociales publiques.

L'acte individuel prend un sens politique puisqu'il déclenche un processus global dont l'Amap est le point de départ. Denise Vuillon reconnaît que l'adhésion à l'Amap n'est pas seulement un acte unique, mais qu'elle comporte des conséquences en chaîne :

« Dans les Amap, on se confronte à la nature et ça c'est très important aussi de savoir que son acte citoyen n'est pas isolé de l'acte envers la nature, envers l'environnement (...) Ca c'est un peu global si on veut, on se dit que son acte de « je suis inscrit à l'Amap », ça va jusque là parce que mon agriculteur, il respecte le sol, donc sur ce sol, ses enfants pourront le cultiver, on le laissera en bonne santé, c'est vachement important. »¹²³

D'autre part, on ne peut se limiter à refuser le consumérisme en n'achetant plus. Il s'avère nécessaire de proposer une alternative à la société de consommation à outrance. Nous allons voir comment l'Amap se distingue des autres modes de consommation citoyenne, en particulier en réinventant l'acte d'achat.

VIII. L'Amap, consommation citoyenne ou véritable transformation de la consommation ?

L'Amap ne correspond pas à l'alter consommation que pourfend Ariès : il ne s'agit pas de consommer mieux via l'Amap, mais de réfléchir à sa consommation et de s'engager concrètement. L'association re-politise la consommation en la questionnant et en l'engageant sur des options politiques et sociales (1). Elle porte un discours politique revendicatif (2). Enfin, ce système a pour originalité d'avoir une action transformatrice au sein même du lien marchand (3).¹²⁴

23. L'Amap révélatrice des aspects politiques de la consommation

L'Amap révèle tout d'abord le caractère politique de la consommation en pointant du doigt la fausse neutralité de la grande distribution. Elle la re-politise par plusieurs biais. Tout d'abord, elle offre une réelle alternative à la grande distribution, qui se distingue des produits bio et/ou issus du commerce équitable que l'on peut retrouver en grande surface. L'Amap est un système à part. Julien, adhérent à une Amap :

« Pourquoi c'est un acte politique ? En achetant, en soutenant économiquement, voire plus, un producteur qui produit selon ton éthique qui te semble acceptable pour toi, à côté de ça, tu vas pas forcément, tu vas défavoriser l'agriculture dans laquelle tu ne te reconnais pas, c'est-à-dire l'agriculture intensive, et donc voilà. A partir de ça, c'est un consom'acteur,

¹²² ibid

¹²³ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

¹²⁴ S. Dubuisson-Quellier et C. Lamine. « Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs. », *Sciences de la Société*, n°62, Mai 2004, pp145-168.

comme on dit souvent, en consommant, on favorise, ou on favorise pas certaines filières plutôt que d'autres donc tu as forcément des conséquences politiques. »¹²⁵

Les consommateurs ne choisissent plus les produits qui vont constituer le panier, mais ils en ont choisi le mode de production et de distribution. Leur choix n'est plus lié au goût mais à un véritable engagement sur des options politiques et sociales. L'Amap ne possède pas d'intérêt économique autre que celui de l'agriculteur.

L'Amap permet un rapprochement entre le producteur et les consommateurs, à la fois d'ordre physique, symbolique mais aussi économique via la vente directe. L'adhérent peut mettre « une tête sur la personne qui fait pousser nos légumes ! »¹²⁶. L'Amap permet ainsi une revalorisation de l'image de l'agriculteur, auprès des consommateurs, qui s'est considérablement dégradé. David, président de l'Amapopote, souligne le changement de vocabulaire qui découle du nouveau rapport à la consommation que l'Amap tente de promouvoir :

« L'idée, c'est de recréer une relation entre le producteur et le consommateur. Donc nous là c'est fait, on ne parle plus de consommateur dans notre Amap, on parle d'adhérents. L'idée c'est recréer ce lien, et recréer ce lien cela passe en enlevant tous les intermédiaires. »¹²⁷

Le mot de « consommateur » possède une véritable connotation négative dans le champ des Amap puisqu'il renvoie à la passivité, à l'ignorance et à la société de consommation tant décriée. On préfère alors le terme de « consom'acteur », inventé par l'association Attac, ou encore d' « adhérent ». Peu importe en fait la dénomination, le but étant la distinction avec le consommateur.

24. Un contenu politique et revendicatif indéniable

Le contenu théorique de l'Amap est explicitement politique, et défend une certaine vision globale de l'homme, de l'environnement et de la société. A priori, le système peut apparaître aux novices comme un simple système de paniers de légumes. Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne, l'Amap ne trompe pas et révèle son contenu revendicatif dès son appellation. On peut assimiler les principes de la charte des Amap comme une sorte de liste de revendications plus générales vis à vis de l'agriculture, mais aussi de l'alimentation, de la consommation et de l'organisation sociale. Des valeurs, que nous avons déjà évoquées, sous-tendent cette charte. Des exigences directes imposées pour l'Amap, la charte dévoile des revendications indirectes pour l'ensemble de la société : une agriculture respectueuse de l'environnement et de la biodiversité, une consommation basée sur la solidarité et des principes équitables, une organisation souple et horizontale. On retrouve dans le discours des adhérents, même s'ils ne connaissent pas toujours l'existence de la charte, une partie ou bien la totalité de ces revendications.

Peut-on considérer les revendications en Amap comme des revendications matérialistes ou post-matérialistes ?¹²⁸ Il semble que l'on retrouve les deux types combinés d'une façon originale. D'un côté, les demandes en Amap disposent d'aspects post-

¹²⁵ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

¹²⁶ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

¹²⁷ Entretien n°1 : Entretien avec David Caubel, à Lyon, le 11/02/09

¹²⁸ Inglehart distingue les revendications matérialistes et post-matérialistes (cf Introduction, « Du militantisme associatif »,

matérialistes, centrés sur le bien-être, le plaisir de manger des aliments frais, sains et parfois nouveaux ou encore la protection de l'environnement. D'un autre côté, la re-connexion aux besoins primaires comme celui de se nourrir, l'exigence d'un revenu décent pour l'agriculteur ou encore les préoccupations quant à l'accessibilité sociale se rangeraient plutôt du côté des revendications matérialistes. L'Amap mélange ainsi les deux types de revendications. Ainsi elle se révèle très moderne.

« Mais suffit-il d'avoir une signification et une portée politique pour être un acte qualifiable de politique c'est-à-dire un acte qualifié de citoyen ? »¹²⁹ Il faut alors montrer en quoi l'Amap constitue un véritable vecteur de changement.

25. L'Amap, transformatrice de l'acte d'achat

L'Amap amorce également une véritable transformation de l'acte d'achat. En effet, les Amapiens ne considèrent tout d'abord plus le fait de récupérer leurs légumes comme un véritable achat classique. Denise Vuillon :

« Quand les gens achètent, quelque part, une récolte à l'avance, ils savent que le prix de ce panier va représenter le maintien de l'agriculteur, de l'agriculture, donc ils n'ont plus de porte-monnaie, quand ils viennent, ils n'achètent plus, ils viennent prendre une part de la récolte, ça effectivement, c'est complètement en dehors, bien sûr. »¹³⁰

En témoignent ces deux exemples incroyables de témoignages d'Amapiens, qui avouent ne plus acheter de légumes (alors qu'ils sont en Amap) :

Sophie, adhérente de l'Amap Alpage : « On achetait des légumes et des fruits, mais c'était les mêmes, et ce n'était pas bien souvent, quand même, il faut le reconnaître, du coup, ça ne change pas grand chose, parce que du coup, on n'achète plus du tout de fruits et de légumes, quoi. »¹³¹

Olivier, président de la Guill'Amap : « Mais c'est vrai que ça a changé ma manière de consommer, comme j'ai des légumes, j'ai plus le besoin d'en acheter. »¹³²

Ensuite, l'Amap permet une vraie re-connexion de l'homme à ses besoins les plus primaires, comme celui de se nourrir. Les légumes et autres produits en Amap sont incontestablement mis en valeur grâce à l'Amap. L'adhérent achète des légumes qu'il ne choisit même pas. Il n'achète pas une marque, un emballage, une image, un label ou même un concept de marketing, qui seraient accolés au produit dans le système de la grande distribution. Le concept moderne de publicité qui crée des besoins et colle une image sur le produit est quasiment absent du monde de l'Amap. Julien, adhérent, souhaite ainsi s'affranchir de la surconsommation, c'est-à-dire de la consommation à l'excès qui trompe l'individu sur ses propres besoins :

« Parce que moi je considère que manger, c'est un besoin, ce qu'on appelle un besoin primaire, c'est bien supérieur au confort, à avoir une belle voiture ou des choses comme ça, que je préfère dépenser une partie importante de mon budget en nourriture plutôt qu'en

¹²⁹ Ariès, « No Conso », op.cit.

¹³⁰ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

¹³¹ Entretien n°9 : Entretien avec Jonathan Vahe et Sophie Hautefeuille, à Lyon, le 3/07/09

¹³² Entretien n°6 : Entretien avec Olivier Ronna, à Lyon, le 1/06/09

choses plus superflues. Sachant que voilà, c'est un moyen de se faire plaisir tous les jours de manger ! »¹³³

L'Amap n'est pas seulement un concept théorique, elle représente aussi un lieu physique de distribution qui est souvent un lieu public ou associatif. En tous les cas, cela ne correspond pas à un espace commercial. L'environnement visuel de l'Amapien n'est donc pas perturbé par la publicité, par les prix ou par des énormes quantités de produits qui s'accumulent, comme dans les grandes surfaces.

Pour le producteur, l'Amap transforme aussi l'acte de produire. D'ailleurs, les Amapiens et les réseaux des Amap ont des réticences envers le verbe de « produire » qui fait référence à la production à outrance et aux notions de rentabilité et de productivité. Par le même processus de re-connexion aux besoins primaires, l'agriculteur en Amap reconnecte son métier à sa fonction initiale : nourrir les individus. L'Amap revendique ainsi « une agriculture nourricière. »¹³⁴

L'Amap enfin est innovante sur le plan politique du fait qu'elle redonne du pouvoir de décision à la fois aux agriculteurs et aux consommateurs. Les agriculteurs retrouvent la maîtrise de leur production jusqu'à sa commercialisation. Ils sont libérés des opérations de calibrage et des contraintes de choix de certaines espèces, qui leur étaient très souvent imposées par la grande distribution. Les consommateurs, de leur côté, « accèdent à un espace de choix sur le système de production et de distribution des paniers »¹³⁵ mais également peuvent participer aux décisions prises en commun avec l'agriculteur concernant la production. L'agriculteur et les adhérents ont les moyens de décider ensemble de la production, et de l'organisation et des conditions de la vente. Les adhérents et les producteurs interrogés lors des entretiens nous ont confié qu'ils appréciaient la possibilité de comprendre pour les uns et d'expliquer pour les autres un aléas de production en cas de panier un peu moins garni que d'habitude.

26. Vers une sortie du système de l'économie de marché

L'Amap est-elle réformatrice ou révolutionnaire ? « Certains consommateurs entendent contribuer à réformer le système dominant, la majorité ne semble pas avoir la volonté ni de critiquer, ni d'ébranler les modalités actuelles de l'échange marchand. »¹³⁶ Les Amapiens ne sont pas de ceux-ci. Nous avons démontré qu'au contraire, l'Amap vise à transformer profondément le lien marchand. Ainsi, elle ne vise ni à réguler l'économie de marché, ni à en être une niche pour des consommateurs éduqués.

D'autre part, d'après notre enquête, entre 20 et 30% des Amapiens ont voulu s'opposer à la grande distribution en adhérant à l'Amap.¹³⁷ L'aspect contestataire n'est donc pas absent de l'Amap, au contraire. Mais comme le fait remarquer un adhérent dans un entretien, cela ne s'avère pas si facile de se détacher de la grande distribution car certains produits ne se vendent qu'en grande surface¹³⁸. Plus de deux tiers des adhérents continuent de faire leurs courses au supermarché.¹³⁹

¹³³ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

¹³⁴ B. Dierickx et T. Johannsen, « AMAP, Pour une agriculture nourricière », film réalisé par Alliance Midi-Pyrénées, 2007.

¹³⁵ C. Lamine, « Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ? », Editions Yves Michel, 2008.

¹³⁶ Ferrando Y Puig et Stéphanie Giamporcaro-Saunière (dir.), « Pour une « autre » consommation », Edition L'harmattan, 2005.

¹³⁷ Cf résultats de notre questionnaire, en Annexe.

¹³⁸ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

L'Amap a pour but une sortie progressive du système marchand, à la fois du consommateur mais aussi du producteur. La multiplication des produits fournis en Amap préfigure la future possibilité de ne s'alimenter qu'à partir des Amap. Certains s'opposent à ce que les agriculteurs choisissent le tout-Amap pour leur système de commercialisation du fait que ce serait trop risqué de ne conserver qu'un seul débouché.¹⁴⁰ Certes, le choix de la commercialisation reste dans les mains du producteur, mais nous voulons tout de même indiquer que le tout-Amap reste la façon la plus radicale de sortir de l'économie de marché et de vivre l'engagement Amap de manière totale. Les fondateurs des Amap ont fait l'expérience du tout-Amap, ce qui s'est avéré un succès.

La participation à l'Amap aurait ainsi des implications concrètes et politiques qui changeraient les façons d'acheter et de produire, et qui redonneraient du pouvoir à ceux qui cultivent et à ceux qui mangent, en les amenant progressivement à s'éloigner de l'économie de marché. L'Amap ne correspond donc pas à la consommation citoyenne mais à une forme de se nourrir, alternative à la consommation. Cela nous amène à nous poser des questions par rapport à l'acte d'adhésion en Amap, en lien avec l'action collective et la participation politique. On peut se demander si l'engagement financier ne remplace pas progressivement le vote ou d'autres moyens de participation conventionnels.

IX. Une nouvelle forme d'engagement politique

Nous montrerons que l'Amap est un outil de démocratie directe qui associe engagement financier et associatif, individuel et collectif, et s'inscrit dans le cadre d'une crise de la démocratie participative (1). On a pu identifier plusieurs positions des adhérents quand à cette introspection politique de l'Amap (2). Nous terminerons en décrivant l'émergence d'une nouvelle forme d'engagement politique via l'Amap (3).

27. Un outil de démocratie directe à gauche ?

L'assimilation du porte-monnaie et des choix de consommation au bulletin de vote n'est pas nouvelle. La crise du modèle de la démocratie représentative est assez forte aujourd'hui : des institutions législatives faibles, des modes de scrutin exclusifs, une crise de confiance en les élus, le cumul des mandats, la corruption, les promesses électorales non tenues, la concentration du pouvoir etc. De nombreux citoyens se retrouvent très déçus par rapport au système et aux élites politiques. C'est le cas de Jean-François Cuzin, coordinateur Alliance Rhône-Alpes, qui considère son engagement en Amap comme une véritable forme de participation politique :

« Alors une Amap, pourquoi ? Il y a de multiples raisons. Notamment effectivement une question de politique au sens large du terme, c'est-à-dire qu'à l'époque, ça devait être les présidentielles, et j'en avais un petit peu marre de l'ambiance « jamais content, blabla, ils sont tous nuls », ça me saoulait un peu, donc je me suis demandé, « et toi qu'est-ce que tu fais ? ». »¹⁴¹

¹³⁹ Cf résultats de notre questionnaire, en Annexe.

¹⁴⁰ M. David-Leroy et S. Girou, « Amap, Replaçons l'alimentation au cœur de nos sociétés », Editions Dangles, 2009.

¹⁴¹ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

Dans un monde où les préoccupations économiques guident la plupart des décisions globales prises par les gouvernements et les institutions mondiales, l'individu peut agir via son argent en tant que citoyen.¹⁴²

L'Amap est un exemple original d'un engagement financier individuel qui se combine à un engagement associatif collectif. Il peut être analysé comme une alternative, complémentaire ou contraire au vote. L'Amap peut donc s'identifier à nouvelle pratique de participation politique au caractère non conventionnel mais légale.¹⁴³

Pour certains, le succès de la consommation politique s'explique par l'offre de possibilités d'engagement moins exigeantes sur le long terme, et qui restent réversibles, à l'opposé des engagements syndicaux ou partisans d'avant qui nécessitaient une forte implication.¹⁴⁴ Ce serait pour cette raison que les formes d'action du consumérisme politique séduiraient.

Comme nous l'avons montré, il existe des degrés d'engagement variés au sein de l'Amap ; ce phénomène se retrouve d'ailleurs dans beaucoup d'associations, mais aussi dans les syndicats et les partis politiques. L'Amap a besoin d'un groupe d'adhérents très impliqués pour fonctionner. D'autre part, les Amapiens peu impliqués le reconnaissent eux-même, l'intérêt et le bénéfice de l'engagement en Amap sont proportionnels à l'implication des Amapiens. Enfin, l'engagement est sur une durée de six mois à un an. Certes, il est possible de ne pas le renouveler, mais cela ne distingue pas l'Amap des autres associations, syndicats ou partis politiques dont les cotisations sont souvent à l'année. Nous refusons donc de considérer l'Amap comme une sorte de sous-engagement qui aurait moins de valeur qu'un engagement politique plus traditionnel.

De quelle côté du clivage politique traditionnel se situe l'Amap ? A gauche, à droite ? Certains diront que peu importe après tout. Il nous semble néanmoins intéressant d'aborder la question du point de vue idéologique, et non pas partisan, même si parfois nous nous servons des partis politiques pour l'analyse.

Cette interrogation brûlante n'est évidemment pas sans enjeu sur l'ouverture et la perpétuation du concept. Très peu abordée dans les Amap ou dans le réseau Alliance, elle reflète peut être le besoin de se démarquer de la politique politicienne qui use et abuse de ces étiquettes idéologiques. L'absence d'étiquette partisane par contre vise à conserver l'ouverture de l'association. La couleur politique du réseau est plutôt à gauche au vu de ses origines militantes, mais cela n'est pas mis en évidence explicitement.

Chantal Gehin nous expliquait cependant le retournement de la région Rhône-Alpes au regard de sa politique de subventions à Alliance. Lors des élections régionales en 2004, le Parti Socialiste succède à l'UDF à la tête de la région Rhône-Alpes. Auparavant plus impliquée dans le soutien à des initiatives sur le thème d'une alimentation saine au niveau familiale, la gauche change de direction et soutient activement les Amap.

Les résultats des questionnaires confirment l'hypothèse selon laquelle l'Amap appartiendrait plutôt à la gauche. On peut constater que dans les deux Amap étudiées, plus de 70% des Amapiens se déclarent proches de la gauche libertaire, de l'extrême gauche,

¹⁴² Cf Chapitre 3, I.

¹⁴³ Les politistes distinguent la participation conventionnelle (élection, vote, soutien à un parti politique ou à un syndicat) de la participation non conventionnelle, légale (grève, manifestations, pétitions etc) ou illégale (destruction de biens, séquestration, affrontements physiques, blocage etc).

¹⁴⁴ Ferrando Y Puig et Stéphanie Giamporcaro-Saunière (dir.), « Pour une « autre » consommation », Edition L'harmattan, 2005.

de la gauche et/ou de l'écologie.¹⁴⁵ Julien, adhérent à Alpage, Amap certes ancienne et militante, mais qui reste une association dont les adhérents se renouvellent régulièrement :

« On se retrouve tous sur les concepts d'agriculture respectueuse de l'environnement, la proximité, enfin voilà toutes les choses qui font que les gens sont aux Amap. Effectivement, d'un point de vue politique plus large, c'est des gens, on sent qu'on a un peu tous le même profil, il ne doit pas y avoir grand monde qui vote Sarkozy à l'Amap ! Je pense. »¹⁴⁶

Suite aux échecs des régimes communistes, des révolutions populaires, au tournant de rigueur de Mitterrand et aux aveux de faiblesse du Parti Socialiste quand ce dernier était au gouvernement, et face à la crise actuelle que connaît la gauche et la social-démocratie, on lit souvent que les électeurs et les gens de gauche semblent avoir perdu leurs illusions de changement et qu'un certain pessimisme planerait sur la gauche. Toutefois, les défaites de la gauche institutionnelle n'ont rien à voir avec les initiatives couronnées de succès de la nébuleuse associative, militante et engagée que constitue la gauche de la société civile. L'Amap est un exemple d'initiative concrète mais pas dénuée d'idéologie.

Mais les Amapiens sont-ils conscients du fait que l'Amap est politique ? Sont-ils en accord avec une analyse politique de l'association ? Quels sont les rapports qu'ils entretiennent avec les aspects politiques de l'association ?

28. L'attitude des adhérents : revendiquer, refuser ou nier le caractère politique de leur engagement

Au cours des huit années de développement qu'ont connu les Amap en France, on a pu remarquer une évolution historique chez les adhérents. A l'origine, les adhérents étaient pour la plupart des militants en dehors de l'Amap, alors qu'aujourd'hui, le système est plus ouvert. Entre 10 et 20% des Amapiens qui ont répondu à mon questionnaire se déclarent militants¹⁴⁷. Un panel d'attitudes émerge du côté des adhérents devant les éléments politiques de l'Amap. On a tenté de les regrouper en trois catégories : l'adhérent militant, l'adhérent citoyen et enfin l'adhérent apolitique.

La première est celle de l'adhérent militant qui reconnaît et assume pleinement les aspects politiques de son association. Application concrète de ses idées au niveau individuel, mais également générateur de changements au niveau collectif, il appréhende l'Amap dans toutes ses dimensions. Il est persuadé que toutes les actions, quelles que soient leur échelle et leur envergure peuvent avoir un impact déterminant. Julien, adhérent à l'Amap Alpage, compare son engagement en Amap à d'autres formes d'actions politiques :

« Il y a plusieurs degrés et moyens d'application pour les citoyens qui ont envie de faire des choses, et l'Amap en est un, comme adhérer à un parti politique, soutenir une association, faire du bénévolat, ou autre. Pour moi tout est complémentaire. »¹⁴⁸

L'adhérent citoyen appartient à la seconde catégorie. Il a identifié le caractère politique de l'Amap mais ne se l'approprie pas vraiment. Il qualifie son action de « logique », « normale » et « cohérente ». A l'écouter, être Amapien ne participe d'aucun clivage. Il se

¹⁴⁵ Cf résultats de notre questionnaire, en Annexe.

¹⁴⁶ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

¹⁴⁷ Cf résultats de notre questionnaire, en Annexe.

¹⁴⁸ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

déleste des aspects politiques et militants en se proclamant citoyen et assure qu'il ne fait que participer, comme tout le monde.

Le terme de « citoyen » est très usité dans le monde des Amap. Nous émettons des réserves quant à cette qualification, qui nous semble omettre le caractère revendicatif, transformateur et radicalement politique de cette démarche. Le terme de citoyen renvoie à l'Etat et à son mode d'appartenance : la citoyenneté. Or l'Amap n'a pas pour but de renforcer l'Etat, au contraire, elle permet de le court-circuiter¹⁴⁹. Aujourd'hui, « la citoyenneté peut bien être invoquée, elle ne peut donc plus recouvrir, au mieux, qu'une « attitude » citoyenne, et non renvoyer à une subjectivité. »¹⁵⁰ Elle neutralise ainsi la dimension proprement subjective, mais aussi politiquement engagée de certaines actions, qualifiées de citoyennes.

Jean-François Cuzin, coordinateur d'Alliance Rhône, par exemple, a parfaitement conscience de mener une action politique, il est même rentré en Amap en partie pour cette raison. Mais il ne s'identifie pas à un militant, il préfère le terme de citoyen, plus ouvert. Il n'est pas comme ses parents, qui eux étaient des militants traditionnels.

« Moi, je pars du citoyen, c'est au citoyen de faire de la politique et pas l'inverse ! Dans le système aujourd'hui, c'est pas forcément ça, mais tant mieux s'il y a plein de choses qui se passent citoyennes, l'Amap c'est aussi ça, c'est se réapproprier le champ de la citoyenneté, voilà. » « Moi dans mon esprit, l'Amap c'est quand même un endroit qui est militant ! (...) Moi je ne me considère pas vraiment comme un militant, moi je suis un citoyen et je fais ma part. Et j'y retrouve un intérêt, ça c'est plus personnel. Mais voilà je fais ma part. »¹⁵¹

On retrouve ces hésitations et ce même attachement au terme de citoyen chez Jonathan également qui voit dans l'Amap une manière simple d'être en cohérence avec ses idées :

« J'avais envie de manger des légumes différents, de manger un peu mieux, ça me paraît assez logique, ça me paraît comme une démarche un peu cohérente (...) c'est du militantisme de bas étage, voilà, c'est pas... Ca révolutionne pas le monde non plus ! C'est juste quelque chose de normal, ce serait bien si c'était plus développé, bon effectivement, quand j'en parle je fais de la pub, oui s'il y avait plus de gens qui le faisaient, ce serait bien (...) c'est un acte facile en accord avec des idées globalement sur le monde. »¹⁵²

Mais si Jonathan ne se considère pas comme un militant, c'est parce qu'il sait qu'il n'est pas très investi dans son Amap et qu'il est plus du type de l'adhérent bénéficiaire. Il pense que l'adhésion en Amap ne va pas plus loin qu'un simple acte de consommation différent. Cependant, il a la volonté de s'impliquer plus, ce qui signifie qu'il souhaite évoluer du côté militant, aspect qu'il reconnaît par la suite de l'entretien comme faisant partie intégrante de l'Amap.

Notons que les deux premiers groupes d'Amapiens avouent parler autour d'eux de l'Amap, et tenter parfois de convaincre leurs ami(e)s ou leurs familles d'y adhérer. S'ils en font la promotion, cet acte a donc une certaine importance pour eux. Jonathan nous explique qu'en cas de déménagement, il chercherait une autre Amap, et qu'il aurait tendance

¹⁴⁹ Cf chapitre 6 de cette étude.

¹⁵⁰ H.L'Heuillet, « Un citoyen entre les chiffres », *Journal Français de Psychiatrie*, n°19, 2003/2

¹⁵¹ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

¹⁵² Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

à essayer d'en créer une, s'il n'y en avait pas.¹⁵³ On peut donc rapprocher ce comportement à un comportement militant qui essaie de recruter des adhérents potentiels et tente de reproduire le modèle.

La troisième et dernière catégorie d'Amapien regroupe ceux que nous nommerons les adhérents apolitiques. Ils refusent de manière explicite le caractère politique de l'Amap qu'ils nient. Ils ne croient pas aux potentialités de changement de l'Amap, et n'en font pas vraiment la promotion à l'extérieur. Cette position nous rappelle le phénomène d'évitement du politique, analysé par Eliasoph dans les associations¹⁵⁴, qui invalide la thèse de la formation de l'esprit civique via le phénomène associatif. L'association ne faciliterait pas la prise en compte de la dimension politique de son action. En effet, en raison d'une confiance amoindrie dans les institutions politiques, les adhérents préfèrent se concentrer sur des tâches concrètes qu'ils ne relient pas au politique. Stéphane Spatola, adhérent à une Amap à Villeurbanne, pense que les Amapiens ne sont pas là pour faire de la politique ou avoir des discussions publiques. Il réduit l'Amap à un choix, et non pas un engagement. Ce choix relèverait plus de l'ordre de l'existence individuelle.

« Je pense que ça relève plus du choix personnel, enfin en tous cas, c'est plus mon positionnement personnel, et celui que j'ai l'impression de trouver dans les adhérents que je connais. Voilà, on a assez peu de militants ou qui font d'autres choses par ailleurs. C'est quand même des gens qui réfléchissent à leur condition de consommateur, qui remettent en cause des modèles, etc, qui apprécient l'agriculture bio mais au-delà ça, je ne suis pas certain que ce soit des gens qui font la promotion de ça ou qui en tire un positionnement personnel par rapport à la politique, aux choix nationaux, internationaux sur l'agriculture. Je crois que c'est plus une opportunité de saisir un mode de consommation différent. »¹⁵⁵

Néanmoins, parmi ces adhérents apolitiques, certains ont encore confiance dans le système politique représentatif pour faire advenir des changements plus globaux. Cela apparaît contradictoire, mais ils possèdent une conception classique de la participation. Le choix de l'Amap n'est qu'un petit plus dans la vie quotidienne. Une réforme ne serait possible que par des prises de position forte de la part de la puissance publique, à l'échelon national et supranational.¹⁵⁶ Stéphane Spatola, adhérent à une Amap à Villeurbanne :

« On a trop souvent tendance à faire passer l'acte d'achat au même plan qu'un bulletin de vote, c'est vrai qu'aujourd'hui, les gens ont l'impression qu'en achetant qu'ils peuvent modifier les choses, c'est vrai mais c'est pas ça qui va changer en profondeur une situation politique. Un acte d'achat, ça ne remplace pas un bulletin de vote, et un bulletin de vote, ça a sans doute plus de pouvoir au final, même si individuellement, on s'en rend moins compte qu'un acte d'achat anodin. »¹⁵⁷

Cependant, l'adhérent-apolitique adopte un peu le comportement de l'autruche. Tout d'abord, un Amapien peut ne pas être impliqué dans son association et ne pas s'identifier à un militant, cela ne signifie pas qu'il ne possède pas un positionnement personnel et plus global sur la politique agricole. Robert, adhérent à la Guill'Amap, peu impliqué dans son Amap, nous explique qu'il refuse l'agriculture conventionnelle, et qu'en participant à

¹⁵³ Entretien n°9 : Entretien avec Jonathan Vahe et Sophie Hautefeuille, à Lyon, le 3/07/09

¹⁵⁴ S. Duchesne, « Nina Eliasoph, Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life », *RFSP*, vol 45, n°6, p858-860, 1999

¹⁵⁵ Entretien n°7 : Entretien avec Stéphane Spatola, à Lyon, le 9/06/09

¹⁵⁶ Ferrando Y Puig et Stéphanie Giamporcaro-Saunière (dir.), « Pour une « autre » consommation », Edition L'harmattan, 2005.

¹⁵⁷ Entretien n°7 : Entretien avec Stéphane Spatola, à Lyon, le 9/06/09

l'Amap, il a le sentiment de soutenir une autre agriculture¹⁵⁸. D'autre part, tous les Amapiens interrogés, même les adhérents apolitiques, n'agissent pas seulement en fonction de leurs intérêts personnels, puisqu'il y a au moins l'intérêt de l'agriculteur qui est mis en avant dans chaque témoignage. Il s'agit donc d'un intérêt partagé.

29. Une nouvelle forme d'engagement politique : un concret politique

L'engagement en Amap repose sur des bases anciennes, mais possède également des caractéristiques originales. En effet, l'Amap réconcilie des dimensions que l'on oppose trop souvent quand on parle de militantisme, d'engagement politique ou encore de participation politique. L'Amapien accomplit à la fois un acte individuel et collectif, financier et associatif, et particulièrement concret et théorique.

Est-ce un fait nouveau ? Les engagements ont-ils vraiment changé ? « A la dépréciation de l'engagement intellectuel, politique ou religieux répondrait une valorisation des engagements de proximité, pragmatiques, circonscrits et affranchis à l'égard des organisations. Les engagements restent construits sur des logiques symboliques fortes, une mobilisation d'un sens pour soi, pour les autres et avec les autres dans une époque donnée qui selon les cas, se recomposent sur des supports institutionnels, sur des organisations rationnelles ou dans des groupes plus informels. »¹⁵⁹ Cette analyse des engagements contemporains est utile pour tenter de cerner l'engagement Amap. En effet, l'Amap est à la fois intellectuelle et pratique, indépendante et reliée à un réseau militant. Elle concerne l'intérêt individuel mais prend un sens plus large et politique pour d'autres. L'Amap prend la forme d'une association instituée ou d'un groupe informel. Ancrée dans les modes anciens d'engagement, l'Amap introduit des éléments nouveaux.

L'Amap s'identifie également à une « préfiguration politique », selon laquelle il faut agir maintenant comme on voudrait le faire dans le futur, ou dans un monde idéal.¹⁶⁰ On parle aussi d'utopie mise en pratique. Comme on a pu le voir tout au long de cette première partie, l'Amap mobilise des éléments théoriques et les met en application. Chantal Gehin, coordinatrice d'Alliance Isère :

« La difficulté pour nous, pour Alliance, c'est qu'on touche un peu à tout, l'économie sociale et solidaire, l'agriculture, l'environnement, le monde des consommateurs... donc personne ne nous reconnaît comme étant des leurs quelque part. On est toujours un peu des OVNI (...) Au moins l'AMAP, c'est concret. »¹⁶¹

Nous remettons ainsi en question l'analyse de Lamine selon laquelle les Amap ne s'apparentent pas à « une expérience ou un mouvement qui agissent en fonction d'un modèle idéal et futuriste, mais proposent une mise en œuvre de pratique et de formes de vie différentes aujourd'hui. »¹⁶² Des valeurs, des concepts théoriques et même une vraie vision du monde sous-tendent les pratiques des Amapiens, qui mènent une action pratique. C'est pourquoi nous parlons d'expérience politique, afin de réunir ces deux aspects : le concret et le politique.

¹⁵⁸ Entretien n°8 : Entretien avec Robert Dubost, à Lyon, le 26/06/09

¹⁵⁹ S. Nicourd, « Les engagements ont-ils vraiment changé ? », *Sociologies Pratiques*, n°15, 2007/2

¹⁶⁰ T. Jordan, « S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs... », Ed Autrement, 2003.

¹⁶¹ Entretien n°2 : Entretien avec Chantal Gehin, à Lyon, le 25/02/09

¹⁶² C. Lamine, « Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ? », Editions Yves Michel, 2008.

Les Amap constituent un lieu d'expérimentation politique original, du fait aussi de leur petite échelle. Jean-François Cuzin, coordinateur d'Alliance Rhône, en est conscient :

« Quelque part, à un moment dans notre démarche, on remet en cause un petit peu comment le monde, enfin le monde, si enfin comment les institutions fonctionnent, en terme de représentativité, etc, sur 60 millions d'habitants ça peut se comprendre, maintenant on est dans un groupe de 50 personnes, il y a d'autres choses, tu peux aborder les choses totalement différemment. »¹⁶³

L'engagement plus large du consommateur est souvent mis en exergue et valorisé alors que nous avons pu remarquer que l'engagement du producteur est souvent minoré dans la présentation de l'Amap. Sous prétexte qu'il s'agirait de son métier, la dimension de l'engagement du producteur au sens politique du terme est souvent peu souligné. Nous tenons à le mentionner, mais nous sommes conscients de la limite de notre étude puisque nous ne disposons de seulement deux entretiens d'agriculteurs, qui sont tous les deux très militants.

Ces pratiques en AMAP en plus d'être politiques en elle-même, vont induire des changements au niveaux de l'individu qui va s'insérer dans un groupe, développer sa prise de conscience et réaliser des apprentissages, dans les domaines de la consommation et de l'agriculture. L'Amap s'insère également dans un maillage d'associations, et d'autres combats plus directement militants.

¹⁶³ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

Partie 2. La place de l'Amap au sein de l'espace politique

Après avoir tenté d'analyser en détails et de définir l'engagement Amap du point de vue la sociologie et des sciences politiques, tout en nous appuyant sur des éléments d'économie politique, nous allons nous pencher sur la place particulière de cette association originale dans l'espace politique. Autrement dit, quels sont les impacts de l'Amap sur l'individu et sur le collectif des Amapiens, sur les combats plus globaux et sur les sphères institutionnelles et économiques ? Un processus d'apprentissage et de prise de conscience prend naissance dans l'Amap et se développe en fonction de l'implication des Amapiens et de la dynamique du groupe (chapitre 4). Si l'association s'avère de plus en plus connue du grand public, les combats plus globaux concernant l'agriculture biologique, la politique agricole ou encore la politique foncière peinent à mobiliser les foules (chapitre 5). L'Amap peut en être la porte d'entrée. Enfin, l'Amap influence-t-elle les institutions et la sphère commerciale ? Il nous faudra alors examiner les liens de l'Amap avec l'Etat et identifier les risques de récupération marchande et politique du concept (chapitre 6).

Chapitre 4. Prendre conscience et apprendre au sein du groupe Amap

Nous aborderons dans un premier temps la création du groupe Amap et les relations de socialisations qui se mettent en place, ainsi que les articulations entre l'engagement individuel et collectif. Ensuite, nous montrerons par quels moyens l'adhérent peut continuer et approfondir sa prise de conscience des problématiques relatives à l'Amap, et que cela peut déboucher sur des changements perceptibles de pratique de la part des adhérents. Enfin, l'éducation est également un des éléments fondamentaux de l'Amap, basés sur la pratique.

X. Création du collectif et socialisation

« Dans le mode de la délégation, le consommateur agit seul ; l'acte d'achat reste un geste individuel, même lorsqu'il prend une dimension politique. Dans le mode de la responsabilisation, il s'engage dans un collectif avec lequel il va devoir composer et à travers lequel il agit politiquement. »¹⁶⁴ Ainsi, l'engagement en Amap n'est pas concevable sans la création d'un groupe (1) au sein duquel se joue un processus de socialisation (2) qui aboutit au passage de l'engagement individuel à l'engagement collectif (3).

30. La création du groupe

¹⁶⁴ C. Lamine, « Les nouveaux consommateurs militants », Site Internet de l'INRA. URL : http://www.inra.fr/les_partenariats/collaborations_et_partenaires/entreprises/en_direct_des_labos/les_nouveaux_consommateurs_militants. Consulté le 19 Avril 2009.

Le groupe se crée de manière formelle via la communication, de manière sociale via les relations entre les adhérents et de manière solidaire auprès du producteur. La question de la communication au sein du groupe n'est pas seulement une question d'organisation mais elle reflète les valeurs des Amap.¹⁶⁵ Elle passe par Internet via le blog et les listes de diffusion, et elle se fait de manière orale lors de la distribution. Ce moment de la distribution est d'ailleurs central pour cette raison. Jean-François Cuzin nous explique sa conception de la construction d'un groupe :

« Le fait qu'il y ait un groupe soudé avec toutes ses différences, ça joue vachement sur l'ambiance, sur ce qui peut se faire, ou pas se faire, et c'est hyper important, et du fait que je sois président de ce truc, déjà je connaissais tous les prénoms, sur 50, et on a essayé vraiment de faire un groupe, on l'a travaillé, tu vois, t'es sur ta distri, mais en même temps, c'est aller vers les gens, c'est un gros travail à faire, mais c'est sympa à faire, c'est pas le sacerdoce, c'est un truc sympa à faire, quelque part c'est aussi un jeu, je veux dire, tu as un côté ludique, mais ça c'est important. »¹⁶⁶

Le groupe Amap comporte les adhérents, mais quelle est la place de l'agriculteur ? L'agriculteur fait partie de l'Amap, en étant rarement dans les faits adhérent formel de l'association. La relation de déséquilibre entre les Amapiens et l'agriculteur au sein de l'Amap peut conduire à certaines dérives. Entre autres, « des rapports de domination pourraient se mettre en place entre des consommateurs disposant d'un fort capital social et culturel et un agriculteur dont le revenu dépendra de la solidité de l'engagement des membres de l'AMAP »¹⁶⁷. Néanmoins, l'agriculteur en Amap semble disposer également d'un fort capital culturel. Il dispose également de cette supériorité intrinsèque à sa condition de producteur : il connaît parfaitement le domaine de l'agriculture et il crée quelque chose via ses cultures, alors que l'adhérent ne fait qu'acquérir ses produits. Pascal Vigneret, agriculteur en Amap, l'a bien compris :

« Syndicalement, politiquement, personnellement, je suis crispée par ces gens qui se payent leurs jardiniers comme avant. La relation consommateur-producteur est égalitaire mais inégalitaire. Le consommateur mange et achète. Le producteur produit et vend. On peut être à égalité mais complètement différent. Cela n'empêche pas la solidarité avec les gens. Les erreurs techniques, de culture sont de l'entière et unique responsabilité du producteur. Mais les Amapiens doivent assumer les aléas. A la Guill'Amap, les gens sont jeunes, n'ont pas du tout le même vécu que lui, mais il y a une prise au sérieux mutuelle. Avec le respect mutuel, il y a une discussion saine. »¹⁶⁸

31. Création de lien et convivialité

Ainsi la création de liens de multiples natures se réalise au sein de l'association. Les membres de l'Amap se rencontrent lors des premières réunions, et ensuite se croisent de façon hebdomadaire durant la distribution. Denise Vuillon met en avant la nécessité de l'accueil :

« Pour combattre l'anonymat des grandes surfaces, j'ai beaucoup tenu à ... j'ai fait comme je l'avais vu fonctionner aux Etats-Unis : les gens donnent leur nom et ils sont

¹⁶⁵ Cf chapitre 2

¹⁶⁶ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

¹⁶⁷ P. Mundler, « Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en Rhône-Alpes, entre marché et solidarité », Ruralia, 2007-20, mis en ligne le 14 juin 2008. URL : <http://ruralia.revues.org/document1702.html>. Consulté le 18 mai 2009

¹⁶⁸ Entretien n°5 : Entretien avec Pascal Vigneret, à Lyon, le 13/05/09

accueillis. Tandis que sur une feuille où le consommateur signe, c'est l'anonymat aussi, (...) je voulais pas qu'on se coche soi-même, je tenais vraiment à ce qu'on soit accueilli »¹⁶⁹

Notons toutefois que l'accueil n'est pas toujours fait dans de bonnes conditions. En effet, cela nécessite la présence d'une personne supplémentaire chargée de l'accueil, en plus de celles qui font la distribution. La plupart du temps, ce sont les personnes qui distribuent qui répondent aux questions des adhérents et des curieux. D'où le temps pour l'Amapien de prendre ses repères :

« Si, il y a un truc qu'on pourrait reprocher, c'est quand tu es un nouvel arrivant et que tu arrives à la première distribution, et t'arrives, et les gens ils te disent bonjour, et c'est tout et tu vois les légumes, et tu te dis, qu'est-ce que je fais, je prends, je m'en vais, pour ça, rentrer dedans, au début, quand tu n'y vas pas souvent, tu ne sais pas trop ce que tu fais là. »¹⁷⁰

Le climat est cordial, et les sujets de discussion vont des légumes aux nouvelles personnelles en passant par des discussions sur l'agriculture ou même plus politiques. Certes, on peut observer parfois des files d'attente qui se forment en cas d'arrivée soudaine d'un nombre important d'adhérents, et qui ne favorisent pas la discussion, mais il n'est pas rare que les gens s'arrêtent discuter un moment. Les Amapiens lors des entretiens ont tous confirmé que c'était un moyen de rencontrer des nouvelles personnes.

Par contre, la dynamique du groupe va dépendre énormément de l'investissement des membres de l'association. Pour éviter que la distribution se résume seulement à récupérer son panier et partir rapidement, les Amapiens doivent faire des efforts et y consacrer du temps.

« S'investir dans une Amap, aussi, c'est voilà tu as un moment donné de 1h30, 2h par semaine, t'es là, t'es présent, il y a une ambiance, tu prends un apéro. Moi je connais des Amap, notamment celle où j'étais avant, Cusset, mais toutes les semaines, c'est apéro sur apéro, c'est l'orgie, truc de fou, même l'hiver, à moins 10, on était dehors, les gens, ils restent. Bon après on était pas 50, mais facile un bon groupe de 20 personnes, blablabla, ça participe ! Si à un moment, tu vas t'y retrouver, plutôt que d'aller faire la queue comme un con à Carrefour, ben c'est peut être mieux de venir là, ne serait-ce que sur le plan social, parce qu'il y a aussi cet aspect-là, faut pas rêver. »

C'est également l'occasion d'échanger avec l'agriculteur. Julien, adhérent de l'Amap Alpage :

« Ça te permet d'avoir un peu plus de relation avec l'agriculteur, de l'aider à décharger, c'est sûr que lors des distributions, il regarde un peu les visages, mais quand tu passes une heure avec lui, à faire les paniers, forcément ça tisse un peu plus de lien. »¹⁷¹

Les échanges peuvent devenir plus amicaux et plus profonds en cas de mise en place d'activités d'animation au sein de l'Amap comme des apéros lors des distributions, des visites de la ferme, ou d'autres moments où le groupe Amap se réunit.

« C'est même plus que cordial, c'est convivial, de temps en temps, ça arrive qu'il y en a qui préparent un petit truc à grignoter, quelque chose comme ça, on discute, là il n'y a pas

¹⁶⁹ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

¹⁷⁰ Entretien n°9 : Entretien avec Jonathan Vahe et Sophie Hautefeuille, à Lyon, le 3/07/09

¹⁷¹ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

si longtemps, il y avait le viticulteur qui était là donc c'est sûr qu'autour d'un petit verre de rouge, ça va mieux pour papoter un coup. »¹⁷²

Face au délitement du lien social, et de la raréfaction des espaces d'échanges non économiques qui constituent pourtant l'espace public au sens d'Habermas, la dimension de socialisation en dehors des instances de socialisation classiques comme la famille ou l'école reste très forte. L'espace temporel et physique de l'Amap rassemblant des individus autour de la nourriture, prend une forte valeur symbolique.

32. De l'engagement individuel à l'engagement collectif

Comment se fait le passage du contrat individuel à l'engagement collectif ? Tout d'abord, la dimension collective provient de la « désolidarisation des actes individuels produits par le marché et la mise en place d'une solidarité de fait entre les individus de ce collectif pluriel. »¹⁷³ L'addition de tous ces engagements individuels forment un engagement collectif mais pas seulement.

On peut également observer un phénomène d'appropriation de l'Amap par le groupe d'adhérents. L'emploi des expressions « notre Amap » ou encore « notre producteur » montre bien la présence de l'engagement collectif qui fait que l'adhérent se sent appartenir à un tout. Un lien affectif peut se développer par rapport à l'Amap et à ses adhérents.

L'engagement formel du groupe s'exprime également lors des moments de prise de décision collective, comme durant les assemblées générales ou les réunions, ou lorsque les membres de l'association doivent faire face à des aléas de production qu'ils assument collectivement avec le producteur.

Enfin la dimension collective est présente lors du processus d'essaimage qui vise à créer d'autres Amap. L'engagement de l'Amapien ou du producteur qui va aider à la mise en place de nouvelles Amap peut être qualifié de collectif car il permet à la fois le prolongement de son propre engagement et de créer les conditions de l'engagement des autres.

XI. Prise de conscience des enjeux sociaux et politiques liés à l'agriculture et à l'environnement

L'Amap permet de déclencher ou de poursuivre une prise de conscience au niveau des enjeux sociaux et politiques des politiques agricoles, environnementales mais également sur la société de consommation. Il s'agit bien entendu d'un long processus, qui nécessite plusieurs saisons d'adhésion, et qui passe par différents canaux : l'agriculteur (1), les autres adhérents (2), les animations de l'Amap (3), des combats plus directement militants (4). Cette prise de conscience mène à des changements progressifs dans les pratiques des adhérents (5).

Cette prise de conscience ne nécessite pas forcément une implication forte des adhérents dans l'association, puisque déjà les légumes enseignent, mais elle se fait plus rapidement si l'adhérent s'investit.

« Pour la personne qui quand même s'intéresse, qui se demande comme elle mange, qui se pose des questions, c'est assez ouvert, parce que je pense, que malgré tout, même

¹⁷² ibid

¹⁷³ C. Lamine, « Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ? », Editions Yves Michel, 2008.

si on tient un discours (...) ça permet à des profils variés de personnes de rentrer dans le système et après libre à chacun d'aller plus loin ou pas dans son cheminement. »¹⁷⁴

33. Via l'agriculteur

L'agriculteur est un personnage absolument central et indispensable dans l'Amap. La proximité du producteur et du consommateur favorise un lien direct entre eux.¹⁷⁵ La discussion et l'échange entre les deux sont plus qu'encouragés, durant le moment de la distribution mais aussi pendant la visite de la ferme. L'adhérent peut ainsi mieux connaître le métier d'agriculteur, en découvrir les bénéfices et les difficultés mais également être sensibilisé aux problématiques agricoles en lien avec les aspects sociaux et environnementaux en discutant avec le producteur. Il peut prendre conscience des transformations profondes de l'agriculture depuis 1945 : modernisation, baisse drastique du nombre d'agriculteurs, baisse des prix, agriculture conventionnelle polluante, désastre écologique et dégradation de l'image des agriculteurs. L'agriculteur est d'ailleurs requis de présenter sa démarche agricole, écologique et sociale à la création de l'Amap, et doit faire preuve de transparence quant à ses pratiques. Jean-François, adhérent en Amap, nous raconte comment il s'est familiarisé avec le questionnement autour de l'agriculture biologique par l'Amap :

« Moi je ne suis pas arrivé par ce biais là, moi je l'ai surtout abordé en fait, parce que nous on a un contrat à mon ancienne Amap, c'est un contrat sur trois ans, donc moi je l'ai signé sur trois ans, c'est du vin, en l'occurrence le producteur est, parce que moi j'aime bien le vin, le producteur est en conversion bio. C'est vrai que nous le questionnement bio, c'est pas ce biais là que cela m'a questionné, parce-que je suis allé le voir, on a fait les vendanges, je suis allé chez lui, j'y vais régulièrement, tout le questionnement bio, moi il me vient de ce biais là. »¹⁷⁶

La sensibilisation à ces questions se fait pour ainsi dire en douceur et de manière complètement différente par rapport à un livre, une conférence, un film ou encore un cours théorique sur ces problématiques. L'Amap nous connecte à l'agriculture, qui devient partie prenante de notre vie quotidienne puisque la distribution est inscrite sur notre agenda de façon hebdomadaire. Les membres de l'association deviennent ainsi plus sensibles et réceptifs à ces problèmes car ils les touchent personnellement.

Le lien ville-campagne est également revendiqué dans les Amap mais il reste à nuancer. L'agriculteur ne représente que symboliquement la campagne, puisqu'il vient souvent de la zone périurbaine, en périphérie des villes. Mais il est vrai qu'il peut se vivre comme un échappatoire par les citadins, qui sont heureux de quitter la ville lors de la visite de la ferme ou pour donner un coup de main au producteur.

34. Via les autres adhérents

Les autres adhérents de l'Amap constituent également un tremplin pour permettre une certaine prise de conscience. L'Amap rassemblent des gens qui ont certes des idées communes mais qui peuvent aussi diverger par leurs opinions ou par leurs priorités, ce qui fait la richesse du groupe Amap. « La force des Amap : arriver à réunir des personnes

¹⁷⁴ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

¹⁷⁵ Principe 10, Charte des Amap, Alliance Provence, 2003.

¹⁷⁶ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

qui ne font pas partie des mêmes cercles et qui apprennent progressivement à fonctionner ensemble. »¹⁷⁷

L'adhérent peut découvrir d'autres luttes, via les adhérents qui sont déjà militants à l'extérieur de l'Amap ou bien via le réseau Alliance. L'Amap peut ainsi s'apparenter à un lieu de rencontre des différents engagements. Dans des Amap particulièrement militantes, un échange autour des expériences militantes est possible. En même temps, les autres adhérents peuvent se familiariser avec ce monde particulier, souvent un peu opaque pour le grand public. L'Amap, de par sa pluralité, a peut être un rôle à jouer dans un but de convergence des combats politiques.

35. Via des animations au sein de l'Amap

D'autres activités annexes à l'Amap peuvent être réalisées dans le cadre de l'association. On parle souvent d'« animation ». Le principe 18 de la charte précise la mise en place d'une « une sensibilisation des adhérents de l'Amap aux particularités de l'agriculture paysanne ». Des conférences-débats, des initiations, des projections de film ou encore des expositions sont régulièrement mises en place dans les Amap. Cela permet à la fois de replacer l'Amap dans son contexte théorique et politique, d'approfondir une question ou encore tout simplement d'échanger des idées entre membres de l'association. Il nous semble primordial de développer cet aspect des Amap pour ne pas se limiter au panier.

36. Via des combats plus globaux

L'Amap peut donner l'occasion de mener un combat particulier avec le groupe des adhérents, sur la politique foncière, agricole ou commerciale. Cela semble assez rare, mais le cas s'est présenté dans la première Amap de France avec le couple des Vuillon et leur lutte contre le tramway. Le groupe des adhérents en Amap s'était largement mobilisé pour aider les Vuillon à combattre le tramway qui allait investir de l'espace au profit de zones cultivables. Ce combat militant a eu pour conséquence de la part du groupe des adhérents une prise de conscience de l'importance du maintien de l'agriculture en zone urbaine. Denise Vuillon témoigne :

« On s'est mobilisé beaucoup. Voilà c'est là que les gens ont tellement pris conscience qu'ils ont demandé à ce que soit d'utilité publique une ferme qui nourrisse autour d'une ville (...). C'est politique, politique foncière, préservation des terres. »¹⁷⁸

37. Un changement de pratiques : l'Amap, vecteur de transformation individuelle

A travers cette prise de conscience, ce ne sont pas seulement les idées personnelles qui changent mais également les pratiques des adhérents. En effet, beaucoup de membres d'Amap avouent avoir modifié leurs pratiques depuis leur adhésion.

« Ces pratiques ne sont pas, en effet, la déclinaison d'une philosophie générale des AMAP. Ce serait plutôt l'inverse : ce sont ces pratiques qui conduisent à découvrir ou redécouvrir progressivement un certain nombre de valeurs. La convivialité, la confiance,

¹⁷⁷ M. David-Leroy et S. Girou, « Amap, Replaçons l'alimentation au cœur de nos sociétés », Editions Dangles, 2009, p55.

¹⁷⁸ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

l'autogestion en sont des exemples. Ces valeurs « pratiques » modifient sensiblement le comportement de ceux qui participent aux Amap au quotidien. »¹⁷⁹

L'Amap est souvent décrite par les Amapiens comme le déclencheur d'un changement des pratiques de consommation et d'alimentation. Souvent, il y avait déjà un élément qui avait enclenché le processus, comme par exemple l'arrivée d'un enfant ou des problèmes de santé. Entre la Guill'Amap, en place depuis deux ans, et l'AmaPopote fraîchement créée, la différence est notable : 88% des adhérents font leurs courses au supermarché à l'AmaPopote contre seulement 63% à la Guill'Amap.¹⁸⁰ Il semble que leur âge soit une variable d'explication. Les adhérents en Amap semblent plus aptes à se tourner vers d'autres modes de consommation alternatifs à la grande distribution. Chez l'adhérent Olivier, on constate une évolution dans le choix des lieux d'achat et des produits.

« J'achète quasiment pas de légumes en supermarché, enfin moins, je vais beaucoup au marché, et je complète en fait, parce qu'on a pas beaucoup de fruits, alors forcément. Mais c'est vrai que ça a changé ma manière de consommer, comme j'ai des légumes, j'ai plus le besoin d'en acheter. Mais s'il m'en manque, je vais faire attention quand je vais aller au supermarché, à l'origine, si je peux acheter bio au supermarché, je le ferai, si je peux acheter bio ailleurs, je le ferai, voilà. »¹⁸¹

L'Amap change également le mode d'alimentation. Elle permet une consommation régulière et variée de légumes frais et locaux, et également d'autres produits sains et locaux comme le pain, les fruits ou encore le fromage. Sophie, adhérente en Amap, admet qu'elle a changé son alimentation avec l'Amap et qu'elle mange plus de légumes qu'avant.¹⁸²

XII. Une dimension éducative privilégiée : l'Amap, un espace d'apprentissage

Au delà de la sensibilisation aux aspects idéologiques de l'Amap, la dimension éducative est réelle et comporte des visées plus pédagogiques. Différents moyens d'apprendre sont possibles au sein de l'Amap (1). La richesse et l'originalité de cette éducation associative réside dans le fait qu'elle est basée principalement sur l'expérience, à l'inverse de l'éducation à la française qui est plus orientée sur la théorie, et où le savoir intellectuel est plus valorisé que le savoir technique (2). Cet apprentissage est accessible à tous les adhérents et fonctionne de manière non hiérarchique sur le mode de l'éducation populaire (3).

38. Plusieurs canaux d'apprentissage

Différents éléments sont utilisés pour apprendre à l'école Amap. L'agriculteur, source de savoirs théoriques et pratiques, est bien entendu le premier professeur. En faisant preuve de pédagogie, il peut ainsi expliquer sa démarche agricole, environnementale et sociale, son mode de fonctionnement, l'organisation de ses cultures et de sa ferme etc. David, président de l'AmaPopote, souligne le fonctionnement horizontal de l'apprentissage :

¹⁷⁹ M. David-Leroy et S. Girou, « Amap, Replaçons l'alimentation au cœur de nos sociétés », Editions Dangles, 2009, p49.

¹⁸⁰ Cf résultats de notre questionnaire, en Annexe.

¹⁸¹ Entretien n°6 : Entretien avec Olivier Ronna, à Lyon, le 1/06/09

¹⁸² Entretien n°9 : Entretien avec Jonathan Vahe et Sophie Hautefeuille, à Lyon, le 3/07/09

« L'idée, c'est aussi que cet échange ne se fasse pas de manière unilatérale, c'est coproductif, c'est que le producteur apprend aussi du consommateur. »¹⁸³

Les légumes en eux-même se révèlent faire l'objet d'apprentissages multiples. Les adhérents doivent en effet déjà les reconnaître puisque certains sont méconnus. On peut ainsi observer un processus de découverte de certains aliments, et même de redécouverte des aliments frais, qui s'accompagne d'un véritable plaisir de manger des aliments nouveaux, sains et de bonne qualité gustative. Julien nous raconte sa rencontre émouvante avec les épinards frais :

« Je connaissais déjà bien les épinards, mais je ne connaissais pas les épinards frais, effectivement, le premier coup où j'ai pris mes épinards, je les ai fait revenir dans une poêle, avec un peu de crème fraîche et un petit bout de chèvre et j'ai découvert un goût, que franchement, quand j'y repense, j'en ai presque la larme à l'œil, c'était excellent, j'ai même appelé ma mère pour lui dire : Comment ça se fait que tu m'as jamais fait mangé ça ? »¹⁸⁴

Certains agriculteurs sont intéressés par la biodiversité, qu'ils mettent en pratique en choisissant de varier les légumes cultivés dans un but de préservation des espèces. C'est alors un atout formidable pour les adhérents qui vont faire la découverte d'anciennes variétés de légumes. Les membres des Amap apprennent également comment et à quel moment les cultiver, et surtout comment les cuisiner. Sophie, membre d'une Amap :

« Oui, au niveau de notre alimentation, on a carrément changé, ça c'est sûr. Déjà on a été obligé de se mettre à la cuisine, voilà et puis c'est rigolo de se renseigner, les légumes que tu choppes dans les paniers, tu ne les connais pas, il faut essayer de trouver sur Internet comment ça s'appelle déjà, ensuite comment ça se mange, comment, enfin, c'est super intéressant. »¹⁸⁵

Internet est là un des moyens privilégiés par les adhérents pour apprendre non seulement sur l'agriculture paysanne ou biologique mais aussi sur les légumes. Néanmoins, il ne faut pas non plus négliger la discussion avec les producteurs, et l'échange de conseils et recettes entre adhérents.

L'apprentissage est privilégié lors de la visite de la ferme, qui a lieu le plus souvent une fois par saison ou par an. C'est souvent à ce moment que l'agriculteur présente sa ferme et son mode de fonctionnement et que les Amapiens découvrent d'où viennent leurs légumes et le monde concret de l'agriculture. Notons également quelques expéditions sporadiques à la ferme pour aider le producteur au désherbage par exemple, qui peuvent permettre d'approfondir les connaissances.

Enfin, l'expérience associative n'est pas spécifique à l'Amap mais il tient tout de même de la mentionner. Pour le petit groupe d'Amapiens impliqués dans la gestion de l'association, il s'agit d'une expérience riche qui permet d'acquérir des savoirs liés à l'organisation, la communication, la résolution de conflits, l'animation ou encore la coordination. Ces compétences ne sont ensuite pas inutiles pour la gestion d'autres associations ou même dans le milieu professionnel.

39. Un apprentissage basé sur l'expérience

¹⁸³ Entretien n°1 : Entretien avec David Caubel, à Lyon, le 11/02/09

¹⁸⁴ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

¹⁸⁵ Entretien n°9 : Entretien avec Jonathan Vahe et Sophie Hautefeuille, à Lyon, le 3/07/09

Manger des légumes de saison, planter des arbres ou encore aider à la distribution sont des pratiques qui enseignent véritablement. « Entre une connaissance acquise par des voies virtuelles, apparemment très riche, et une expérimentation concrète, on aura de plus en plus tendance à croire que c'est la première qui l'emporte en profondeur. Et c'est ainsi que l'abstraction prend la place du concret. L'individu se sépare de ses propres sources d'expérience, les met en doute, les sature, et met alors à la place les informations".¹⁸⁶

L'Amap propose alors une ré-appropriation du monde qui nous entoure et favorise un lien concret aux choses. L'expérience sensible et tangible permet de compléter les connaissances théoriques que l'on possède. L'Amap titille les sens : l'odorat, le goût, le toucher et la vue sont effectivement en pleine activité. C'est pourquoi nous suggérons de parler d'expérience Amap. Elle commence avec le légume pour nous emmener jusqu'à celui qui le produit, puis au lieu où il est cultivé et enfin à la démarche dont il est l'aboutissement.

Un Amapien met en avant cette dimension pratique de l'Amap qu'il apprécie pleinement :

« C'est vrai que moi j'ai beaucoup besoin de pratique aussi ! Pour le vin, j'ai eu l'opportunité d'aller voir comment ça se passait, concrètement tu peux discuter de la taille, de la vigne, mais la vigne tu l'as sous le nez quoi, les visites de ferme, j'en ai fait mais pas tant que ça en fait et puis après il y a visite et participer, faire des travaux, bon après c'est vrai qu'on a planté des choux, des plants de salade, et tout donc là c'est bête, c'est basique, mais tu rentres dans le truc, concrètement (...) c'est qu'il me faut du concret. »¹⁸⁷

Nous pensons que cette dimension pratique constitue un élément à préserver absolument. Les adhérents doivent être vivement encouragés à participer à l'aide à la distribution ainsi qu'à la visite de la ferme.

40. De l'éducation populaire

L'Amap peut s'apparenter à de l'éducation populaire. En effet, l'Amap est ouverte à tous, sous réserve pour l'adhérent d'être en capacité de payer les paniers. L'éducation se fait soit dans le cadre de conférences, où celui qui apprend et celui qui enseigne sont souvent assez clairement distingués mais également de manière horizontale. Chantal Gehin, coordinatrice de l'Alliance Isère, rend compte de cette diversité des modes de circulation du savoir au sein des Amap :

« Moi j'étais prof, je crois beaucoup à parler, à faire des conférences et tout mais je suis obligée de constater que dans certaines AMAP, ça fonctionne vraiment de façon horizontale, l'éducation populaire, la co-éducation, ça fonctionne aussi. »¹⁸⁸

Il serait intéressant de mener une réflexion sur les liens symboliques ou concrets que l'Amap peut créer avec son lieu de distribution. Nous avons vu le cas des centres sociaux¹⁸⁹ mais on peut imaginer des actions menées par des Amapiens ou par le producteur en Amap qui auraient pour but de sensibiliser sur des thèmes ayant trait à l'Amap les personnes qui sont habituellement dans le lieu de distribution : les élèves d'une école, les adhérents d'une autre association ou encore les membres d'une MJC. Cela se fait déjà dans certaines Amap, comme l'Amap Alpage qui participe à des conférences à la Maison des Rancy, dans

¹⁸⁶ Benasayag in M. David-Leroy et S. Girou, « Amap, Replaçons l'alimentation au cœur de nos sociétés », Editions Dangles, 2009.

¹⁸⁷ Entretien n°4 : Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

¹⁸⁸ Entretien n°2 : Entretien avec Chantal Gehin, à Lyon, le 25/02/09

¹⁸⁹ Cf chapitre 1, III.

le 7ème arrondissement sur le thème de la décroissance ou des nouveaux modes alternatifs de consommation.

Parmi les élèves de l'école Amap, on compte aussi des enfants, ceux, nombreux, des couples d'Amapiens. Les enfants, en accompagnant leurs parents à la distribution, en participant à la visite de la ferme et en découvrant chaque semaine le contenu surprise du panier, bénéficient également de cette éducation populaire.

Dans une société où l'éducation, les savoirs et les modes d'apprentissage sont très cadrés, institutionnalisés, et où la transmission des savoir-faire pratiques au cours des générations s'est quelque peu atténuée, l'action de l'Amap reste certes modeste mais elle tente tout de même d'ouvrir une nouvelle voie.

Chapitre 5. Des combats plus globaux et plus militants : l'origine, l'aboutissement ou le futur des Amap ?

L'Amap peut être considérée à la fois comme le point de départ et l'aboutissement de combats plus directement militants et globaux concernant la politique agricole, foncière, environnementale ou encore sociale. En effet, l'Amap peut être un moyen de sensibilisation à ces luttes, mais elle peut aussi se présenter comme un aboutissement concret de ces réflexions. C'est peut être entre ces deux visions opposées mais pas contradictoires de l'Amap que se situe le réseau Alliance PEC, Paysans Ecologistes Consommateurs, qui se présente aujourd'hui comme le réseau des Amap.

XIII. Alliance Paysans Ecologistes Consommateurs, le réseau des Amap ?

Il nous semble important de retracer l'histoire militante d'Alliance PEC, cette association d'associations (1) pour comprendre ce qui l'a amenée à s'approprier et défendre la cause des Amap (2). Aujourd'hui les Alliances PEC régionales se sont instituées en réseau des Amap et tentent bien que mal de les représenter et de les développer. Cependant la confusion entre Alliance PEC et le réseau pose problème tant les Alliances ont ainsi recentré leur activité sur les Amap (3). La question de la représentativité des Amapiens et des producteurs en Amap reste problématique. Il semble qu'il y ait comme un décalage, une incompréhension et un flou démocratique entre les Amapiens et le réseau des Amap (4). Notre analyse s'appuiera sur l'exemple de la région Rhône-Alpes.

41. L'histoire militante d'Alliance PEC

A l'origine, Alliance PEC, est née au début des années 1990 poursuivant le but d'associer les paysans, les écologistes et les consommateurs dans un combat militant à l'échelle nationale, européenne et mondiale contre la Politique Agricole Commune (PAC). Alliance PEC était constituée entre autres de la Confédération Paysanne, d'Accueil Paysan, de la FNAB¹⁹⁰ et de ses structures locales comme CORABIO ou l'ARDAB, des associations

¹⁹⁰ Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique

environnementalistes et des associations de consommateur, comme l'Association Familiale Laïque, la Confédération Syndicale des Familles ou encore l'UFC Que Choisir.¹⁹¹

Chantal Gehin, membre historique d'Alliance PEC, met en exergue des difficultés à associer et faire dialoguer les trois composantes d'Alliance, qui étaient historiquement en désaccord.¹⁹²

En effet, les écologistes reprochaient aux agriculteurs d'exploiter et de détruire la planète et aux consommateurs d'être irresponsables. Les associations de consommateurs privilégiaient les revendications d'ordre consumériste à savoir la baisse des prix à tout prix sans considérer les enjeux nutritionnels ou environnementaux. Le monde agricole s'éloignait de plus en plus des consommateurs en raison de la multiplication des intermédiaires et de l'augmentation des exportations, ce qui réduisait la fonction nourricière des agriculteurs. Les paysans étaient peu réceptifs aux exigences de transparence et de communication avec les consommateurs. Derrière ces querelles se dissimulaient tout de même des intérêts et objectifs communs. Alliance PEC a donc tenté de donner les conditions nécessaires à une compréhension mutuelle de ces trois mondes ainsi qu'à la coordination de leurs luttes.

Alliance PEC est donc une association militante, au sens classique du terme. Elle conteste la PAC et ses impératifs d'augmentation de la production et de la productivité. Elle critique la politique libérale qui a pour conséquence une baisse constante des prix à la production.¹⁹³ Alliance PEC s'est positionnée, et continue de le faire, en faveur du maintien des emplois agricoles, de protection de l'environnement et de la production d'une diversité de produits de bonne qualité nutritionnelle, sanitaire et gustative. Au niveau des subventions, Alliance PEC propose une meilleure répartition des aides, plus équitable, privilégiant les petites et moyennes exploitations ainsi que l'agriculture biologique ou l'agriculture paysanne. Mais les actions de lobbying d'Alliance ont été un échec. Chantal Gehin raconte :

« Il s'agissait de faire pression sur le GATT, qui était avant l'OMS, et donc pour effectivement déjà pour une agriculture relocalisée et pas trop polluante. Il s'agissait déjà d'influencer sur la PAC et sur le GATT. Alliance a commencé avec deux permanents, un à Paris, un à Bruxelles. Avec les résultats que vous savez, c'est-à-dire nuls. Nos arguments étaient bons mais nous étions trop peu nombreux à les défendre. (...) Et donc en 1997, nous avons décidé de dissoudre la structure nationale. Et chacun de nous est reparti sur ses terres pour essayer de faire quelque chose. »¹⁹⁴

C'est donc justement localement qu'Alliance va trouver un moyen de poursuivre son action : une initiative venant du Sud de la France va faire mouche et permettre à l'association de surmonter l'échec contre la PAC.

42. De la PAC aux Amap : une stratégie pas vraiment calculée

Alliance PEC n'est donc pas à l'origine de la création des Amap. C'est bien le couple Vuillon qui en sont les parents. Même si les Amap sont en phase avec les exigences éthiques, sociales, et environnementales d'Alliance PEC, l'action des Alliances était à l'origine bien

¹⁹¹ Entretien n°2 : Entretien avec Chantal Gehin, à Lyon, le 25/02/09

¹⁹² ibid

¹⁹³ Site Internet d'Alliance PEC.

¹⁹⁴ ibid

plus large et diversifiée. Les Alliance PEC départementales soutenaient des initiatives dans divers domaines : la restauration collective, la lutte contre les OGM, la promotion des circuits courts et bien d'autres encore. Ces combats dépendaient du contexte et des problématiques locales. Membre d'Alliance Isère, Chantal Gehin atteste de cette diversité des luttes :

« C'est vrai que plus ou moins l'Alliance Isère s'est plus ou moins spécialisée anti-OGM. Alliance Loire s'est surtout spécialisée dans la lutte contre les porcheries industrielles etc. Et également nous étions tous mobilisés, sur « manger mieux à la cantine ». Si possible manger bio, en tous cas manger mieux à la cantine. »¹⁹⁵

La question reste entière : comment cette association aux buts ambitieux et prometteurs s'est retrouvée presque à se concentrer uniquement sur les Amap jusqu'à en instituer le réseau ? Le lien a été fait à l'origine par les Vuillon, qui ont créé Alliance Provence en référence à Alliance PEC et à son objectif de réunion des écologistes, agriculteurs et consommateurs. Alliance Provence était destinée à organiser le mouvement des Amap, c'est-à-dire à développer la création des Amap et leur mise en réseau. Mais des désaccords ont mené au départ des Vuillon de leur propre structure.¹⁹⁶

Les pouvoirs publics ont ensuite joué un rôle non négligeable. Du fait du succès relativement immédiat et du développement fulgurant des Amap, les Alliances départementales se sont retrouvées à recevoir la plupart des subventions des pouvoirs publics portant sur des projets d'Amap. L'exemple de la région Rhône-Alpes est caractéristique et en même temps spécifique. Alliance PEC Rhône-Alpes est née en 2001, en même temps que la première Amap. Elle s'est beaucoup investie sur les problèmes de restauration collective et recevait un fort soutien de la région, à l'époque majoritairement à droite. En 2004, la gauche prend le pouvoir en Rhône-Alpes, et décide de soutenir Alliance en subventionnant des projets de création d'Amap.

Enfin, une initiative personnelle va permettre aux Amap de devenir l'une des activités majeures d'Alliance PEC Rhône-Alpes : celle du militant Ludovic Mamdy, militant à Alliance PACA, qui importe le concept à Alliance Rhône-Alpes et crée son poste en tant qu'animateur du réseau des Amap.¹⁹⁷

Auparavant association possédant de larges revendications sur l'agriculture et l'environnement, qui sous-tendent d'ailleurs toujours son discours, l'image des Alliance PEC départementales et régionales s'est vue réduite au réseau des Amap. En réalité, le réseau des Amap constitue seulement une structure informelle au sein d'Alliance PEC Rhône-Alpes, cette dernière étant réellement déposée en association. La confusion des deux est fréquente et la distinction est peu claire dans l'esprit des Amapiens, et des pouvoirs publics.

43. Les actions du réseau des Amap : essaimage et mise en réseau des Amap

Aujourd'hui, le réseau des Amap s'investit à plusieurs niveaux à propos des Amap. Il accompagne l'essaimage, participe au suivi des Amap déjà existantes, coordonne leurs actions, organise la communication, monte des dossiers de subventions pour des projets, mène des réflexions sur le futur du mouvement et aide à la poursuite d'enquêtes sur les Amap.

¹⁹⁵ ibid

¹⁹⁶ Cf Préambule Historique.

¹⁹⁷ F. Olivier, « Producteurs et consommateurs dans le cadre des AMAP en Rhône-Alpes : de la relation, à la mise en réseau, pour quel développement rural ? », Mémoire de fin d'étude de l'IEP, sous la direction d'A. Blanc Boge, 2007.

Même si le réseau des Amap se distingue d'Alliance Rhône-Alpes, les deux sont tout de même intimement liées, puisque l'Alliance régionale accueille le réseau des Amap au sein de l'association. Les Amap se retrouvent donc prises au sein d'un réseau qui s'articule à l'échelle départementale, régionale et de manière plus modeste, nationale.

Il faut distinguer Alliance PEC au niveau régional et au niveau départemental. En Rhône-Alpes, on compte Alliance Rhône-Alpes et une Alliance sur les six départements, dont Alliance Rhône, à qui l'Alliance régionale a transmis les compétences d'essaimage et d'animation du réseau des Amap. L'essaimage consiste à créer d'autres Amap en réalisant des partenariats avec celles déjà existantes : il s'agit de créer une relation solide et basée sur la confiance entre le producteur et le groupe de consommateurs.

Les Alliances départementales et régionales ne disposent pas des mêmes ressources. Alliance Rhône ne fonctionne qu'avec des bénévoles, alors qu'Alliance Rhône-Alpes possède deux salariés, ce qui ne leur permet pas de faire le même travail.

L'action menée par Alliance ne fait pas tout le temps l'unanimité et fait parfois l'objet de critiques sur l'efficacité de son aide, sur son manque de ressources ainsi que sur son organisation. L'aide concrète apportée par Alliance pour créer des Amap est certes réelle. Elle comprend la mise à disposition de documents présentant les Amap dont la charte, d'outils tels les contrats-types ou les enquêtes de satisfaction, de l'assurance et des conseils dispensés par les membres du réseau aidant à la création. Néanmoins, la faiblesse de l'aide est à noter dans les deux étapes principales que sont la recherche du lieu de distribution et du producteur. Alliance dispose d'un list-in mais beaucoup d'Amap n'ont pas trouvé leur producteur par ce biais. David, président d'Amap :

« La teneur du réseau Alliance, honnêtement, je pense que c'est plus pour fédérer l'ensemble des AMAP et de faire un recensement de l'existant plutôt que d'être une aide concrète, du moins en Rhône Alpes. »¹⁹⁸

Face à ces critiques, il faut tout de même souligner le manque de ressources, et en particulier de personnes pour gérer le réseau et Alliance, qui comprend seulement deux personnes salariées, fort occupées. Le reste des membres d'Alliance sont des bénévoles, souvent déjà très impliqués et peu disponibles. La présidente d'Alliance Isère reconnaît le manque de ressources humaines :

« Comme Alliance est déjà un collectif d'associations, on a déjà notre association, puis l'Alliance puis l'Alliance Rhône-Alpes donc, c'est vrai qu'en ce moment, on a un petit souci de gouvernance à Alliance Rhône-Alpes parce qu'aucun de nous n'a suffisamment de temps à y consacrer, les salariés nous ont un petit peu tiré les oreilles, alerté en disant : « on ne peut pas se substituer aux administrateurs ». »¹⁹⁹

Les ressources financières d'Alliance PEC proviennent des cotisations, ainsi que des subventions publiques. Les pouvoirs publics concentrent leurs subventions sur des projets d'essaimage d'Amap et comprennent difficilement les autres besoins de l'association en terme de mise en réseau ou de recherche sur l'amélioration et la garantie du concept.²⁰⁰

Ainsi face aux difficultés de mener une action globale et diversifiée dans de multiples domaines, les Alliances régionales et départementales se sont repliées sur les Amap, en

¹⁹⁸ Entretien n°1 : Entretien avec David Caubel, à Lyon, le 11/02/09

¹⁹⁹ Entretien n°2 : Entretien avec Chantal Gehin, à Lyon, le 25/02/09

²⁰⁰ F. Olivier, « Producteurs et consommateurs dans le cadre des AMAP en Rhône-Alpes : de la relation, à la mise en réseau, pour quel développement rural ? », Mémoire de fin d'étude de l'IEP, sous la direction d'A. Blanc Boge, 2007.

raison du côté concret de l'initiative, de raison historique liée aux Vuillon et de l'orientation des subventions publiques. Elles continuent de revendiquer la diversité de leur action, ce qui leur permet parfois de bénéficier d'autres types de subventions comme l'Alliance Isère à qui les pouvoirs publics accordent une subvention relative à la prise de parole dans le débat public.

Alliance PEC est devenue à la fois un repère public en tant que réseau des Amap. Ses membres profondément et historiquement militants contrastent avec la diversité des adhérents des Amap. Le discours d'Alliance est lui aussi beaucoup plus militant, au sens classique du terme, c'est-à-dire structuré et revendicatif, que le discours des Amapiens. Un exemple pourrait être, lors de l'AG d'Alliance Rhône-Alpes en 2008, un appel lancé à des manifestations pour protester contre la nouvelle mouture de la PAC à l'occasion d'une réunion de ministres européens présidée par le président Sarkozy. Le lien à la politique ici est évident et revendiqué.

44. La question de la représentativité des acteurs des Amap au sein du réseau

Du point de vue des sciences politiques, il nous a paru pleinement pertinent de nous poser la question de la représentativité et de la légitimité du réseau Alliance par rapport à sa base que sont les Amap. Tout d'abord, Alliance a des difficultés à récupérer les cotisations annuelles d'adhésion au réseau auprès des adhérents des Amap. Les acteurs des Amap ignorent parfois jusqu'à l'existence même du réseau ou ne le connaissent que vaguement, sans trop connaître son rôle ou son action. Ainsi, ils ne comprennent pas l'importance de la cotisation, ce qui apparaît comme le signal d'un dysfonctionnement. Alliance PEC et le réseau des Amap manquent de visibilité.

D'autre part, le lien démocratique qui unit Alliance et les Amap nous apparaît pour le moins distendu et flou. Autrefois Alliance PEC Rhône-Alpes regroupait uniquement des associations parmi ses membres, mais en 2006, au vu de l'importance qu'ont pris les Amap au sein d'Alliance, une réforme est mise en place au niveau des statuts. Trois collègues sont aujourd'hui présents au niveau du conseil d'administration d'Alliance Rhône-Alpes: le collègue A des associations membres (9 personnes), le collègue B des consommateurs en Amap (4 personnes) et le collègue C des producteurs partenaires en Amap (4 personnes). On peut déjà observer que les acteurs directs des Amap réunis, c'est-à-dire adhérents et producteurs n'ont déjà pas la majorité face aux associations partenaires. Ce déséquilibre flagrant en terme de représentation interroge quant à l'autonomie des Amap et à leur indépendance vis à vis des associations partenaires. D'autre part, ce ne sont pas les Amapiens qui sont membres d'Alliance mais les Amap. Ils devraient donc y avoir l'élection au sein de chaque Amap d'un représentant chargé des relations avec le réseau, ce qui est apparemment rarement le cas.

L'autre difficulté réside dans la pratique puisque nous avons pu observer la faible participation des Amapiens et des producteurs en Amap à Alliance Rhône ou à Alliance Rhône-Alpes. A première vue le réseau semble déconnecté des Amapiens. Ce sont en effet les militants qui vont organiser le réseau et prendre des décisions cruciales impliquant l'avenir des Amap. Ces militants sont certes très impliqués et très concernés mais ils n'ont pas vraiment été choisis par l'ensemble des Amapiens et des producteurs. De quelle légitimité disposent-ils ? Le mouvement des Amap a besoin de mener une réflexion sur son organisation démocratique.

La question a été posée de cette manière : « Comment faire accepter aux AMAP qu'une association au sein de laquelle leur représentation est faible, ait un droit de regard sur leurs pratiques ? »²⁰¹ Nous la poserions plutôt dans l'autre sens : quelle actions pourraient être menées afin d'impliquer plus les acteurs des Amap, producteurs et consommateurs, au sein d'Alliance PEC ? Autrement dit, comment faire pour que le réseau, tout en gardant sa composante historique et militante des associations partenaires, nécessaires aux bases théoriques et militantes des Amap, intègre mieux les acteurs des Amap dans leur diversité et dans le processus de décision ?

Fantine Olivier, dans son étude, propose plusieurs solutions²⁰². La première consisterait à représenter toutes les Amap au conseil d'administration, mais des difficultés pratiques adviendraient en raison du nombre trop important d'Amap et les associations craignent un envahissement par les Amapiens. Selon la seconde proposition, les Amap seraient représentées via les Alliances départementales, qui ensuite seraient représentées à l'Alliance régionale, mais on se trouve face à un refus des Alliances locales, qui souhaitent garder leurs propres spécificités. La troisième suggestion consisterait à créer une association locale qui réuniraient toutes les Amap et ensuite qui deviendrait membre d'Alliance. Mais une structure de plus risque de conduire à la bureaucratisation du réseau et demande encore plus de ressources et d'énergie.

Il serait déjà nécessaire qu'Alliance PEC Rhône-Alpes effectue un gros travail de communication auprès des Amapiens et peut être également au niveau des producteurs, pour d'une part présenter son rôle, ses valeurs, et ses objectifs, et d'autre part, suggérer des pistes pour qu'ils puissent s'approprier la structure et qu'ils s'engagent en son sein. Au regard des compte-rendu des AG d'Alliance Rhône-Alpes de 2008 et 2009, des relations clarifiées et simplifiées entre les Alliances départementales et régionales ainsi qu'un fonctionnement plus efficient en terme de communication et de visibilité sont des exigences que le réseau s'est fixé.

Enfin, nous émettons des réserves quant à la multiplication des réseaux et les niveaux de décision. En effet, les Alliances régionales ont entrepris de se mettre en réseau pour coordonner leurs actions et échanger sur leur expérience. C'est toute l'idée de MirAmap, le Mouvement Inter Régional des Amap, qui a commencé à se structurer autour d'Alliance PACA, d'Alliance Rhône-Alpes, et d'Amap Ile-de-France. Cette initiative peut renforcer les Amap et véritablement créer un mouvement des Amap à l'échelle nationale, mais elle peut également avoir l'effet inverse. Tant qu'il y aura des dysfonctionnements démocratiques au niveau local, la mise en réseau des réseaux existants comportera un risque de déconnexion totale entre le mouvement politique que veulent construire les Alliances et l'expérience politique des Amap.

D'autres réseaux parallèles entrent aussi en compétition avec les Alliances. Les Vuillon, suite à leur départ d'Alliance Provence, ont décidé de ne pas baisser les bras. Soutenus par les producteurs et les Amap, ils ont créé la structure de CreAmap, pour continuer à diffuser le concept de l'Amap avec leur propre méthode de l'essaimage, non basée sur l'unique objectif de la certification agriculture biologique. Urgenci a été aussi fondé en tant que réseau international des Amap en 2006. Les Vuillon souhaitent, par ce réseau, établir des ponts entre les différents systèmes qui existent dans le monde. Ils ont organisé des

²⁰¹ F. Olivier, « Producteurs et consommateurs dans le cadre des AMAP en Rhône-Alpes : de la relation, à la mise en réseau, pour quel développement rural ? », Mémoire de fin d'étude de l'IEP, sous la direction d'A. Blanc Boge, 2007.

²⁰² ibid

rencontres internationales et mènent des actions d'essaimage d'Amap en Europe de l'Est et en Afrique de l'Ouest.

Entre l'Amap, les Alliances départementales et régionales, le réseau des Amap, MirAmap, CreAmap ou encore Urgenci, les acteurs à la base des Amap ainsi que le grand public risquent de tomber dans la confusion. Cette complexité ne va pas jouer en faveur des Amap.

L'avenir des Amap ne dépend pas uniquement de leur mise en réseau mais aussi des questionnements liés au type d'agriculture en Amap et à la politique agricole et foncière.

XIV. L'agriculture biologique, un label nécessaire ou préjudiciable pour la pérennité des Amap ?

Malgré son appellation claire d'Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne, le type d'agriculture pratiqué en Amap reste une question entière, dont la réponse influera sur l'évolution future des Amap. Une des interrogations actuellement au cœur de la réflexion menée par les Alliance consiste à se demander si l'objectif certification agriculture biologique devrait faire partie de la démarche Amap. Plus globalement, la question de la garantie de l'éthique du système est posée. Face au développement effréné de ces associations, la réflexion autour de la conservation de ces principes fondateurs est centrale.

L'agriculture biologique se distingue de l'agriculture paysanne, toutes deux mentionnées explicitement dans la charte. La bio renvoie aussi bien à des pratiques qu'à la certification, ce qui prête à confusion (1). Le label AB s'avère très polémique tant dans le monde des Amap que dans l'univers de l'agriculture et partage les associations, les producteurs et les Amapiens en deux camps : les pro et les anti-bio (2). Récemment, le réseau a mis au point un système qu'il nomme le SGP : le Système de Garantie Participatif. Basée sur la confiance, et sur la participation de tous les acteurs, il est censé permettre d'éviter d'instituer la certification AB comme critère à l'entrée dans l'Amap (3).

45. Agriculture Paysanne vs. Biologique

L'agriculture paysanne fait référence à des pratiques agricoles mais surtout à des principes politiques relatifs à l'organisation sociale, économique et environnementale de la société²⁰³. C'est d'une « agriculture paysanne, socialement équitable et écologiquement saine » dont il est question dans la charte des Amap. Cette agriculture correspond à la position syndicale de la Confédération Paysanne donc n'est pas politiquement neutre, loin de là. Ce syndicat a été créé à la fin des années 1980 pour défendre une autre politique agricole. Il rédige la charte de l'agriculture paysanne. Elle se présente sous six axes principaux, souvent présentés sous la forme d'une fleur (voir ci dessus). Ils permettent à l'agriculteur de situer sa ferme et de diagnostiquer les éléments qu'il lui reste à perfectionner. A la différence de l'agriculture biologique, l'agriculture paysanne prend en compte la dimension évolutive de la situation de l'exploitation, ce qui correspond à une position revendiquées par les Amap.

L'agriculture biologique a été soutenue par le mouvement Nature et Progrès dans les années 1970 et est reconnue par la loi en 1980.²⁰⁴ Elle fait référence à une agriculture

²⁰³ Charte de l'agriculture paysanne, Site Internet de la Confédération Paysanne. URL : http://www.confederationpaysanne.fr/images/imagesFCK/file/Presentationconf/agriculture%20paysanne/AP_plaquette%20complete.pdf

²⁰⁴ « De 1964 à nos jours », Site Internet de Nature et Progrès : URL : http://www.natureetprogres.org/nature_et_progres/histoire_nature_progres.html

qui préserve la nature, le vivant et l'environnement, à une recherche de rapports socio-économiques plus équitables pour les paysans et à des techniques de production comme le refus d'utiliser des produits chimiques de synthèse. En 1993, le processus de certification se met en place avec un cahier des charges précis qui fait la liste des pratiques autorisées et l'organisation de contrôles fréquents, réalisés par des organismes indépendants, agréés par les pouvoirs publics.²⁰⁵ L'agriculture biologique aujourd'hui dispose d'un certain poids politique et d'un succès grandissant auprès des consommateurs.²⁰⁶

46. Un label polémique

Cependant, au vu de ses évolutions et en particulier, l'alignement récent du cahier des charges de la bio sur le cahier européen, les agriculteurs et les militants émettent de vives critiques à l'encontre de l'agriculture biologique. Nature et Progrès, à l'origine de la bio, s'en est progressivement détachée pour créer son propre label, en raison de son orientation vers les seules pratiques agricoles. D'autres ont fortement critiqué la récupération de la bio par l'économie de marché via le développement de la bio industrielle, c'est-à-dire des modes de production en agriculture biologique mais en monoculture et à grande échelle.

En Rhône-Alpes, environ la moitié des Amap comportent un agriculteur labellisé AB, tandis que l'autre moitié n'est pas en agriculture biologique, ce qui n'exclue pas que les agriculteurs peuvent avoir des pratiques qui s'en rapprochent.

Ainsi, le label AB n'a pas manqué de susciter de vifs débats dans les Amap et dans le réseau. Certains y voient le seul moyen de garantir réellement des conditions de production et des produits respectueux de l'éthique de l'Amap, particulier le principe 3 de la charte qui parle de produits « sans engrais chimique ni pesticide de synthèse ». La certification AB s'accompagne d'un cahier des charges précis qui permet d'avoir une réelle évaluation agronomique et écologique. C'est le point de vue de Pascal Vigneret, agriculteur bio depuis 30 ans, en Amap, qui pense que le consommateur n'a pas les compétences pour juger une exploitation. Selon lui, l'agriculture paysanne ne définit que peu de choses, et ne renvoie qu'à des principes généraux sur le type d'agriculture et de société voulus.

D'autres s'opposent farouchement à la certification bio comme critère obligatoire pour les agriculteurs en Amap car cela restreindrait l'ouverture du système, tant pour les producteurs que les consommateurs. Denise Vuillon souhaite dissocier la pratique du label, et pense qu'il faut revenir à l'agriculture paysanne française, celle d'avant les pesticides et d'avant les labels. Elle ajoute :

« L'objectif certification, c'était un frein. Parce que les conventionnels, il y a une approche psychosociologique, il faut toute une remise en question, remettre en question ce qu'a fait leur père ou quoi, bon c'était vraiment pas évident. Et puis ils ne se sentaient pas capables parce que pour eux une agriculture biologique avait les mêmes contraintes de mise en marché. »²⁰⁷

Certains agriculteurs pourraient ainsi être découragés par la démarche financière, administrative et psychologique qu'implique la certification tandis que les consommateurs pourraient être rebutés par l'image de luxe que véhiculent parfois les produits bio. Beaucoup

²⁰⁵ F. Olivier, « Producteurs et consommateurs dans le cadre des AMAP en Rhône-Alpes : de la relation, à la mise en réseau, pour quel développement rural ? », Mémoire de fin d'étude de l'IEP, sous la direction d'A. Blanc Boge, 2007.

²⁰⁶ Cf Préambule Historique.

²⁰⁷ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

d'adhérents mettent en avant également la relation de confiance entre le paysan et l'adhérent qui devrait primer sur le label.

« Les gens sont pas forcément bio, bio, bio, alors peut-être pour les plus engagés, mais autrement, les gens ils disent, si nous, il y a un rapport de confiance, si cela se passe bien, s'il ne fait pas n'importe quoi, un raisonnement qui n'est pas forcément basé sur des faits d'ailleurs, les gens vont dire, nous ça nous va. Mais c'est clair que la question va se poser. »²⁰⁸

Pour beaucoup de consommateurs, il semble cohérent et nécessaire d'associer le label bio au concept de proximité sans lequel la dimension écologique du bio perd tout son sens. L'achat de produits bio de Chine par exemple constituerait un total contre-sens. Cela signifierait que la santé de l'homme primerait sur celle de l'environnement, ce qui ne semble pas apparaître comme une position majoritaire dans les Amap²⁰⁹.

« Il a des pratiques qui correspondent pas exactement, exactement au cahier des charges du bio, mais qui s'en rapprochent, ce qui me va très bien aussi, parce que le tout bio, c'est pas forcément l'idéal non plus. Moi je préfère quand même le concept de proximité, que le concept du bio. »²¹⁰

47. Le Système de Garantie Participatif

Alliance PEC Rhône-Alpes et son réseau des Amap ont donc décidé d'une position claire à ce sujet lors de l'AG de 2007 : combiner les deux types d'agriculture. Ainsi, l'agriculteur en Amap à la fois dans une démarche d'agriculture paysanne devra aussi viser l'objectif de la certification AB. Le SGP concerne aussi bien l'essaimage, que l'évaluation, la formation ou encore la capacité d'organisation.

De nombreuses discussions ont ainsi mené à une réflexion sur la mise en place d'un SGP : Système de Garantie Participatif. Un document de base de l'IFOAM, la fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique, présente le SGP comme un processus basé sur la confiance qui permet aux agriculteurs d'évoluer dans leurs pratiques et leur projet social, environnemental et économique pour finalement acquérir la certification.²¹¹ Ce document précise que le SGP est « approprié à l'agriculture paysanne ».

Pour Ludovic Mamdy, salarié d'Alliance PEC Rhône-Alpes, il s'agit d'une synthèse de tous les mouvements pour une agriculture durable. Lors de la dernière AG d'Alliance Rhône-Alpes, il parle d' « une démarche pédagogique et participative pour faire évoluer chacun des partenaires, paysans et citoyens engagés dans des AMAP vers des pratiques qui sont respectueuses de l'homme et de son environnement. »²¹² La dimension évolutive dans le cadre d'une relation de confiance et d'échange est fortement accentuée dans un fonctionnement horizontal, basé sur le bénévolat. L'objectif certification du SGP vise à se distinguer de celui des organismes certificateurs dont l'intérêt est de développer le marché du bio, alors que le réseau des Amap a l'intention d'introduire de réelles motivations économiques et sociales dans le SGP.

²⁰⁸ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

²⁰⁹ Cf Chapitre 1, II, 3).

²¹⁰ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

²¹¹ « Systèmes de garantie participatifs: vision idéal » Site Internet de l'IFOAM. URL : http://www.ifoam.org/about_ifoam/standards/pgs/pdfs/SystemesDeGarantieParticipatifs-VisionIdeal.pdf

²¹² Document de retranscription de l'AG de 2009 d'Alliance PEC RA.

Un des éléments centraux de la démarche SGP serait une visite participative de la ferme en présence d'un technicien (dont l'identité est encore assez floue), un autre agriculteur en Amap et un membre du réseau Alliance.

Le réseau des Amap est en train de mettre en place le SGP qui est déjà testé dans certaines fermes, mais certaines réactions laissent croire que le réseau devra faire face à des réticences de la part des paysans, peu enclins à ce qu'un autre agriculteur ou un technicien vienne encore contrôler leur exploitation.

Les enjeux liés au type d'agriculture en Amap sont cruciaux, et orientent politiquement les valeurs et principes d'organisation internes aux Amap, de manière progressive.

XV. Des terres et des agriculteurs

L'Amap s'insère également dans une autre série d'enjeux qui relèvent de la politique agricole et foncière, indissociables du rapport au territoire. L'Amap et les exploitations agricoles en Amap se situent sur plusieurs territoires urbains, périurbains et/ou ruraux qu'elles permettent de mieux connaître. Dans le Rhône, les Amap en tant qu'associations s'identifient à un phénomène profondément urbain, car nées au cœur de la ville de Lyon (1). La perte catastrophique de nombreux hectares de terres agricoles chaque année révèle les défaillances de la politique foncière au niveau des communautés urbaines et des régions, handicapant grandement le développement de l'agriculture à petite échelle, de proximité et respectueuse de l'environnement (2). Face à ces faiblesses, la société civile se mobilise, une fois de plus, à travers par exemple l'association Terre de Liens (3).

48. L'Amap, une association de lien entre plusieurs territoires

Ancrée sur un double-territoire à la fois de la ferme et du lieu de distribution, l'Amap assemble des territoires qui n'avaient peu de choses en commun. En effet, via le producteur qui entre dans la ville chaque semaine à l'occasion de la distribution et via les adhérents qui vont se rendre au moins une fois sur le lieu de la ferme, le lien centre-périphérie de la ville s'en trouve renforcé. L'agriculteur trouve sa place au sein de la ville, souvent considérée comme absorbant l'agriculture. A l'inverse, les adhérents citadins ont l'occasion de se rendre en zone périurbaine en tant que destination finale, et non comme simple passage vers d'autres destinations, pour y découvrir non seulement des habitations mais des terres cultivées qui les nourrissent.

A l'origine, le phénomène associatif des Amap s'est développé au cœur des villes, avec des racines profondément urbaines. Les Amap ont tout d'abord choisi non seulement le centre des villes, mais des quartiers vivants, dynamiques et impliqués au niveau associatif. Puis les Amap sont parties à la conquête de la périphérie des villes et des quartiers un peu plus populaires. L'exemple du territoire du Grand Lyon est parlant. Nous avons choisi l'échelle du Grand Lyon, car au delà, si l'on considère l'échelle du Rhône, très peu d'autres Amap apparaissent.

Cette carte ci-dessous nous permet de comprendre la répartition spatiale des Amap d'un point de vue historique sur le territoire du Grand Lyon :

Nous pouvons observer que les Amap ont démarré dans le centre de Lyon, dans des quartiers plutôt actifs, le 4ème et le 3ème arrondissements ainsi qu'à Villeurbanne. Puis le phénomène s'est étendu entre 2006 et 2007 à des quartiers plus populaires comme le 7ème arrondissement ou à la périphérie de la ville avec Bron, St Priest ou encore Francheville. Enfin la troisième phase montre un renforcement du mouvement dans les quartiers et villes

où les Amap étaient déjà présentes. On note qu'une Amap naît à Vaulx-en-Velin, ville plutôt populaire. La partie sud-est du Grand Lyon est largement privilégiée sur le reste du territoire.

Il serait intéressant de comparer cette répartition spatiale des Amap à Lyon avec d'autres grandes villes comme Paris ou Marseille.

49. Un manque de terres agricoles autour des villes

Chaque année, la France perd 60 000 ha de terres agricoles et 35 000 fermes disparaissent. Cela signifie que ces terres se retrouvent artificialisées, c'est-à-dire qu'elles sont utilisées pour construire des logements, des voies de circulation ou encore des zones d'activités économiques ou de loisirs, au dépend des cultures agricoles.²¹³ On retrouve ces chiffres dans les milieux militants mais ils ne sont jamais vraiment mis en avant dans les médias nationaux. Le thème de la destruction des emplois industriels est ainsi beaucoup plus développé que celui de la disparition progressive des emplois agricoles, alors qu'il s'agit d'un enjeu tout aussi sérieux.

La croissance urbaine des villes est ainsi dévoratrice d'espace rural. Historiquement, l'urbanisation n'a jamais véritablement été limitée. Dans les zones périurbaines, la spéculation foncière est menée par des promoteurs immobiliers ou des dirigeants d'entreprises, qui souhaitent acquérir des terrains afin d'y exercer leur activité. Sachant qu'un terrain accueillant des logements ou une zone commerciale voit sa valeur fortement augmenter par rapport à un terrain agricole, il est évident que les pouvoirs publics ont des difficultés à renverser la tendance. Pourtant le manque de terres agricoles en zone périurbaine, en particulier pour le maraîchage, est criant.

L'avenir de l'agriculture et donc des Amap dépendra de la capacité des pouvoirs publics à mener une action politique pour protéger les terres cultivables en périphérie des villes, et à les attribuer à des agriculteurs. Ce défi ne pourra être relevé qu'à partir du moment où de véritables politiques publiques seront mises en place. Les listes d'attente des Amap s'allongent du fait de la difficulté de trouver un producteur local. La pénurie d'agriculteurs locaux s'explique par le manque de terres agricoles pour installer des exploitations aux abords des villes.

Les articles de presse traitant des Amap tout en présentant le concept abordent souvent la question des listes d'attente, et donc de la pénurie d'agriculteurs et de terres agricoles.²¹⁴ L'Amap ici joue le rôle de signal d'alarme dans les médias et permet d'aborder les problèmes de politique agricole et foncière d'une manière différente mais non moins efficace.

50. Des initiatives innovantes

Face à cette pénurie de terres, l'association Terre de Liens, créée en 2003, a décidé de réagir pour faire sortir des terres du marché spéculatif. En lien avec les Amap, l'association mène un combat global en amont pour à la fois protéger et acquérir des terres agricoles afin de permettre l'installation d'agriculteurs. Présente à l'échelle nationale, l'association acquiert des capitaux pour ensuite les investir dans l'achat de terres. Elle a permis l'aboutissement de plus de 150 projets collectifs depuis sa création.

²¹³ « Indicateur agro-environnemental », Site Internet du Ministère de l'Ecologie, mis à jour en Mars 2008. URL : http://www.ecologie.gouv.fr/ecologie/IMG/pdf/indicateur_agro_environnemental.pdf. Consulté le 15 Juin 2009.

²¹⁴ Cf sources.

La foncière Terre de Liens, outil d'investissement, permet de collecter des capitaux pour organiser des acquisitions collectives et solidaires de foncier afin de réaliser concrètement des projets agricoles mais également des projets de mise en valeur de territoires agricoles. L'association Terre de Liens sensibilise sur ces questions et interpelle les pouvoirs publics sur les enjeux liés au foncier. Elle permet d'accompagner les projets collectifs.²¹⁵

Une autre initiative poursuivant les mêmes objectifs est venue des Amap elle-même et du réseau des Amap en Ile-de-France, en partenariat avec Terre de Liens. L'Amap « Les Jardins de Cérès » a participé à la création de la société civile immobilière « Terres fertiles » qui a permis en 2005 de racheter 200 hectares de terres cultivables qui s'étaient libérés et dont une partie a été mise à disposition d'agriculteurs pour la réalisation de leur projet agricole.²¹⁶

En définitive, comme le suggère Ludovic Mamdy, le prolongement concret de ces combats pour la défense de l'agriculture et de l'environnement, menés par des organisations telles qu'Alliance PEC, Nature et Progrès, la Confédération Paysanne, la Frapna, Corabio, ou encore Terres de Lien peut s'incarner dans l'Amap.²¹⁷ Dans une logique inverse, l'Amap permet également d'interpeller tant l'opinion publique que les pouvoirs publics par son relatif succès médiatique sur ces questions. A la fois déclencheur et aboutissement concret d'engagements militants de diverses natures, l'importance du rôle de l'Amap en tant qu'organisation politique est indéniable.

Alliance PEC a déterminé ses orientations pour les trois prochaines années, qui se résument en quatre axes, qui raisonnent avec les problématiques présentées : garantir l'éthique en Amap, accompagner l'installation de jeunes paysans, constituer un centre de ressources et d'éducation populaire et enfin pérenniser le mouvement des Amap par des réseaux efficaces.

Chapitre 6 : L'Amap, influence ou récupération ?

L'Amap débouche-t-elle uniquement sur des conséquences qui lui sont bénéfiques ? Va-t-elle réellement influencer l'économie de marché et les politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de la gestion du territoire ou encore de l'environnement ou se laisser récupérer par le système économique comme beaucoup d'alternatives ? Le capitalisme possède en effet une capacité incroyable à ingurgiter la critique et à s'en resservir pour se déguiser et continuer à exister.²¹⁸ Ainsi la pérennité de l'Amap par rapport aux institutions économiques et politiques apparaît toujours comme un véritable défi.

XVI. Un concept malléable

Nous verrons en quoi la souplesse du concept constatée sur le terrain rend complexe la mise en réseau et l'harmonisation des pratiques voulues par Alliance PEC (1). A l'origine, la

²¹⁵ Site Internet de Terre de Liens : <http://www.terredeliens.org>.

²¹⁶ Koehler, Cécile. „Sortir la terre du système spéculatif“ in Dossier Amap, « Aux Paniers, Citoyens ! », *Campagnes Solidaires, Mensuel de la Confédération Paysanne*, Octobre 2007, n°222

²¹⁷ Rapport de l'AG d'Alliance RA 2009.

²¹⁸ L. Boltanski et E. Chiapello, « Le nouvel esprit du capitalisme », Editions Gallimard, 1999.

création de la première Amap a certes bénéficié du soutien d'organisations militantes mais elle relève d'une initiative individuelle. Elle a conduit à la création d'une structure qui a imploré quelques années plus tard. L'Amap a-t-elle vocation à rester en dehors des institutions quelles qu'elles soient (2) ? Les fondateurs des Amap restent cependant convaincus que cette association reste une solution temporaire (3).

51. Une marge de manœuvre importante

Le concept de l'Amap a fait l'objet d'une charte, mais beaucoup d'adaptations sont possibles sur le terrain. Il ne s'est encore jamais vu de retirer le nom d'Amap à une association sous prétexte qu'elle n'avait pas respecté à la lettre les principes de la dite charte. La malléabilité et la souplesse constituent également des valeurs attachées au mouvement des Amap²¹⁹ et sont considérées comme des atouts. L'association peut prendre la forme désirée en fonction du contexte local et temporel, et surtout en fonction des personnes qui en sont les acteurs. Le groupe peut ainsi mouler l'Amap en fonction des décisions collectives. David, président d'Amap : « C'est un peu une auberge espagnole, on y trouve ce qu'on y apporte. »²²⁰

Les contraintes de l'Amap laissent place à des ajustements. Les adhérents s'adaptent en effet aux contraintes du système de paniers. Par exemple, le non-choix des légumes peut apparaître comme un inconvénient pour le consommateur qui a été habitué à la liberté de choix. Qu'à cela ne tienne ! Il n'est pas rare de trouver des systèmes de troc de légumes entre les Amapiens, qui échangent donc les produits en fonction de leurs goûts respectifs. L'absence du choix de la quantité et la régularité des paniers fait également place à des arrangements : certains adhérents ont décidé de se partager un panier à plusieurs et organisent des roulements.²²¹

Ainsi les velléités de la part du réseau de prendre des décisions pour les Amap posent problème quand on sait l'ignorance des Amapiens quant aux actions et au rôle du réseau. Le souhait d'harmoniser les pratiques des agriculteurs en Amap peut être considéré comme une entorse à cette souplesse. Il est vrai qu'il est nécessaire de garantir l'éthique en Amap, mais ne faudrait-il pas sonder directement les Amapiens et les agriculteurs avant de prendre une décision aussi cruciale que la mise en place du système SGP ? Le lien entre les membres du réseau et les acteurs des Amap nécessite d'être repensé.

52. Une initiative en dehors des structures

D'ailleurs, l'Amap à l'origine provient d'une initiative individuelle. Un couple d'agriculteurs s'inspire d'une expérience américaine et fait part de sa volonté de tenter la même chose en France. Bien entendu, ils ont besoin de l'aide d'associations et de réseaux déjà institués comme Alliance PEC ou Attac, mais ils se rendent compte au fil des années que ces organisations reprennent à leur compte leur idée et qu'ils en modifient la substance. Les organisations pour l'agriculture biologique exercent une telle pression qu'elles réussissent à instituer l'objectif certification comme objectif final des Amap.

Cette initiative issue de la société civile devrait-elle rester en dehors des structures ? Notons que de nombreuses Amap fonctionnent très bien en ignorant presque tout de l'existence du réseau. La première Amap a longtemps fonctionné de manière non institutionnelle en tant que groupement informel, sans avoir déposé ses statuts.

²¹⁹ Cf chapitre 2, II.

²²⁰ Entretien n°1 : Entretien avec David Caubel, à Lyon, le 11/02/09

²²¹ Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

Perdraient-elles leur caractère politique en se détachant des structures ? Pas forcément. Les revendications politiques sous-tendent les pratiques en Amap.²²² Elles deviendraient parfaitement autonomes et maîtresses de leur processus de décision.

Une mise en réseau nous semble toutefois indispensable, mais il serait plus judicieux que les agriculteurs et les Amapiens soient plus impliqués dans sa réalisation. Si l'actuelle mise en réseau des Amap fait face à des difficultés en terme de représentation et de démocratie directe, elle s'avère nécessaire pour échanger les connaissances et les savoirs, mutualiser les expériences et enfin permettre de dépasser l'échelle de l'Amap pour acquérir une dimension politique plus large, et s'établir en réel contre-pouvoir.

XVII. Les AMAP, une alternative récupérée

Il semble que les Amap aient fait des émules. En effet, toute une série de systèmes de paniers bio et/ou locaux a vu le jour ces dernières années, s'inspirant du concept originel de l'Amap, parfois en le modifiant quelque peu. Reprenant une partie ou la totalité de ses principes, certains systèmes restent dans le domaine associatif mais d'autres ont trouvé une conversion marchande. Faut-il penser que l'Amap a commencé à influencer de façon claire le système de commercialisation des produits agricoles ? Ou ne devrait-on pas considérer qu'il s'agit là d'une récupération de cette expérience associative et politique originale par l'économie de marché, la transformant en une niche marchande ? Autrement dit, ces divers systèmes de paniers sont-ils complémentaires ou bien en concurrence ?

53. Des Amap aux systèmes de paniers

D'autres systèmes proposent ainsi des paniers de légumes locaux. La notion de proximité est commune à tous ces systèmes qui diffèrent sur d'autres critères.

L'association des Jardins de Cocagne, par exemple, ont mis en place le même système de paniers hebdomadaires de légumes bio mais poursuivent des buts se distinguant sensiblement des Amap. L'insertion sociale et professionnelle est au centre des préoccupations du réseau Cocagne, et le maraîchage constitue un moyen de réintégrer des personnes en difficultés et de les aider à construire un projet personnel ou professionnel.²²³

D'autres associations comme Alterconso, association qui s'est transformée en coopérative, distribuent des paniers de légumes hebdomadaires dans plusieurs lieux à Lyon. La dimension du soutien à l'agriculture locale, paysanne ou biologique dans le cadre d'une économie solidaire rapproche les paniers Alterconso des Amap.

Au niveau de la ville de Lyon, Alterconso s'est d'ailleurs rassemblé avec d'autres associations comme l'Arbralégumes, Deux pas des champs et Croc'ethic pour former le collectif Raccourci qui fait la promotion des circuits courts et de l'économie solidaire. Ces autres associations ne proposent pas toujours des abonnements et affaiblissent le principe de solidarité avec l'agriculteur.

Cette diversité d'initiatives peut être considérée comme un enrichissement des possibilités de commercialisation en circuits courts pour les agriculteurs et de l'offre de produits sains et locaux en vente directe pour les consommateurs. Elle peut signifier l'expansion des idées et des pratiques de l'Amap en dehors des cercles militants. Après tout, l'Amap n'a pas le monopole de l'innovation. Cependant, les autres systèmes de paniers

²²² Cf Chapitre 3.

²²³ Site Internet des Jardins de Cocagne : <http://www.reseaucocagne.asso.fr>

ne choisissent pas innocemment ce qu'ils conservent du concept original et l'appât du gain reste une motivation principale.

54. Récupération marchande du concept de l'Amap

La récupération marchande de la forme Amap apparaît plus dangereuse et peut nuire directement à la cause des Amap. Face aux associations, des entreprises se sont inspirées du concept de l'Amap et organisent la vente de paniers bio et de proximité.

Prenons l'exemple lyonnais des Paniers de Martin. Un système de paniers bio et locaux, qui sont à récupérer de manière hebdomadaire. Les ressemblances avec les Amap font presque illusion. Mais la comparaison s'arrête très vite. Il ne s'agit pas d'une association mais d'une entreprise, ce qui rajoute un intermédiaire. D'autre part, les points de distribution ne correspondent pas à des lieux associatifs, mais à des espaces directement marchands, tels des boutiques. L'agriculteur est rarement présent, donc la dimension du contact direct entre le producteur et le consommateur est absente. Le consommateur n'a plus besoin de son vieux sac plastique réutilisable ou de son propre panier. A la place, il peut payer une caution pour acquérir le panier en carton très design conceptualisé pour les Paniers de Martin. Enfin, l'engagement associatif n'existe pas et l'engagement financier reste très limité puisque les commandes se font sur Internet de manière hebdomadaire, ce qui remet en question les principes d'avance de trésorerie et de sécurité pour l'agriculteur. Ce système se rapproche plus d'un panier que d'une Amap.

Cependant, ces systèmes de paniers bio sèment la confusion dans l'esprit des consommateurs. Le terme de « panier bio » devient de plus en plus utilisé et celui d'« Amap » est plus rare. Les articles de journaux traitant du thème de la consommation éthique et responsable présentent souvent pêle-mêle les Amap, les autres associations et les systèmes marchands de paniers bio, comme si toutes les initiatives revenaient finalement au même. Cela est donc dommageable pour la visibilité et la compréhension du mouvement des Amap.

D'autre part, ces systèmes marchands de paniers bio sont beaucoup moins tournés vers le producteur et beaucoup plus vers le consommateur. Le consommateur peut apprécier la dimension pratique, originale et peu engageante des paniers tandis que l'agriculteur perd l'avance de trésorerie, l'implication des consommateurs et en particulier l'échange, la transmission de savoirs et la prise de conscience.

Le risque du dévoiement du concept de l'Amap et d'une complexification de l'information pour le consommateur sont des conséquences de la diversification des formules de paniers de légumes, copiées sur les Amap. L'Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne vise à sortir du système marchand et de la consommation classique. Olivier, président de la GuillAmap, ne veut pas y retourner :

« C'est pas comme aller au supermarché, et le jour où ça deviendra comme aller au supermarché, je pense qu'on aura perdu le truc, voilà on a certains, cet esprit un peu clientéliste et consumériste. »²²⁴

La récupération marchande de cette alternative par l'économie de marché se double d'une récupération par la politique et du risque de dénaturation du concept.

XVIII. Les AMAP convoitées par la politique

²²⁴ Entretien n°6 : Entretien avec Olivier Ronna, à Lyon, le 1/06/09

Les associations se doivent de trouver un équilibre entre autonomie et dépendance vis à vis des pouvoirs publics et des institutions, un équilibre dont dépendent leur existence, leurs valeurs et leur crédibilité.²²⁵ Une des principales activités d'une organisation associative est la recherche de financement. L'Amap échappe à cette règle mais pourtant, le développement du mouvement des Amap ne se défile pas devant les subventions publiques. Mais qu'est-ce que les pouvoirs publics peuvent réellement apporter aux Amap ? (1). Le succès médiatique ne doit pas cacher le succès politique des Amap, qui commencent à recevoir le soutien enthousiaste des politiques, jusqu'à ce que l'on craigne la récupération (2). L'Amap peut ainsi se vider de sa substance proprement politique (3).

55. Une dépendance relative aux pouvoirs publics

L'activité des Amap ne nécessite pas spécifiquement de ressources financières. L'autonomie est en principe conservée car elle ne dépend que des financements des adhérents. En même temps, les subventions publiques ont alimenté le mouvement via Alliance depuis la création de la première Amap jusqu'à aujourd'hui. Les Vuillon créent Alliance Provence juste après leur Amap pour accueillir leur première subvention. Il est donc indéniable que les Amap aient bénéficié du soutien des pouvoirs publics.

En Rhône-Alpes, Alliance PEC continue de recevoir la plus grosse partie de ses financements de la région. Le conseil régional soutient en effet leur développement depuis 2005.²²⁶ Les financements se concentrent sur des projets d'essaimage d'Amap et ne privilégient pas vraiment la communication sur les circuits courts, les études portant sur les Amap ou encore la participation au débat public.

Outre le financement, l'action des pouvoirs publics envers les Amap se révèle assez mince. Selon le chargé de mission au niveau du développement durable de la ville de Villeurbanne, la municipalité peut adopter un comportement « le plus volontariste possible sur les conditions d'accueil, et puis le plus moteur en terme de communication et de valorisation de ces initiatives ».²²⁷ Cependant, la ville ne peut pas s'impliquer plus profondément car les Amap n'ont pas d'autres besoins. Par contre, au niveau de la recherche du lieu de distribution et de la communication sur ce type d'initiatives, la ville peut vraiment faire la différence. Croire que l'Amap ne peut recevoir qu'un accueil enthousiaste de la part des municipalités est naïf. En effet, certaines villes refusent de réserver un local pour l'Amap et les adhérents se retrouvent à faire la distribution soit sur le lieu de production, soit chez l'un d'entre eux.

Du point de vue des Amap, la véritable attente concernant les pouvoirs publics réside dans de réelles transformations de la politique foncière, agricole et économique. C'est tout à fait possible pour la région d'orienter ses politiques en faveur du maintien de l'agriculture locale, de la préservation des terres agricoles en milieu périurbain, de soutien aux circuits courts et d'appuyer toutes les formes d'agriculture durable.

56. Le vif intérêt des politiques pour les Amap

Les politiques sont pour le moins insensibles à la cause des Amap. Le coordinateur d'Alliance Rhône en témoigne :

²²⁵ M. Aligisakis « Barthélémy Martine, Associations : un nouvel âge de la participation ? », *Revue de Sociologie Française*, vol 42, n°42-3, pp. 589-591, 2001.

²²⁶ Mundler, *Ruralia*, op.cit.

²²⁷ Entretien n°7 : Entretien avec Stéphane Spatola, à Lyon, le 9/06/09

« Les politiques s’y intéressent, la mairie de Villeurbanne, ils sont à fond, c’est d’ailleurs un programme municipal, la région pareil, ils le revendiquent, je sais qu’à St Priest, ils sont venus chercher la présidente pour chercher un local municipal, tu vois que la sauce, elle prend. »²²⁸

L’intérêt des politiques pour les Amap est tel que même l’actuel ministre de l’agriculture, Michel Barnier, qui doute de la nocivité des OGM pour la santé humaine, a fait une déclaration en faveur des circuits courts en Avril dernier et a même créé un groupe de travail sur ce sujet.²²⁹

Le risque d’une récupération par le politique de cette initiative de la société civile est plus que jamais une réalité et risque de brouiller les clivages. Mais cette récupération est-elle nécessaire pour faire avancer les choses au niveau global ? Les politiques ne sont pas obligés de s’approprier l’Amap pour changer le contexte global. L’Amap est censée être le pic de l’iceberg que l’on aperçoit à la surface qui doit interpeller le politique sur ce qui se trouve en dessous, c’est à dire les problématiques agricoles, économiques, territoriales et sociales.

57. Risque de dénaturation et de dépolitisation de l’Amap

L’acte d’adhésion en Amap permettrait de « redonner un sens aux actes de leur quotidien. »²³⁰ Le dernier livre paru sur le sujet associe l’Amap à une quête de sens individuelle au niveau de sa propre alimentation jusqu’à en faire presque une quête spirituelle, déconnectée des clivages politiques. Evidemment, ce sens qualifié de « citoyen », mais rarement de politique. Nous défendons le sens politique de l’Amap, car on peut également trouver un sens à consommer en grande surface. Alliance Isère a pris soin de le marteler sous la forme d’un slogan : « L’Amap n’est pas un panier ».

Le risque de dépolitiser et de dénaturer l’essence même de l’Amap peut aller jusqu’à la détruire et la neutraliser politiquement. Ce processus peut être entrepris par les pouvoirs publics, les acteurs de l’économie de marché ou même par les Amapiens eux-même qui n’ont pas pris soin de regarder ce dans quoi ils étaient engagés.

Cela peut passer par la négation de la spécificité de l’Amap. Un exemple :

« Il y a une intention forte, une volonté de la municipalité de soutenir ce type d’initiative, il y a d’autres formes d’initiatives de cette nature là, il y a par exemple Arbralégumes, qui fonctionne avec des salariés. Elle encourage toutes ces logiques de circuits courts, de consommation écoresponsable un peu différent. »²³¹

Une autre stratégie des politiques peut également dissimuler le caractère revendicatif et combatif de l’Amap et éviter d’opposer les circuits courts aux autres modes de commercialisation. L’exemple du rapport sur les circuits courts, ordonné par Michel Barnier, actuel ministre de l’agriculture est parlant. Il insiste sur la dimension de moyen de commercialisation et propose une analyse économique en terme de coût et de création de

²²⁸ Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

²²⁹ « Développer les circuits courts : Michel Barnier annonce un plan en 14 mesures », Communiqué de presse, 14/04/09. Site Internet du ministère de l’agriculture : URL : <http://agriculture.gouv.fr/sections/presse/communiques/developper-circuits>.

²³⁰ M. David-Leroy et S. Girou, « Amap, Replaçons l’alimentation au cœur de nos sociétés », Editions Dangles, 2009.

²³¹ Entretien Spatola

valeur : « Il ne s'agit pas d'opposer les circuits courts aux autres types de commercialisation ; ils sont bien au contraire complémentaires. »²³²

Enfin, les Amap peuvent être également privées de leur dimension politique et militante si elles deviennent des petits cercles où l'on reste entre soi. Des relations de domination peuvent s'installer entre le groupe de consommateurs et le producteur, et peuvent rappeler les jardiniers des familles bourgeoises. L'Amap aurait alors un rôle totalement à l'opposé de son rôle éducatif, socialisant et politisant.

²³² Rapport du groupe de travail 'Circuits Courts de Commercialisation', Mars 2009 (http://agriculture.gouv.fr/sections/presse/communiques/developper-circuits/downloadFile/FichierAttache_2_f0/rapport_du_gt_circuits_courts0409.pdf?nocache=1239975553.84)

Conclusion générale : L'Amap, comme vecteur politique de transformation individuelle et collective

« L'alternative économique Amap, c'est en attendant que cette agriculture de proximité soit soutenue, au détriment des importations, de l'incohérence de la mondialisation (...) Ce n'est pas une politique agricole, c'est une alternative en attendant qu'on préserve les terres. »²³³

Si les Vuillon considèrent l'Amap comme une solution alternative temporaire, dans l'attente de réels changements au niveau des politiques agricoles, en particulier de l'agriculture conventionnelle, nous y voyons bien plus qu'un système provisoire. Léo Coutellec, membre du réseau Alliance PEC Rhône-Alpes, présente ce qu'il considère comme les trois concepts clés des Amap lors de la dernière l'assemblée générale : « une organisation horizontale et effective », « la défense d'une agriculture durable, écologique, paysanne et équitable » et « un mouvement plus large de transformation sociale ».

Pour conclure, nous allons reprendre les différents éléments qui font de l'Amap une organisation politique unique et originale. La diversité des dimensions politiques et militantes de l'association est remarquable.

Dans un contexte militant marqué par la séparation et la particularisation des causes défendues²³⁴, l'Amap se distingue par des caractéristiques paradoxales. En effet, elle met en avant une cause particulière dans le cadre d'une vision du monde globale. Centrée sur le maintien de l'agriculture de proximité, elle vise également à agir dans de multiples domaines, non seulement l'agriculture mais aussi la consommation, l'environnement, l'écologie, l'aménagement du territoire, les relations sociales mais aussi le phénomène associatif. A la fois singulière et plurielle, l'Amap sous l'apparence de défendre un seul intérêt vise en fait à créer des ponts entre différents mondes. D'autre part, elle n'est pas dénuée d'idéologie et de valeurs politiques puisque le discours militant porté par Alliance PEC et les différentes associations partenaires est également relayé par les adhérents en Amap.

L'adhésion à l'Amap en elle-même relève d'un acte de nature politique. L'individu peut en être conscient et le revendiquer en tant qu'application de ses idées politiques, mais il peut également le nier et s'en apercevoir plus tardivement. Tout d'abord, l'Amap ne participe pas seulement à une répartition équitable du pouvoir de décision entre l'agriculteur et les consommateurs, mais elle permet aux agriculteurs et aux adhérents de posséder l'entière maîtrise du processus de production, de vente et de consommation. Il s'agit d'une réappropriation totale de la chaîne alimentaire. Le soutien individuel et collectif du groupe des adhérents à l'agriculteur dans le cadre du principe de solidarité est également politique. En effet, les Amapiens apportent un appui concret à une agriculture locale, de petite taille et respectueuse de l'environnement, alors que cette agriculture-là est peu soutenue par les politiques agricoles. Cet acte pratique, s'inscrivant dans le quotidien, permet aux

²³³ Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

²³⁴ J. Ion, « La fin des militants », Editions L'Atelier, 1997.

adhérents de se familiariser avec le monde de l'agriculture et de créer des liens entre l'agriculture, l'alimentation et les vies individuelles. Rappelant aux consommateurs que la consommation et l'agriculture sont politiques, et résultent de choix globaux, l'Amap rend lisible les différences entre les différents modèles, questionnent les pratiques des agriculteurs et des consommateurs et réintroduit des clivages.

Du fait de son succès médiatique, elle force les pouvoirs publics et les politiques à prendre position à son sujet, et à agir dans un sens différent, en direction des circuits courts, de l'écologie et de l'agriculture biologique.

La gestion de l'Amap oblige aussi ses membres à se poser des questions sur le fonctionnement d'une association et l'organisation politique. Les Amap ont opté pour un fonctionnement horizontal, souple et participatif.

Le caractère politique de l'Amap réside également au cœur de son action transformatrice menée par l'association. L'Amap transforme à la fois l'acte d'achat et les pratiques des adhérents et des agriculteurs. D'une part, on ne va pas « acheter en Amap » mais « adhérer à une Amap », ce qui change complètement la conception du lien marchand. Les principes de pré-paiement et de solidarité, l'absence d'échange financier pendant les distributions, le lieu de distribution en tant qu'espace non marchand, la faible utilisation d'emballage, les relations sociales privilégiées et encore l'appartenance à un groupe font que l'acte d'achat ne ressemble à aucun autre, et se distingue nettement de l'acte d'achat classique, dans le cadre de la grande distribution. L'Amap, d'autre part, va faire évoluer les pratiques des agriculteurs mais aussi des adhérents. L'agriculteur, du fait de la relation de proximité, pourra mieux varier et adapter son offre de produits, bénéficier d'une relation sociale plus approfondie et se sentir plus valorisé dans son travail. Les adhérents avouent avoir changé leurs habitudes de consommation et leurs façons de se nourrir. L'Amap participe ainsi à un processus collectif et individuel d'éducation populaire, de sensibilisation et conscientisation des adhérents à des problèmes politiques. Elle permet aussi d'initier des individus non politisés à des questionnements ou même des combats plus directement militants.

Les dimensions transformatrices et pratiques de l'association nous amènent à parler de la possibilité d'une véritable expérience politique vécue à travers l'Amap. Les adhérents participent réellement à une expérience originale, qui réunit des aspects souvent mis en opposition : individuels et collectifs, concrets et théoriques, financiers et associatifs. L'Amap est un vecteur d'association, d'assemblage et de convergence visant une cohérence globale.

Ainsi, dans le cadre de l'Amap, les actions concrètes et locales ne s'opposent pas au politique, mais au contraire, elles le complètent et l'enrichissent. Elles sont même dans leur propre définition politiques. Prenons par exemple la notion de plaisir, mise en avant par les Amapiens qui éprouvent une réelle satisfaction à manger, à partager, ou encore à découvrir des nouveaux légumes et de nouvelles personnes. Le plaisir a souvent été déconnecté de considérations plus intellectuelles et politiques. Grâce à l'Amap, le plaisir retrouve sa place dans un cheminement politique, qui n'est pas fait uniquement d'abnégation, d'austérité et de luttes théoriques. L'association transcende de ce fait les limites classiques.

Certains ont analysé l'Amap comme « des espaces d'échange permettant aux consommateurs d'allier deux engagements : l'un marchand et l'autre politique. »²³⁵ De par la re-politisation de la sphère marchande induite par l'Amap, nous affirmons qu'il s'agit là d'un même et seul engagement.

²³⁵ Mundler, *Ruralia*, op.cit.

Il nous faut maintenant trancher sur sa qualification. S'agit-il enfin d'un engagement politique, d'une forme de participation politique non conventionnelle, d'un acte citoyen ou bien encore militant ? Nous excluons la participation politique et l'acte citoyen, car l'engagement en Amap ne participe pas au fonctionnement de la société actuelle. Pour certains, cet engagement ne signifie seulement qu'un moyen de consommer autrement mais à l'origine, et par sa nature même que nous avons tenté d'analyser à travers cette étude, il vise plutôt à sortir du système de l'économie de marché et à réinventer d'autres formes d'organisation et d'échange. C'est pour cette raison que nous préférons parler d'engagement politique ou d'une nouvelle forme d'acte militant.

Sources

Entretiens

Entretien n°1 : Entretien avec David Caubel, à Lyon, le 11/02/09

Entretien n°2 : Entretien avec Chantal Gehin, à Lyon, le 25/02/09

Entretien n°3 : Entretien avec Denise Vuillon, à Ollioules, le 18/03/09

Entretien n°4: Entretien avec Jean-François Cuzin, à Lyon, le 27/04/09

Entretien n°5 : Entretien avec Pascal Vigneret, à Lyon, le 13/05/09

Entretien n°6 : Entretien avec Olivier Ronna, à Lyon, le 1/06/09

Entretien n°7 : Entretien avec Stéphane Spatola, à Lyon, le 9/06/09

Entretien n°8 : Entretien avec Robert Dubost, à Lyon, le 26/06/09

Entretien n°9 : Entretien avec Jonathan Vahe et Sophie Hautefeuille, à Lyon, le 3/07/09

Entretien n°10 : Entretien avec Julien, à Lyon, le 11/02/09

Sites Internet

Alliance PEC Rhône-Alpes : <http://www.alliancepec-rhonealpes.org>

La ferme des Olivades : <http://www.olivades.com>

Creamap : <http://www.amap-france.fr>

Alliance Provence : <http://allianceprovence.org>

Jardins de Cocagne : <http://www.reseaucocagne.asso.fr/>

Nature et Progrès : <http://www.natureetprogres.org>

Terre de Liens : <http://www.terredeliens.org>

Confédération Paysanne : <http://www.confederationpaysanne.fr>

Institut National de Veille Sanitaire : <http://www.invs.sante.fr>

Agence de la bio : <http://www.agencebio.org>

INSEE : <http://www.insee.fr>

Documents issus du réseau Alliance

F. Olivier, « Les pratiques du système AMAP en Rhône-Alpes : réalité(s) et enjeux », Alliance PEC Rhône-Alpes, Mai 2007.

B. Dierickx et T. Johannsen, « AMAP, Pour une agriculture nourricière », film réalisé par Alliance Midi-Pyrénées, 2007.

Guide pratique du paysan en Amap, « Paysan en Amap : un nouveau métier », Alliance PEC Rhône-Alpes, Mai 2008.

Rapports d'assemblée générale Alliance PEC RA 2008 et 2009.

Charte des Amap, Alliance Provence, 2003.

Articles de presse

« Le panier bio garni victime de son succès », Libération, 3 Mai 2008, p16.

« Les Amap, ou l'agriculture autrement », La Croix, 25 Août 2008, p13-14.

« Les paniers de légumes bio se récoltent aussi à l'école », Le Progrès, 22 Mai 2008, p 17.

« Les paniers bio attirent les foules », Lyon Capitale, 27 Février 2007, p8-9.

Bibliographie

Sur les Amap

Ouvrage

- C. Lamine, « Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ? », Editions Yves Michel, 2008.
- M. David-Leroy et S. Girou, « Amap, Replaçons l'alimentation au cœur de nos sociétés », Editions Dangles, 2009.

Revue

- P. Mundler, « Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en Rhône-Alpes, entre marché et solidarité », Ruralia, 2007-20, mis en ligne le 14 juin 2008. URL : <http://ruralia.revues.org/document1702.html>. Consulté le 18 mai 2009
- « Dossier Amap : Aux paniers, citoyens ! », Campagne Solidaire, Mensuel de la Confédération Paysanne, n°222, Octobre 2007.
- « AMAP, dynamiques et limites », Silence, n°357, Mai 2008, p4-p16.
- « Citadins en quête d'Amap, maraîchers en quête de terres », Silence, n°361, Octobre 2008, p34-36

Travaux d'étudiants

- M.L. Angelucci, E. Comte et S. Neyrat, « Fonctionnement et reproductibilité des Amap en Rhône-Alpes », Mémoire pour l'obtention du diplôme de l'ISARA, sous la direction de Patrick Mundler, Février 2006.
- F. Olivier, « Producteurs et consommateurs dans le cadre des AMAP en Rhône-Alpes : de la relation, à la mise en réseau, pour quel développement rural ? », Mémoire de fin d'étude de l'IEP, sous la direction d'A. Blanc Boge, 2007.
- M. Jourdain, « Comment les AMAP peuvent-elles se pérenniser et poursuivre leur développement en France », Projet tuteuré par D. Perrissin-Fabert, Licence professionnelle Management des Entreprises Agricoles, 2008.
- A. Audras, « Document de synthèse sur les prix en Amap », ISARA Lyon.

Sur l'agriculture

« L'agriculture de destruction massive », Brochure des renseignements généreux, Octobre 2006.

Sur la consommation politique

Ouvrages

Ferrando Y Puig et Stéphanie Giamporcaro-Saunière (dir.), « Pour une « autre » consommation », Edition L'harmattan, 2005.

P. Ariès, « No Conso. Manifeste pour la grève générale de la consommation », Editions Golias, 2006.

Revues

S. Dubuisson-Quellier et C. Lamine. « Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs. », Sciences de la Société, n°62, Mai 2004, pp145-168.

Chessel et Cochoy, «Autour de la consommation engagée. Enjeux historiques et politiques », Sciences de la Société, n°62, Mai 2004.

Article

C. Lamine, « Les nouveaux consommateurs militants », Site Web de l'INRA. URL : http://www.inra.fr/les_partenariats/collaborations_et_partenaires/entreprises/en_direct_des_labos/les_nouveaux_consommateurs_militants. Consulté le 19 Avril 2009.

Sur les circuits courts

C. Delfosse et C. Bernard, « Vente directe et terroir », Méditerranée, n°109, 2007/2.
Sur les associations et la politique

Revues

G. Morin, « Les associations et la politique », Vingtième Siècle. Revue d'histoire, vol 70, n° 70, pp. 139-140, 2001.

H. Rayner, « Le point de vue aérien de Robert Putnam. A propos de Making Democracy Work », Politix, vol 11, n°42, p179-204, 1998.

-
- S. Duchesne, « Nina Eliasoph, Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life », RFSP, vol 45, n°6, p858-860, 1999
- F. Charvolin, « La rhétorique du « self-interest » est-elle intéressante pour la démocratie ? Retour sur les travaux de Nina Eliasoph », Lectures Critiques, RFSP, vol 56, 2006.
- M. Aligisakis « Barthélémy Martine, Associations : un nouvel âge de la participation ? », Revue de Sociologie Française, vol 42, n°42-3, pp. 589-591, 2001.
- F. Héran « Un monde sélectif : les associations ? », Economie et statistique, vol 208, n°208, pp.17-31, 1988.
- S. Nicourd, « Les engagements ont-ils vraiment changé ? ». Sociologies Pratiques, n°15, 2007/2
- M. Febvre et L. Muller, « Une personne sur deux est membre d'une association », INSEE PREMIERE, n°920, Septembre 2003.

Sur le militantisme

Ouvrages

- Labbé et Croisat, « La fin des syndicats », Editions L'harmattan, 2000.
- I.Sommier, « Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation », Editions Flammarion, Paris, 2003.
- L. Jeanneau et S. Lernoùd, « Les nouveaux militants », Ed. Les petits matins, 2008.
- J. Ion, « La fin des militants », Editions L'Atelier, 1997.
- Putnam Robert D., «Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community », New York, Simon and Schuster, 2000.
- F. Granjon, « L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques », Apogée, Rennes, 2001.
- A.Hirschman. « Défection, prise de parole et loyauté », Fayard, Paris, 1995.
- T. Jordan, « S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs... », Autrement, 2003.
- L. Boltanski et E. Chiapello, « Le nouvel esprit du capitalisme », Editions Gallimard, 1999.

Revue

- E. Schweisquth, « Le post-matérialisme revisité : R. Inglehart persiste et signe », RFSP, vol 47, n°5, p653-659, 1997
- H.L'Heuillet, « Un citoyen entre les chiffres », Journal Français de Psychiatrie, n°19, 2003/2

Publication

S. Bérout, « Adhérer, participer, militer : les jeunes salariés face au syndicalisme et à d'autres formes d'engagement collectif », Enquête réalisée pour les Jeunes CGT, Rapport Final remis en décembre 2003.

Table des illustrations

- Figure 1 : Un panier Amap de fruits
- Figure 2 : L'agriculteurs et les Amapiens pour la visite de la ferme
- Figure 3 : Des adhérents aidant au déchargement du camion de l'agriculteur
- Figure 4 : Une Amapienne
- Figure 5 : Résultat de notre questionnaire sur les raisons à l'entrée en Amap
- Figure 6 : Tableau des motivations des adhérents à l'entrée en Amap
- Figure 7 : Des Amapiens pendant la visite de la ferme de leur producteur
- Figure 8 : Les six principes de l'agriculture paysanne
- Figure 9 : Répartition spatiale des Amap sur le Grand Lyon entre 2004 et 2009

Les photos des figures ainsi que les autres photos qui espacent les chapitres du mémoire ont été réalisées par mes soins, et représentent des Amapiens de l'AmaPopote, du 7ème arrondissement de Lyon.

A consulter sur place au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Annexes

Annexe 3 : Charte des Amap, Alliance Provence

Annexe 1

Questionnaire à l'intention des adhérents de l'AMAPopote

Cochez les réponses qui vous correspondent.

Plusieurs réponses sont possibles pour une même question.

1. Vous êtes : une femme un homme
2. Agé(e) de : 18 à 24 ans 25 à 34 ans 35 à 49 ans 50 à 64 ans + de 65 ans
3. Situation : célibataire en couple avec des enfants
4. Votre lieu de résidence :
 le 7ème arrondissement un autre arrondissement (.....) une commune du Grand Lyon
5. Votre niveau de qualification :
 Sans diplôme Niveau Collège BAC
 CAP/BEP Bac+2+3 Bac +5 et plus
6. Votre catégorie socio-professionnelle :
 Agriculteur
 Ouvrier
 Employé
 Artisan, Commerçant ou Chef d'entreprise
 Fonctionnaire
 Profession libérale ou Cadre supérieur
 Retraité
 Sans Activité Professionnelle
 Etudiant
7. Pouvez-vous m'indiquer dans quelle tranche se situe la totalité de vos revenus mensuels nets de votre ménage :
 Moins de 1000 €
 De 1000 € à 3000 €
 De 3000€ à 5000 €

Plus de 5000 €

Ne se prononce pas

8. Par quel(s) moyen(s) avez-vous entendu parler des AMAP et des « paniers bio » ?

TV

Radio

Internet

Journal

Relations/Amis

Associations

Forums, conférences

Travail

Ne sait plus

Autre.....

9. Etiez-vous inscrit(e) sur la liste d'attente d'une AMAP avant de devenir adhérent de cette AMAP ? oui non

Si oui, quelle AMAP ?.....

10. Par quel moyen êtes-vous venu(e) récupérer votre panier ?

vélo transport en commun voiture à pied autre :.....

11. Où faites-vous vos courses habituellement ?

au supermarché

épicerie de proximité

épicerie bio

épicerie équitable

marché

internet

12. Pourquoi avez-vous fait le choix d'adhérer à une AMAP ?

Protéger votre santé

Manger des légumes bio

Protéger l'environnement

Par curiosité

Eviter de faire les courses

Soutenir l'agriculture locale

Consommer local

Vous connaissez quelqu'un à l'AMAP

Contacts directs avec le producteur

Pour des raisons politiques et citoyennes

S'opposer à la grande distribution

Autre

:

.....
13. De quelle tendance politique vous sentez-vous le plus proche ?

Gauche Libertaire

Extrême gauche

Gauche

Ecologie

Centre

Droite

Extrême-droite

Sans appartenance politique

Ne se prononce pas

14. Etes-vous militant (parti politique, syndicat...) ? oui non

15. Etes-vous membre d'une autre association ? oui non

16. Origines familiales : quelle est la taille de votre ville d'origine ?

Moins de 200 habitants

200hab.-1000hab

1000hab.-5000hab

5000 hab.-30 000hab

30 000hab-100 000hab

100 000hab-500 000hab

+ de 500 000hab

17. En tant que citoyen(ne), ressentez-vous le besoin de vous rendre à la campagne, à la montagne ou dans des zones non ou peu urbanisées ?

un peu complètement pas vraiment pas du tout

18. Si vous le faites, quelle en est la fréquence ?

1 fois par semaine 1 fois par mois 5 à 6 fois par an 1 fois par an

19. Avez vous choisi : un panier duo un panier familial

Merci beaucoup !

Annexe 2

Réponses des adhérents de l'AmaPopote au questionnaire

26 questionnaires remplis

1. Vous êtes :

-
- 81% une femme (21)
19% un homme (5)
1. Agé(e) de :
- 23% 18 à 24 ans (6)
65% 25 à 34 ans (17)
12% 35 à 49 ans (3)
0% 50 à 64 ans (0)
0% + de 65 ans (0)
2. Situation :
- 35% Célibataire (9)
65% en couple (17)
23% avec des enfants (6)
4. Votre lieu de résidence :
- 58% le 7ème arrondissement (15)
38% un autre arrondissement (.....) (10) dont 1 sur le 4ème arrondissement, 4 sur le 8ème arrondissement, 4 sur le 3ème, et 1 ne s'est pas prononcé
4% une commune du Grand Lyon (1)
5. Votre niveau de qualification :
- 0% Sans diplôme (0)
4% Niveau Collège (1)
0% BAC (0)
0% CAP/BEP (0)
54% Bac+2+3 (14)
42% Bac +5 et plus (11)
6. Votre catégorie socio-professionnelle :
- 0% Agriculteur (0)
0% Ouvrier (0)
31% Employé (8)
0% Artisan, Commerçant ou Chef d'entreprise (0)
12% Fonctionnaire (3)
27% Profession libérale ou Cadre supérieur (7)
0% Retraité (0)
4% Sans Activité Professionnelle (1)
12% Etudiant (3)
4% Employé + étudiant (1)
4% Fonctionnaire + étudiant (1)

4% Cadre supérieur + fonctionnaire (1)

4% Professeur des écoles dans le privé (1)

7. Pouvez-vous m'indiquer dans quelle tranche se situe la totalité de vos revenus mensuels nets de votre ménage :

12% Moins de 1000 € (3)

61% De 1000 € à 3000 € (16)

19% De 3000€ à 5000 € (5)

8% Plus de 5000 € (2)

0% Ne se prononce pas (0)

8. Par quel(s) moyen(s) avez-vous entendu parler des AMAP et des « paniers bio » ?

15% TV (4)

8% Radio (2)

35% Internet (9)

11% Journal (3)

69% Relations/Amis (18)

31% Associations (8)

4% Forums, conférences (1)

4% Travail (1)

0% Ne sait plus (0)

0% Autre (0)

9. Etiez-vous inscrit(e) sur la liste d'attente d'une AMAP avant de devenir adhérent de cette AMAP ?

65% oui (17)

34% non (9)

Si oui, quelle AMAP ? Guillamap (17)

10. Par quel moyen êtes-vous venu(e) récupérer votre panier ?

4% vélo (1)

27% Transport en commun (7)

8% voiture (2)

38% à pied (10)

autre :

-11% à pied + transport en commun (3)

-4% voiture ou à pied selon les jours (1)

-8% moto, scooter (2)

Une personne a oublié de remplir la deuxième face de la feuille donc les résultats sont ensuite calculés sur la base de 25 questionnaires.

11. Où faites-vous vos courses habituellement ?

-
- 88% au supermarché (22)
24% épicerie de proximité (6)
32% épicerie bio (8)
8% épicerie équitable (2)
56% marché (14)
0% internet (0)
12. Pourquoi avez-vous fait le choix d'adhérer à une AMAP ?
- 48% Protéger votre santé (12)
64% Manger des légumes bio (16)
60% Protéger l'environnement (15)
20% Par curiosité (5)
8% Eviter de faire les courses (2)
80% Soutenir l'agriculture locale (20)
60% Consommer local (15)
4% Vous connaissez quelqu'un à l'AMAP (1)
20% Contacts directs avec le producteur (5)
52% Pour des raisons politiques et citoyennes (13)
20% S'opposer à la grande distribution (5)
- Autre :
- 8% manger des légumes de saison (2)
-4% manger des légumes que je n'achète pas habituellement (1)
-4% promotion du développement durable : volet social et environnemental (1)
13. De quelle tendance politique vous sentez-vous le plus proche ?
- 8% Gauche Libertaire (2)
8% Extrême gauche (2)
20% Gauche (5)
16% Ecologie (4)
4% Centre (1)
0% Droite (0)
0% Extrême-droite (0)
8% Sans appartenance politique (2)
16% Ne se prononce pas (4)
16% Gauche + écologie (4)
4% Gauche + écologie + extrême gauche (1)
14. Etes-vous militant (parti politique, syndicat...) ?
- 12% oui (3)

88% non (22)

15. Etes-vous membre d'une autre association ?

56% oui (14)

40% non (10)

4% Ne s'exprime pas (1)

16. Origines familiales : quelle est la taille de votre ville d'origine ?

0% Moins de 200 hab (0)

16% 200hab.-1000hab (4)

8% 1000hab.-5000hab. (2)

24% 5000 hab.-30 000hab (6)

8% 30 000hab-100 000hab (2)

4% 100 000hab-500 000hab (1)

28% + de 500 000hab (7)

12% Ne se prononce pas : (3)

17. En tant que citoyen(e), ressentez-vous le besoin de vous rendre à la campagne, à la montagne ou dans des zones non ou peu urbanisées ?

16% un peu(4)

68% complètement(17)

8% pas vraiment (2)

4% pas du tout (1)

4% un peu + complètement (1)

18. Si vous le faites, quelle en est la fréquence ?

20% 1 fois par semaine (5)

52% 1 fois par mois (13)

16% 5 à 6 fois par an (4)

4% 1 fois par an (1)

4% entre 1 fois par semaine et 1 fois par mois (1)

4% ne s'exprime pas (1)

19. Avez vous choisi :

32% un panier duo (8)

68% un panier familial (17)

VI.VI.

Réponses des adhérents de la Guill'Amap au questionnaire

60 questionnaires remplis

VII.VII.

1. Vous êtes :

62 % une femme : (37)

32% un homme : (19)

6% + femme et homme : (4)

2. Agé(e):

3% 18 à 24 ans : (2)

53% 25 à 34 ans : (32)

25% 35 à 49 ans: (15)

17% 50 à 64 ans : (10)

0% + de 65 ans : (0)

2% Ne répond pas à la question : (1)

3. Situation :

20% célibataire : (12)

75% en couple : (45)

42% avec des enfants : (25)

3% en collocation : (2)

40% en couple + enfants : (24)

4. Votre lieu de résidence :

65% 7ième arrondissement : (39)

25% Lyon : (15), 17% 3ième arrondissement : (10) + 3% 8ième et 6ième : (2) + 5% ne précise pas quel arrondissement : (3)

8% Communes du Grand Lyon : (5) (Tassin, ST Foy les Lyon, Vénissieux, St Bonnet de Mure

2% Ne répond pas : (1)

5. Votre niveau de qualification :

2% Sans diplôme : (1)

2% Niveau Collège : (1)

3% BAC : (2)

0% CAP/BEP : (0)

40% Bac+2+3 : (24)

52% Bac +5 et plus : (31)

2% Ne répond pas : (1)

6. Votre catégorie socio-professionnelle :

0% Agriculteur : (0)

0% Ouvrier : (0)

25% Employé : (15)

3% Artisan, Commerçant ou Chef d'entreprise : (2)

27% Fonctionnaire : (16)

30% Profession libérale ou Cadre supérieur : (18)

7% Retraité : (4)

2% Sans Activité Professionnelle : (1)

3% Etudiant: (2)

2% Cadre + fonctionnaire : (1)

2% Employé + chef d'entreprise : (1)

7. Pouvez-vous m'indiquer dans quelle tranche se situe la totalité de vos revenus mensuels nets de votre ménage

3% Moins de 1000 € : (2)

53% De 1000 € à 3000 € : (32)

37% De 3000 € à 5000 € : (22)

5% Plus de 5000 € : (3)

2% Ne se prononce pas : (1)

8. Par quel(s) moyen(s) avez-vous entendu parler des AMAP et des « paniers bio » ?

10% TV (6)

7% Radio (4)

13% Internet (8)

12% Journal (7)

60% Relations/Amis (36)

17% Associations (10)

3% Forums, conférences (2)

2% Travail (1)

7% Ne sait plus (4)

8% Autre (5) :

-annonce dans un bar associatif alternatif

-la responsable de l'AMAP cherchait un local, elle est venue me voir à la mairie »

-je suis tombée sur une distribution par hasard + j'ai vu une distribution dans le quartier

9. Etiez-vous inscrit(e) sur la liste d'attente d'une AMAP avant de devenir adhérent de cette AMAP ?

27% oui (16) Guillamap (10), Alpage (4), Guillamap et Comoedia (1), pas de nom (1)

73% non (44)

10. Par quel moyen êtes-vous venu(e) récupérer votre panier ?

15% vélo : (9)

7% transport en commun : (4)

10% voiture: (6)

62% à pied : (37)

-
- 3% vélo + à pied : (2)
2% vélo + voiture : (1)
2% vélo + voiture + trottinette + à pied (1)
11. Où faites-vous vos courses habituellement ?
- 63% au supermarché (38)
30% épicerie de proximité (18)
37% épicerie bio (22)
10% épicerie équitable (6)
53% marché (32)
0% internet (0)
12. Pourquoi avez-vous fait le choix d'adhérer à une AMAP ?
- 27% Protéger votre santé (16)
47% Manger des légumes bio (28)
33% Protéger l'environnement (20)
2% Par curiosité (1)
3% Eviter de faire les courses (2)
53% Soutenir l'agriculture locale (32)
43% Consommer local (26)
5% Vous connaissez quelqu'un à l'AMAP (3)
33% Contacts directs avec le producteur (20)
18% Pour des raisons politiques et citoyennes (30)
27% S'opposer à la grande distribution (16)
- Autre : redécouvrir le plaisir de suivre les saisons
- 20 questionnaires ont classé leurs réponses :
- En 1er choix :
- 1 manger des légumes bio
 - 2 pour des raisons politiques et citoyennes
 - 3 soutenir l'agriculture locale
- En 2ième choix :
- 1 manger des légumes bio
 - 2 soutenir l'agriculture locale
 - 3 consommer local
- En 3ième choix :
- 1 soutenir l'agriculture locale
 - 2 contacts directs avec l'agriculteur
 - 3 consommer local + protéger sa santé (égalité)

13. Depuis combien de temps êtes-vous adhérent de l'AMAP ?

12% Moins de 6 mois : (7)

15% Entre 6 mois et 1 an : (9)

18% Entre 1 an et 1 an et ½ : (11)

25% De 1 an et 1/2 et 2 ans : (15)

22% Entre 2 ans et 3 ans : (13)

8% Plus de 3 ans : (5)

14. Etes-vous satisfait de l'AMAP ?

pas du tout

pas vraiment

5% un peu (3)

93% tout à fait (56)

2% Ne répond pas : (1)

15. De quelle tendance politique vous sentez-vous le plus proche ?

2% Gauche Libertaire : (1)

13% Extrême gauche (8)

28% Gauche (17)

12% Ecologie (7)

0% Centre (0)

0% Droite (0)

2% Extrême –droite (1)

2% Sans appartenance politique (1)

22% Ne se prononce pas (13)

Autres réponses :

12% Gauche + écologie (7)

2% Ecologie + centre (1)

3% Libertaire + extrême gauche (2)

2% Libertaire + extrême gauche + gauche (1)

2% Aucune (1)

16. Etes-vous militant (parti politique, syndicat...)?

18% Oui : (11)

78% Non : (47)

3% Ne répond pas : (2)

17. Etes-vous membre d'une autre association ?

52% oui : (31)

45% non (27)

3% Ne répond pas : (2)

18. Origines familiales : quelle est la taille de votre ville d'origine ?

3% Moins de 200 habitants : (2)

15% 200hab.-1000hab (9)

15% 1000hab.-5000hab. (9)

18% 5000 hab.-30 000hab (11)

8% 30 000hab-100 000hab : (5)

7% 100 000hab-500 000hab : (4)

30% + de 500 000hab : (18)

2% Je ne sais plus : (1)

2% Ne répond pas : (1)

19. En tant que citoyen(ne), ressentez-vous le besoin de vous rendre à la campagne, à la montagne ou dans des zones non ou peu urbanisées ?

22% un peu : (13)

77% complètement : (46)

2% pas vraiment : (1)

0% pas du tout : (0)

20. Si vous le faites, quelle en est la fréquence ?

20% 1 fois par semaine : (12)

65% 1fois par mois: (39)

10% 5 à 6 fois par an : (6)

3% 1 fois par an : (2)

2% « pas assez » : (1)

Réponses des adhérents de l'Amap des Olivades au questionnaire

12 questionnaires remplis

3.Vous êtes :

75% une femme (9)

25% un homme (3)

4.Agé(e) de :

0% 18 à 24 ans (0)

8% 25 à 34 ans (1)

50% 35 à 49 ans (6)

34% 50 à 64 ans (4)

0% + de 65 ans (0)

+ 8% ne répond pas (1)

5.Situation :

0% Célibataire (0)

100% en couple (12)

50% avec des enfants (6)

4. Votre lieu de résidence :

17% Ollioules (2)

17% Six-Fours (2)

25% Toulon (3)

25% Sanary-sur-Mer (3)

17% Ne répond pas (2)

5. Votre niveau de qualification :

0% Sans diplôme (0)

8% Niveau Collège (1)

8% BAC (1)

0% CAP/BEP (0)

50% Bac+2+3 (6)

34% Bac +5 et plus (4)

6. Votre catégorie socio-professionnelle :

0% Agriculteur (0)

0% Ouvrier (0)

25% Employé (3)

0% Artisan, Commerçant ou Chef d'entreprise (0)

25% Fonctionnaire (3)

17% Profession libérale ou Cadre supérieur (2)

17% Retraité (2)

17% Sans Activité Professionnelle (2)

0% Etudiant (0)

7. Pouvez-vous m'indiquer dans quelle tranche se situe la totalité de vos revenus mensuels nets de votre ménage :

0% Moins de 1000 € (0)

17% De 1000 € à 3000 € (2)

75% De 3000€ à 5000 € (9)

8% Plus de 5000 € (1)

0% Ne se prononce pas (0)

8. Par quel(s) moyen(s) avez-vous entendu parler des AMAP et des « paniers bio » ?

0% TV (0)

0% Radio (00)

-
- 8% Internet (1)
 - 16% Journal (2)
 - 75% Relations/Amis (9)
 - 0% Associations (0)
 - 0% Forums, conférences (0)
 - 0% Travail (0)
 - 0% Ne sait plus (0)
 - 17% Autre (2) :

-J'ai connu les Vuillon avant l'AMAP

-J'étais au point de vente, j'ai quitté, puis je suis revenu et j'ai découvert l'AMAP

9. Etiez-vous inscrit(e) sur la liste d'attente d'une AMAP avant de devenir adhérent de cette AMAP ?

50% oui (6)

50% non (6)

Si oui, quelle AMAP ? Olivades (6)

10. Par quel moyen êtes-vous venu(e) récupérer votre panier ?

0% vélo (0)

0% Transport en commun (0)

100% voiture (12)

0% à pied (0)

11. Où faites-vous vos courses habituellement ?

92% au supermarché (11)

17% épicerie de proximité (2)

17% épicerie bio (2)

8% épicerie équitable (1)

50% marché (6)

0% internet (0)

12. Pourquoi avez-vous fait le choix d'adhérer à une AMAP ?

67% Protéger votre santé (8)

58% Manger des légumes bio (7)

50% Protéger l'environnement (6)

0% Par curiosité (0)

0% Eviter de faire les courses (0)

83% Soutenir l'agriculture locale (10)

58% Consommer local (7)

8% Vous connaissez quelqu'un à l'AMAP (1)

- 50% Contacts directs avec le producteur (6)
25% Pour des raisons politiques et citoyennes (3)
25% S'opposer à la grande distribution (3)
42% Autres :
-Manger des légumes de saison (2)
-Pour le goût (1)
-Produits frais (1)
-Qualité des produits (1)
8% Ne répond pas (1)
13. Depuis combien de temps êtes-vous adhérent de l'AMAP ?
8% Moins de 6 mois : (1)
17% Entre 6 mois et 1 an : (2)
50% Entre 1 an et 1 an et ½ : (6)
0% De 1 an et 1/2 et 2 ans : (0)
0% Entre 2 ans et 3 ans : (0)
17% Plus de 3 ans : (2)
8% Ne répond pas (1)
14. Etes-vous satisfait de l'AMAP ?
pas du tout
pas vraiment
8% un peu (1)
75% tout à fait (9)
8% Ne répond pas : (1)
8% relativement (1)
15. De quelle tendance politique vous sentez-vous le plus proche ?
0% Gauche Libertaire : (0)
8% Extrême gauche (1)
0% Gauche (0)
8% Ecologie (1)
25% Centre (3)
8% Droite (1)
0% Extrême –droite (0)
17% Sans appartenance politique (2)
17% Ne se prononce pas (2)
Autres réponses :
8% Gauche + écologie (1)

8% Ecologie + sans appartenance politique (1)

16. Etes-vous militant (parti politique, syndicat...)?

8% Oui : (1)

92% Non : (11)

17. Etes-vous membre d'une autre association ?

33% oui : (4)

67% non (8)

18. Origines familiales : quelle est la taille de votre ville d'origine ?

0% Moins de 200 habitants : (0)

0% 200hab.-1000hab (0)

17% 1000hab.-5000hab. (2)

17% 5000 hab.-30 000hab (2)

33% 30 000hab-100 000hab (4)

17% 100 000hab-500 000hab (2)

8% + de 500 000hab : (1)

8% Ne sait pas (1)

19. En tant que citoyen(ne), ressentez-vous le besoin de vous rendre à la campagne, à la montagne ou dans des zones non ou peu urbanisées ?

25% un peu : (3)

67% complètement : (8)

0% pas vraiment : (0)

0% pas du tout : (0)

8% ne répond pas (1)

20. Si vous le faites, quelle en est la fréquence ?

33% 1 fois par semaine : (4)

59% 1 fois par mois: (7)

0% 5 à 6 fois par an : (0)

0% 1 fois par an : (0)

8% ne répond pas (1)

Annexe 3

Charte des Amap, Alliance Provence, 2003

A consulter sur place au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon